Tome XXIII. N° 15. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 1er Nov. 1925

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Notre cher Péguy[1]

La boutique des « Cahiers de la Quinzaine ».

Elle était étroite et profonde, cette boutique du 8 de la rue de la Sorbonne où Péguy vint s'établir en quittant l'immeuble sociologique de Mme Dick May et ses prêchi-prêcha. Il entraînait avec lui le charmant Charles Guieysse, pas fâché lui non plus, je crois, de descendre des hauteurs des Hautes Études Sociales, et certainement heureux de rendre service à Péguy en partageant son loyer. On sépara donc la boutique en deux compartiments : l'un, qui s'éclairait sur la rue, fut réservé aux *Cahiers;* l'autre, qui prenait jour sur la cour (jour n'est qu'une façon de parler, car ce fond de boutique était tout à fait ténébreux) devint le domaine où Charles Guieysse transporta ses *Pages Libres*, sa bonne humeur et sa pipe. Enfin, par un coup de génie, dans le couloir d'entrée, large d'un mètre à peine, Péguy installa d'autorité le bureau des *Journaux pour tous*, qui jusque-là fonctionnait à la librairie Bellais. Le secrétaire desdits journaux transporta dans ce passage sa chaise, sa table de bois blanc et les boîtes à

(1) Copyright 1925 by Plon-Nourrit et Cie. — Voir *la Revue universelle* des 15 mai, 1er et 15 juin 1925.

cigares de Wilbou. Mais quand les membres du Comité, M. Mascart l'astronome, Borel le mathématicien, le botaniste Colomb (Christophe) et quelques autres encore se virent réduits à ce boyau, où, pour tenir leur réunion, ils auraient dû se transformer en êtres séraphiques, leur fureur contre Péguy fut extrême. Ils jurèrent que jamais ils ne remettraient les pieds dans ce soi-disant bureau. Et ce fut le début d'une lutte homérique entre leur secrétaire tout dévoué à Péguy, le fidèle Boivin, qui s'obstinait à demeurer dans le couloir avec ses fiches, et le Comité des journaux qui le sommait péremptoirement d'aller s'installer ailleurs. Finalement Boivin fut vaincu, et à la place des *Journaux pour tous* vint s'installer dans le boyau un journal pour enfants, *Jean-Pierre*, qui se proposait d'effacer Dieu de la cervelle de son public enfantin, et de lui inspirer l'horreur du militaire, à commencer par les soldats de plomb.

Tous ces arrangements ne s'étaient pas faits sans dépenses. On avait dû élever des cloisons, aménager des casiers. « Ça en a encore coûté de l'argent ! » me disait un jour Mme Baudouin, en pensant, non sans amertume, à ce qu'avait déjà englouti l'ancienne librairie Bellais. Et s'adressant à l'un des fils de Péguy qui se trouvait avec nous : « Ah ! c'était un grand constructeur, ton père ! » Puis après un silence où elle parut mesurer l'abîme des difficultés matérielles où son gendre l'avait entraînée : « Et un grand destructeur aussi ! » Nouveau silence. Et résignée : « Il a fait ce qu'il a voulu... »

Une discipline militaire régnait dans ces quelques mètres carrés qui constituaient, pour ainsi dire, la forteresse-couvent de Péguy. Sur les rayons de bois blanc, les alignements des *Cahiers* représentaient à ses yeux des colonnes de compagnie, et s'il se produisait un vide Péguy ne disait pas : « Il y a un vide », il disait, comme au régiment : « Il y a une file creuse », parce que l'affaire Dreyfus ne lui avait nullement enlevé le goût des choses militaires, et aussi pour le plaisir d'effarer tel ou tel de ses abonnés qui avait pris en horreur tout ce qui touchait à l'armée.

Cette discipline de caserne ou de communauté, que Péguy nous imposait déjà au temps où nous tournions avec lui dans la cour rose, avait trouvé son expression parfaite dans l'administrateur des Cahiers, André Bourgeois, « Mon-

sieur Bourgeois », comme disait toujours très solennellement Péguy lorsqu'il parlait de lui, bien qu'il le tutoyât dans le particulier. Mais ce « monsieur » qu'il ne donnait à personne, et qu'il ne manquait jamais de poser comme une couronne sur la tête de son administrateur, dépassait de beaucoup la personne de notre ami. Il le lui réservait à lui seul, parce que Monsieur Bourgeois représentait aux yeux de l'abonné la majesté des *Cahiers de la Quinzaine*.

Tout, chez André Bourgeois, était strictement militaire, le visage net et paisible, la discrétion absolue, le silence, le respect de la consigne, une certaine façon de porter comme un uniforme un complet de la Belle Jardinière, une fidélité à toute épreuve, et des souliers ferrés impeccablement cirés, qui rappelaient les godillots. Sur la table au tapis vert, les plumes, l'encre rouge et noire, l'encre de Chine dont se servait exclusivement Péguy, les timbres de caoutchouc, les tampons, les boîtes à cigares qui contenaient les noms des abonnés, la règle d'ébène à filets de cuivre, tous ces objets, disposés dans un ordre immuable, étaient là comme à la parade. Et si par distraction il vous arrivait de déplacer de quelques centimètres le tampon ou la règle, Bourgeois rétablissait aussitôt la ligne de son bataillon. Le tiroir de la table, qui lui servait de caisse, possédait des compartiments jusque pour les centimes. Chaque lettre qui arrivait aux *Cahiers*, recevait une réponse dans les vingt-quatre heures, et même si la lettre reçue n'exigeait aucune réponse, M. Bourgeois répondait tout de même. Il répondait qu'il n'y avait rien à répondre ! C'était la règle de la maison.

Péguy se revit avec bonheur dans une boutique bien à lui, à l'abri du regard des Cinq et de leur dédaigneuse assurance. Mais il n'y entrait pas avec les sentiments de profonde allégresse qu'il avait apportés dans sa première librairie. Dans l'ancienne librairie russe, à l'angle de la rue Cujas, il était entré en vainqueur, comme Napoléon à Moscou. Il tenait la victoire, que dis-je? il tenait mieux, l'espérance de la victoire, la certitude que la vie allait prendre un tour héroïque ! Or, cette affaire Dreyfus qu'il avait vue si vierge, si idéaliste, si pure, s'avancer dans nos vies comme dans la gravure de l'édition des *Misérables* que lui prêtait M. Naudy, le Progrès calme et fort parmi les chardons argentés, l'affaire Dreyfus ne réalisait rien de ce qu'il avait

espéré. Rien ne se maintenait sur les hauteurs, tout aspirait à descendre. Au lieu du rafraîchissement de l'esprit et du cœur qu'il avait attendu de cette grande crise, il ne voyait autour de lui qu'un cauchemar épouvantable, un de ces tableaux de diableries, comme les aiment les vieux peintres hollandais, où l'on voit sortir d'œufs brisés des animaux horribles, tout ensemble légumes, oiseaux, instruments de musique, qui font dans un air pestilentiel un charivari infernal. De l'affaire en putréfaction sortaient des formes monstrueuses, un abominable concert de délation et de mensonges, que menait le petit père Combes, vieux petit bourgeois radical, Joseph Prudhomme changé par maléfice en personnage satanique, avec son nez crochu, ses lunettes et sa barbichette blanche. Des officiers francs-maçons prenaient au grand état-major la place des officiers cléricaux ; à tous les degrés de la hiérarchie militaire on installait des mouchards, et les mêmes gens qui avaient mis le pays sens dessus dessous pour qu'il ne fût pas dit qu'en France un homme avait souffert du fait de sa race et de sa religion, expulsaient les congrégations et déclaraient la guerre à tout ce qui était religieux.

Avez-vous vu mon âme,
Au détour du chemin, une charogne infâme
Sur un lit semé de cailloux?

Jamais Péguy ne s'était senti plus loin de la cité harmonieuse ! Et lui qui s'était imaginé abandonner pour toujours les paliers et les bonaces, quitter une période pour entrer dans une époque, prendre avec toute sa génération une inscription historique, anonyme, pareille à celle d'un soldat de l'an deux ! Hélas il fallait déchanter. L'Affaire n'avait été que l'illusion de tout cela. Elle avait agité le monde, mais elle n'avait rien changé à l'ordre profond des choses. Les médiocres se révélaient, comme avant, égoïstes, plats et serviles, se ruaient à l'assaut des places et ne pensaient qu'à satisfaire leurs ambitions et leurs rancunes. Les autres, les meilleurs, ceux dont le désintéressement ne faisait de doute pour personne, encourageaient par esprit de parti ce que les premiers défendaient par bassesse d'âme naturelle. Et c'est tout juste si les gens qui s'obstinaient comme lui à garder sur l'affaire leurs sentiments des premiers jours, n'apparaissaient pas des traîtres quand ils faisaient

le compte des avantages spirituels que le dreyfusisme victorieux avait ignominieusement gaspillés.

De ce grand tumulte de trois années il ne restait au cher Péguy que la fierté un peu vaine d'avoir porté, tout ce temps-là, dans son cœur un grand sentiment héroïque. « Nous avons été grands, nous avons été très grands ! » me disait-il quelquefois avec une obstination qui me semblait un peu dérisoire. J'étais si éloigné de me croire un héros, parce que j'avais signé, à l'École, une pétition en faveur de Dreyfus, conspué l'état-major au Pot, et donné ou reçu quelques coups de canne dans les bagarres du quartier ! C'est que je n'avais pas l'âme épique, et que, malheureusement pour moi, je n'étais pas un de ces hommes qui ont le génie de transporter dans la platitude moderne, sans effort, comme on vit, comme on respire, le plus naturellement du monde, l'esprit de la cité antique ou le désir infini de charité et de pureté des chrétiens. Dans les combats autour de la Sorbonne, je n'avais pas apporté les sentiments d'un soldat de Valmy. Je n'avais rien sacrifié à cette affaire, ni mon temps, ni mon travail, ni l'argent de ma famille ; je ne lui avais véritablement rien donné de moi-même que ma curiosité. Pas un instant elle n'avait été pour moi ce qu'elle avait été pour Péguy : une crise religieuse, une manifestation de son christianisme latent, et plus évidemment encore, une occasion de développer toutes les forces de son cœur. Il y avait tout engagé, sa foi, son avenir, son temps, le petit avoir des siens. Et je n'ai plus envie de sourire quand je lis dans les *Cahiers* des effusions de cette sorte, qui peuvent étonner, mais qui expriment si justement son âme héroïque et mystique, amoureuse à la fois de la gloire temporelle et de la gloire spirituelle, de toutes les grandeurs quelles qu'elles fussent : « Nous avons été grands, nous avons été très grands. Si nous avions, comme tant d'autres, une inscription historique, alors nous aurions mauvaise grâce à insister sur la considération qui nous est due. Mais justement parce que nous sommes pauvres, pauvres de biens et pauvres d'histoire, justement parce que nous avons sur nous le mépris et la méconnaissance des riches, et de cette grande riche l'Histoire, il faut qu'il soit bien entendu entre nous que nous savons que nous fûmes très grands. Nous pouvons ne pas le dire aux autres, nous savons que les autres, s'ils veulent, n'ont pas à s'occuper de

nous, nous pouvons ne pas le dire à l'histoire, nous savons que l'histoire, si elle veut, n'a pas à s'occuper de nous, mais si nous ne le disons pas entre nous, et dans le secret de nos propos, c'est parce qu'il est bien entendu que nous le savons. Nous voulons bien avoir été bernés, mais nous voulons avoir été grands. »

Dégoûté, non désabusé, en vieux grognard, en demi-solde, il entrait dans sa nouvelle boutique pour maintenir contre ses anciens amis la ferveur héroïque, l'ardeur de dévouement, de sacrifice et d'inquiétude aux trois grandes choses que défendaient les *Cahiers* : le dreyfusisme intégral, le socialisme pur, la haute culture de l'esprit, et d'un mot qui disait tout, ce qu'il appelait la mystique.

Quand apparut dans les Cahiers, pour la première fois, ce mot qu'il empruntait au vocabulaire religieux pour l'étendre à des régions de l'esprit où jamais personne encore n'avait songé à l'appliquer? Est-ce dans la troisième, la quatrième, la cinquième série? Je n'en sais rien, peu importe. Depuis la première ligne, écrite en 1900, jusqu'à la dernière qui parut en juillet 1914, ce mot, c'est l'âme des *Cahiers*, au point qu'il a pour moi l'aspect, la couleur, l'odeur, le poids de ces brochures de papier bulle que forment les quatorze séries des *Cahiers de la Quinzaine*, et que, l'autre jour encore, regardant la devanture du marchand de yoghourt, il me semblait (pure illusion !) le voir briller en lettres d'or au-dessus des carrés de viande et des bols d'œufs au lait.

La mystique, pour Péguy, c'est le jaillissement, la fraîcheur, la nouveauté, la jeunesse, la sincérité, l'espérance, tout le meilleur d'une âme ou d'une idée qui s'oppose au calcul, aux sagesses fanées, à l'économie sordide, à la prévoyance vaine, à l'expérience qui gâche tout, à la vieillesse qui jette sur toute chose son regard désenchanté, aux sentiments tout faits, à la raison soi-disant raisonnable, à la rouerie, à la finesse, à la combinaison, à la politique enfin.

Tout commence par la mystique et tout s'achève en politique. Toute mystique est dévorée par la politique qui sort d'elle. Entre ces puissances contraires, obligées de vivre ensemble comme l'âme avec le corps, c'est un conflit éternel, une perpétuelle tentative de la politique pour dominer la mystique et se substituer à elle. Dans toute

action humaine il y a un moment, difficilement saisissable, un point de discrimination où, sans qu'on s'en aperçoive ou qu'on veuille s'en être aperçu, on passe les yeux fermés de l'esprit pur à l'esprit de calcul, d'une activité fraîche et jeune à une vieillesse commençante. C'est ce moment rapide où quelque chose de pur encore commence à se faner, où l'âme est vaincue par le corps, où le fruit devient véreux, où les belles fusées de la vie qui semblaient s'élancer avec une force imbrisable se mettent à pencher sur leur courbe descendante, que pendant les quinze années qu'ont duré les *Cahiers de la Quinzaine* Péguy s'est appliqué à voir, à saisir, à dénoncer. Il s'était fait au fond de sa boutique le guetteur de ces minutes tragiques. Lorsqu'un homme ou une pensée, franchissant le pont fatal, abandonnait la mystique pour tomber dans les régions où il n'y a plus que combinaisons et calculs, majorités, congrès, démagogie, roueries parlementaires, Péguy se trouvait là pour alerter les gens. C'est la grandeur de son œuvre et son témoignage profond. Ses *Cahiers* sont les dossiers, comme disent les avocats, les procès des grands drames intellectuels de notre temps. Et non pas des procès abstraits, des thèses philosophico-sociales, mais véritablement des procès de cour d'assises, avec des accusés, des témoins, des défenses et des réquisitoires, un prodigieux tribunal où l'on voit, avec l'accent de Daumier, défiler à la barre les grands premiers rôles, comme Jaurès, et la foule des intellectuels, célèbres ou obscurs, qui s'acharnaient à détruire en ce temps-là tout ce que Péguy aimait dans la vie.

Jamais il n'avait eu pour Jaurès cette profondeur d'amitié qu'il avait eue pour Lucien Herr, l'homme obscur qui accomplit sa tâche en silence, sans en attendre pour lui-même aucune gloire ni aucun profit. Jamais il ne lui avait demandé un de ces services d'amitié, comme Herr lui en avait rendu quand la librairie sombrait. C'était lui, au contraire, qui avait rendu service à Jaurès, en éditant ces vingt mille exemplaires de l'*Action socialiste*, ces 50 tonnes de papier qui ne se vendirent jamais. Par une obscure divination de la mésentente qui devait suivre, il avait toujours administré ses sentiments à son égard de telle façon, disait-il, que son compte créditeur débordât son compte débiteur dans une assez large mesure. Mais de

quelle admiration, ou plus exactement, de quelle vénération innocente, affectueuse et respectueuse, il avait entouré ce plus vieux camarade. A lui aussi, comme je l'ai déjà dit, il lui avait donné un rôle dans son univers socialiste. Jaurès y faisait figure d'une sorte de professeur délégué dans la politique, mais qui n'était pas politique, d'un intellectuel, d'un philosophe chargé de nous représenter, nous, les idéalistes obscurs, et de porter nos sentiments dans la fâcheuse mais nécessaire politique. Avec la manie singulière que je lui ai connue toute sa vie de s'inventer des patrons, lui le plus personnel, le moins domesticable des hommes, il s'était mis avec bonheur dans la grande ombre de Jaurès. Et Jaurès, que flattait peut-être l'admiration de ce jeune autoritaire qui se faisait si docile près de lui, venait le chercher de fois à autre à l'imprimerie de Suresnes où Péguy surveillait l'impression de ses *Cahiers*. Ensemble ils revenaient par le Bois. Péguy connut alors « un Jaurès bon marcheur et bon causeur, un Jaurès de plein air et de bois d'automne, un Jaurès qui, bien que venu chez nous des versants des Cévennes, et remonté des rives de la Garonne, goûtait parfaitement la parfaite beauté des paysages français ; un Jaurès qui admirait et savait regarder et voir ces merveilleux arbres de l'Ile-de-France tout dorés par les automnes de ce temps-là ; un Jaurès qui debout aux grêles parapets de fonte du pont de Suresnes, regardant vers Puteaux, admirait, savait admirer en spectateur moderne toute la beauté industrielle de cette partie de la Seine, ou regardant de l'autre côté, planté debout face au fleuve, admirait, enregistrait, voyait comme un Français la Seine courbe et noble descendant aux pieds des admirables lignes des coteaux... » Il avait connu un Jaurès « poétique, récitant, déclamant. Combien d'hommes ont connu les poètes par la retentissante voix de Jaurès? Racine et Corneille, Hugo et Vigny, Lamartine et jusqu'à Villon, il savait tout ce que l'on sait. Et il savait énormément de ce qu'on ne sait pas. Tout *Phèdre*, tout *Polyeucte* et *Athalie* et *le Cid*. Il était si éloquent que souvent il s'arrêtait malgré lui, machinalement, pour être éloquent encore davantage ; et qu'il marchât ou qu'il fût arrêté les gens dans la rue s'arrêtaient pour le regarder parler. » Tous — ajoutait Péguy — ne le connaissaient point, bien qu'il fût l'homme le plus célèbre de France, et alors dans tout l'éclat de sa gloire, mais qu'on le connût

ou qu'on ne le connût pas, j'étais secrètement flatté dans ma sotte vanité de jeune homme, de jeune socialiste, de jeune dreyfusard, d'être publiquement le public d'un homme aussi célèbre et d'un aussi grand orateur.

Et voilà qu'aujourd'hui Jaurès démentait l'image idéale. Il prêtait sa voix éloquente à la démagogie du père Combes, et ce qui, au regard de Péguy, lui donnait une physionomie particulièrement détestable, c'est que tandis qu'il s'enfonçait tous les jours davantage dans le marais parlementaire, et qu'il y entraînait avec lui le socialisme tout entier, il s'obstinait, toujours éloquemment, à garder ces apparences de philosophe, de professeur, d'esprit désintéressé, auxquelles Péguy s'était innocemment laissé prendre. Qu'il fût devenu avec l'appesantissement de l'âge un politicien comme un autre, Péguy à la rigueur le lui aurait pardonné. Un politicien, après tout, fait un métier. Il ne trompe personne, on est prévenu, on sait qui c'est et qu'on doit se méfier. Mais Jaurès enveloppait une démagogie vulgaire des apparences d'une mystique, qui, toute frelatée qu'elle fût, conservait encore le pouvoir de le tromper peut-être lui-même, et certainement de duper ceux qui l'écoutaient ou le lisaient. Dans la diablerie combiste, il jouait le rôle haïssable de jeter un voile oratoire et poétique sur les basses besognes qu'exécutait le père Combes, et de leur donner ces semblants de haute raison philosophique qui à des yeux naïfs les faisaient paraître sublimes.

Depuis des mois déjà, les deux hommes avaient cessé de se voir. Un jour pourtant, Jaurès vint demander Péguy à l'imprimerie de Suresnes, où il pensait le rencontrer. Péguy n'y était pas, mais sensible à cette démarche comme à un retour d'amitié, et se demandant ce que Jaurès pouvait bien avoir à lui dire, dès le lendemain il se présentait chez lui. Il le trouva vieilli, ravagé, fatigué par des courses et des démarches sans nombre. C'était le moment où Jaurès s'apprêtait à faire paraître son journal *l'Humanité*, pour lequel depuis très longtemps il rassemblait des fonds, et dont Péguy avait pensé naguère qu'il réaliserait le premier rêve de la cour rose, le fameux journal vrai. Aujourd'hui il n'avait plus d'illusions. Jaurès avait perdu son ombre, je veux dire sa mystique. Il était bien le dernier homme qui pût faire aboutir un rêve... Ils descendirent ensemble les froides avenues du seizième arrondissement, et Péguy se

disait, en réglant son pas sur le sien : « Comment lui rendre à ma façon le témoignage de confiance, la politesse qu'il m'a faite en venant hier me dire bonjour à mon imprimerie? Voilà ! J'ai sous la main une équipe admirable (cette équipe naturellement c'était moi, c'était Riby, c'était Deshairs, c'étaient les Boivin, c'était Roy, tous ceux de Sainte-Barbe et quelques autres nouveaux venus, qui, à défaut de génie, avions du moins montré de la fidélité). Voilà mon trésor, Jaurès ! Prenez-le, je vous le donne. Ils vous feront votre journal. » Et au moment où son lourd compagnon, devant la statue de La Fayette, faisait un geste d'appel vers un fiacre baladeur, dans un élan de tout son cœur naïf il mit à ses pieds son offrande, le petit lot des amis de la cour rose. Mais Jaurès n'en avait que faire ! Et levant au ciel ses bras courts : « Des collaborateurs, dit-il, mon journal en est plein. Ce qui est difficile à trouver, ce sont les commanditaires ! »

Déjà le fiacre était là. Une dernière poignée de main. Jaurès fit gémir les ressorts, laissant Péguy sur le trottoir avec ses amis sur les bras. Et Péguy le regarda s'éloigner, cet homme qui savait tant de grec, comme il eût regardé un Oreste ou un Œdipe, tournant le dos au bonheur, marcher vers un destin fatal. Pourquoi était-il donc venu le relancer à Suresnes, puisqu'il n'avait rien à lui dire? Peut-être, écrit Péguy dans l'étonnant récit qu'il a fait de cette entrevue, peut-être quelque regret obscur et quelque remords sourd au moment d'abandonner pour toujours ces régions du dreyfusisme mystique, où il avait eu quelque bonheur et quelque tranquillité de conscience, un dernier regard, une santé dernière, un dernier voyage au pays de la véritable amitié...

C'était en 1903. Les deux hommes ne se revirent jamais plus.

Mais aussi quelle drôle d'idée de nous offrir à Jaurès ! comme si le socialisme de Jaurès, le socialisme de *l'Humanité*, qui venait enfin de paraître, avait eu rien à voir avec le socialisme de la cour rose, le socialisme de Péguy. Un moment, à l'École, au temps de la turne Utopie, quand il vidait nos poches pour soutenir les grèves qui éclataient çà et là, il avait cru à la lutte des classes, mais cela avait peu duré. L'homme avait bientôt reparu derrière le fana-

tique, et les pensées qui s'échappaient de lui n'avaient absolument rien à voir avec le socialisme officiel et soi-disant scientifique. Il estimait qu'un homme qui a vécu pauvrement en sait sur le monde social autant et peut-être davantage, que les plus savants docteurs. Bien souvent je lui ai entendu dire qu'à la plupart des prophètes socialistes, à commencer par Karl Marx et Jaurès, il avait manqué d'être pauvres ; d'avoir, suivant son expression, l'expérience de la pauvreté. Lui, il l'avait cette expérience. Et tout son socialisme n'est qu'une longue méditation sur cet état de pauvreté où l'on vivait autour de lui dans le faubourg Bourgogne, le faubourg de sa jeunesse.

La pauvreté, c'était pour lui l'état heureux par excellence. La pauvreté et non pas la misère, car si voisines qu'elles paraissent pour un regard superficiel, pauvreté et misère n'ont rien à voir ensemble. Elles sont séparées l'une de l'autre par un fossé, une limite qui les fait appartenir à deux royaumes différents. D'un côté, côté misère, l'homme a la certitude que sa vie n'est pas assurée, et cette certitude l'astreint si durement qu'il devient incapable d'une amélioration quelle qu'elle soit. De l'autre côté de la limite, du côté de la pauvreté, une autre certitude règne, la certitude du lendemain, et cela suffit à créer entre les deux conditions une différence de nature si absolue, qu'en dépit de l'apparence, la distance est infiniment plus grande de la misère à la pauvreté que de la pauvreté à la richesse.

Ici je suis bien sûr que je touche au cœur même du socialisme de Péguy. Je crois marcher à son pas dans la cour rose. Au fond, ce qu'il voulait, c'était d'empêcher de mourir son vieux faubourg d'Orléans. Il s'était fait de ce temps-là et de cette petite société une sorte d'âge d'or. Il avait connu là une race de gens qui faisaient bien leur travail, qui vivaient satisfaits de peu, en un temps où la vie ne coûtait pas grand'chose, un petit monde dont il disait avec beaucoup de vérité qu'il était plus près d'une paroisse du quinzième siècle, et même du dixième, que de ce qu'il est devenu aujourd'hui. Chacun y faisait son métier sans révolte, sans ambition, sans grand désir. On y vivait sur cette idée, héritée de la sagesse antique, qu'il existait un contrat sourd entre l'homme et le sort, que celui qui tentait de sortir de sa condition, les dieux le frappaient sans faute, mais qu'ils frappaient beaucoup moins celui qui ne

pensait pas à s'élever au-dessus d'elle. Il était bien entendu que celui qui faisait de la fantaisie et voulait s'évader de la pauvreté risquait tout, et même de tomber dans la plus affreuse misère, mais celui qui, au contraire, se bornait à sa pauvreté, celui qui ne bravait pas, qui ne faisait pas le malin, ne risquait absolument rien, n'était jamais traqué dans son réduit, dans son asile, dans son château de pauvreté.

Péguy reprochait aux bourgeois d'avoir rompu le vieux contrat qui existait entre l'homme et le sort, d'avoir précipité de l'autre côté de la limite fatale, sur le bord où tout est misère, de grandes masses de pauvretés innocentes, qui pourtant n'avaient rien fait pour sortir de leur condition. Ce qui ne s'était encore jamais vu dans aucun des mondes d'autrefois. Il voulait ramener le bonheur dans le monde par la restauration du travail et de la pauvreté. C'était une religion du salut temporel. Et, comme dans toutes les religions, ce qui importait le plus, ce n'était pas les théories, les catéchismes, les livres, mais un élan de l'âme. Toutes les phrases de *l'Humanité* ne valaient pas un acte socialiste. Il fallait commencer la révolution du monde par la révolution de soi-même, ce qui est beaucoup plus malaisé. « De tous les corps et esprits ensemble, dit Pascal, on n'en saurait tirer un vrai mouvement de charité. Cela est impossible, et d'un autre ordre. » Dans le socialisme de Péguy, la solidarité tenait la place de la charité chrétienne, et cette solidarité socialiste, comme la charité chrétienne, ne se démontrait pas par des raisonnements et des textes ; elle se sentait, elle s'éprouvait par le cœur.

Tout cela était à mille lieues des pensées familières à nos camarades socialistes qui rédigeaient *l'Humanité*. Que leur importait, à eux, le salut du faubourg Bourgogne, ce salut fût-il simplement de l'ordre du temporel? Ce vieux faubourg de France ancienne, mi-ouvrier, mi-paysan, petit bourgeois au fond, ils le détestaient sans le connaître, comme l'image même de la vie qu'ils se proposaient d'abolir. Et ce socialisme religieux, qui s'inquiétait beaucoup plus de l'individu et de ses forces intérieures, que des groupes sociaux et des résolutions des congrès, leur semblait aussi démodé que le Sermon sur la Montagne.

Cette religion du salut temporel, dont le cher Péguy était l'apôtre et les *Cahiers* l'Évangile, rencontrait alors dans le

monde mille à quinze cents fidèles à peu près, qui, dans la pensée de Péguy, formaient quelque chose comme un ordre, à la manière des Templiers ou des Hospitaliers de Saint-Jean : l'Ordre des Abonnés des *Cahiers de la Quinzaine*. Mais qui n'a pas entendu prononcer par Péguy ce mot incolore d'abonné, ne peut imaginer ce que ces trois syllabes prenaient de grandeur sur ses lèvres ! Un abonné, un abonné des *Cahiers*, c'était quelque chose d'immense, d'immense dans Paris, d'immense dans la province, d'immense dans l'univers ! D'abord, c'était un homme qui n'était pas un malin, qui généralement n'était pas destiné à faire une grande fortune. S'il était sorti de l'École ou bien de la Sorbonne — ce qui était le cas du plus grand nombre — il n'avait pas pris la tangente du côté du journalisme ou de la politique ; il n'avait pas filé non plus dans l'enseignement supérieur, mais il était resté dans quelque ville obscure à faire honnêtement son métier de professeur de lycée ou de collège, au milieu des difficultés de l'administration, de la province et de la vie. Très souvent aussi, l'abonné était un médecin, un avocat, un instituteur héritier des vertus des anciens maîtres d'Orléans. Mais quelque métier qu'il exerçât, presque toujours c'était quelqu'un qui vivait, lui aussi, dans la condition de pauvreté, et pour qui donner, chaque année, les vingt francs de l'abonnement, représentait une privation, quelque chose de pris sur le strict nécessaire. Et ce sacrifice que s'imposait l'abonné, c'était là ce qui lui donnait, au regard de Péguy, son resplendissement mystérieux.

Beaucoup de Juifs dans sa clientèle. Péguy a toujours aimé les Juifs. « Chacun a le Juif qu'il mérite, disait-il avec humour. Les antisémites bourgeois ne connaissent et ne haïssent que les Juifs bourgeois. Les antisémites mondains ne connaissent et ne haïssent que les Juifs mondains. Les antisémites qui font des affaires ne connaissent et ne haïssent que les Juifs qui font des affaires. Mais nous qui sommes pauvres, comme par hasard, nous connaissons un très grand nombre de Juifs pauvres et même misérables. Et ces Juifs-là, je les ai toujours trouvés solides au poste, inébranlables en amitié. » C'était la piétaille d'Israël, ceux qui avaient apporté dans l'Affaire la mystique de leur race, ceux qui avaient marché les premiers derrière un homme pour qui Péguy avait une affection et une admira-

tion sans bornes : Bernard Lazare, le grand Bernard Lazare, comme il l'appelait toujours.

Bernard Lazare était l'auteur d'un volume de nouvelles symbolistes et falotes, *le Miroir des Légendes*, et d'une étude historico-philosophique du plus haut intérêt, l'*Antisémitisme, son histoire et ses causes*, où il développe cette idée que l'instinct révolutionnaire est le génie même d'Israël. Un homme obscur, à peu près aussi inconnu que Péguy l'était lui-même, et qui pourtant a joué un rôle immense, puisque c'est lui qui a créé, inventé l'affaire Dreyfus.

Israël est comme tous les peuples du monde. Quand ses tentes sont dressées dans une plaine grasse où coulent le lait et le miel, il ne demande pas à monter sur la montagne, cette montagne fût-elle la montagne de Moïse. Il n'est poussé à ses destins singuliers que par une bande d'énergumènes groupés autour de cet arbre de Judée qu'on appelle un prophète. Bernard Lazare avait été un de ces arbres de Judée. Tous les puissants d'Israël, les rabbins, les financiers, et beaucoup de personnes de la famille même de Dreyfus, ne demandaient qu'à conjurer l'orage, à ne pas faire de bruit, à acheter la paix par un silence prudent. C'est ce petit Juif ignoré qui les a persuadés, poussés, forcés, pour ainsi dire, à marcher. Dans cet esprit passionné, pour qui rien n'existait, ni les puissances temporelles, ni les puissances spirituelles, ni les autorités politiques, devant un mouvement de sa conscience propre, Péguy se retrouvait lui-même. Ce chrétien et ce juif sont certainement les deux hommes qui ont senti l'affaire Dreyfus le plus pareillement, le plus profondément, et qui ont le plus souffert de la voir tourner en système d'oppression et d'injustice. Un mal qui ne pardonne pas détruisait Bernard Lazare, l'entraînait chaque jour vers la mort, du même mouvement, semblait-il, que l'affaire Dreyfus elle-même. Péguy allait le voir tous les jours, et au chevet de son ami, se lamentant avec lui sur Jaurès, sur le père Combes, sur Dreyfus et les Juifs qui se trahissaient eux-mêmes, il semblait moins causer avec un moribond que veiller les derniers sursauts de la mystique juive.

Je ne connaissais pas Bernard Lazare, je ne l'ai même jamais rencontré. Aussi, un jour, fus-je bien étonné de voir que j'avais dédié au « grand Bernard Lazare » une petite nouvelle juive, que j'avais donnée à Péguy pour la publier

aux *Cahiers*. C'était Péguy lui-même qui avait fait la dédicace. Je m'empresse d'ajouter que je n'en eus aucun déplaisir. Je me demandai seulement si cette nouvelle, intitulée *Bar-Cochebas ou Notre honneur*, pouvait intéresser beaucoup Bernard Lazare, ou son ombre plutôt, car le prophète était mort...

En ce temps-là, Péguy habitait à Lozère, sur la ligne de Sceaux, à cinq minutes de la station, une petite maison longue et basse, usagée, patinée, en bordure de la route, sans aucun caractère, comme ces demeures que bâtissent dans les environs de Paris les petits fonctionnaires retraités. Chaque jeudi, du fond de sa banlieue, il venait aux *Cahiers* pour recevoir l'abonné ! Ce jour-là, la boutique ne désemplissait pas. On y voyait l'abonné de province, qu'une circonstance fortuite amenait à Paris, et qui passait entre deux courses au 8 de la rue de la Sorbonne. Tantôt c'était un pur, un de ces enthousiastes, dont Péguy avait besoin de sentir autour de lui la chaleur d'admiration et d'amitié, qui venait lui serrer la main, apporter sa cotisation, un renseignement sur sa province, et qui repartait satisfait. Tantôt c'était un vacillant, qui venait se plaindre du ton que prenaient les *Cahiers*, de la manie qu'avait Péguy de faire des personnalités au lieu de s'en tenir aux idées, de ses violences contre Jaurès qui, loin de servir le socialisme, faisaient le jeu des réactionnaires. Tantôt c'était un renégat qui donnait à sa plainte la sanction du désabonnement. Mais cette opération-là se faisait plus généralement par la voie de la correspondance.

A côté de ces oiseaux de passage, il y avait les habitués du jeudi. Les habitués pressés, qui venaient, comme moi, dire un bonjour rapide et prendre la température. Les habitués non pressés, qui palabraient debout, entre eux, à longueur d'après-midi, et qui n'étaient pas tous amusants. J'ai encore dans l'oreille l'horrible voix grinçante d'une terrible petite bossue, innocente amoureuse de Robespierre, de Saint-Just ou de Marat (je ne me rappelle plus très bien). Et il y avait l'habitué assis, car dans cette boutique exiguë il n'y avait qu'une chaise en plus de celle de Bourgeois, et cet habitué assis était M. Georges Sorel.

J'aimais beaucoup le père Sorel, comme nous l'appelions entre nous. C'était un robuste vieillard, au teint frais comme

celui d'un enfant, les cheveux blancs, la barbe courte et blanche, avec des yeux admirables, couleur de violette de Parme, qui me faisaient penser aux Vikings, ses ancêtres normands. Son métier d'ingénieur des ponts l'avait retenu toute sa vie en province, où il s'était distrait de l'ennui en lisant et annotant tous les livres qui lui tombaient sous la main. Il ne se mit que fort tard à écrire, jugeant avec raison sans doute que le travail de rédaction enlevait trop de temps à la méditation, qui était pour lui l'essentiel. Il avait enfin pris sa retraite et vivait à Boulogne-sur-Seine, alimentant sa curiosité aux sources les plus diverses, fréquentant les milieux syndicalistes, la Bourse du travail, la Société de philosophie, le cours de M. Bergson, la Bibliothèque nationale, s'intéressant à tout, lisant tout, et venant s'asseoir, chaque jeudi, sur l'unique chaise des *Cahiers*. Alors, intarissablement s'échappaient de ses lèvres, comme l'eau de la vanne d'un étang, les idées qui depuis soixante ans s'étaient accumulées derrière le barrage. Tout cela sans aucun ordre. Une richesse en vrac. Sitôt qu'apparaissait quelqu'un dans l'embrasure de la porte, il le happait, s'en emparait comme d'un bonheur providentiel, le mêlait aussitôt à sa pensée du moment, ou bien, changeant brusquement de sujet, il passait, sans transition, avec une aisance incroyable, de la description comparée des uniformes des vélites et des voltigeurs de la Garde à une discussion sur Plotin ou sur sainte Thérèse. Assommant quand il discutait sans fin sur les conditions de l'avancement des officiers sous le premier Empire, sur les barèmes de chemin de fer, les chances de déraillement qui variaient, selon lui, en raison inverse de la vitesse ; volontiers médisant quand il commérait sur les professeurs de Sorbonne avec la petite bossue qui se tenait derrière lui comme la chouette sur l'épaule du buveur dans le tableau de Franz Hals ; sans pitié quand il parlait d'Anatole avec notre ami Variot (Anatole, un penseur ! je vous demande un peu quelle pensée y a-t-il, Seigneur, dans ces histoires de professeur cocu !) ou de Melchior qu'il appelait l'homme le plus bête de France parce qu'il avait introduit chez nous les romans russes qui nous empoisonnaient avec leurs folies slaves ; ou d'Alfred qu'il exécrait, bien que lui-même il eût été ardemment dreyfusard ; et de tant d'autres encore qu'il désignait ainsi par leur prénom pour leur marquer son mépris ; mais vraiment merveilleux quand, de sa petite voix

flûtée, la tête légèrement penchée, et scandant ses paroles de petits coups de règle, il jetait pêle-mêle sur la table de Bourgeois les idées que l'on vit un jour paraître dans les *Réflexions sur la violence*, un de ces livres tout à fait ignorés du grand public, mais d'une rare puissance explosive puisqu'il a eu la singulière fortune d'inspirer à la fois le bolchévisme de Lenine et le fascisme de Mussolini.

Il me faisait l'honneur de croire que, comme lui, je savais tout et que j'avais tout lu. Il me disait par exemple : « Vous vous rappelez bien, Tharaud, à la page 47 de l'*Antéchrist* de Renan. » Ou bien encore : « Souvenez-vous dans Karl Marx... » Je recevais le coup sans broncher, cela facilitait le discours, et j'admirais cette cervelle qui ne s'arrêtait pas de fabriquer des idées, toujours prompte à écarter d'un sujet quel qu'il fût, les croûtes de banalité qui le recouvrent toujours, pour découvrir, sous l'épaisseur des lieux communs et des idées toutes faites, le tissu vivant de la pensée. Il me faisait songer à Stendhal. Dans leur vie même, il y avait des ressemblances. Tous deux de vieille souche provinciale et bourgeoise, hommes du dix-huitième siècle l'un et l'autre, grands amateurs d'idées, plus soucieux de leur nombre et de leur qualité que de leur forme littéraire. Tous les deux obligés de vivre presque toujours loin de Paris, et se réfugiant dans leur pensée. Mais surtout semblables en ceci qu'ils aimaient par-dessus tout le tempérament, la passion. L'ardeur à se réaliser tout entier, qui constitue pour Stendhal l'intérêt d'un individu, c'était aussi ce qui faisait pour Sorel l'intérêt d'un groupe social. Patrons et ouvriers, socialistes et syndicalistes, paysans et hobereaux, mystiques et athées, nationalistes et internationalistes, il aimait toutes ces passions, tous ces intérêts opposés, dans la mesure où chacun d'eux poussait au maximum les vertus de son être. Aucun dogmatisme chez lui. Une idée n'avait à ses yeux que la valeur d'un mirage, d'un mythe (c'était son expression), d'une force attractive, d'un agent d'excitation. Je l'ai vu successivement socialiste, syndicaliste, royaliste, fasciste, bolchéviste. Rien de contradictoire dans ces attitudes diverses. Il allait spontanément à tout ce qui portait en soi la marque de la puissance, une possibilité d'avenir.

Péguy avait, lui aussi, beaucoup de goût pour le père Sorel, qu'il appelait pompeusement « notre maître Monsieur Sorel. » Lui qui lisait fort peu et qui ne voyait que peu de

gens en dehors des *Cahiers*, il recevait de ce vieux vagabond du monde des idées un renseignement toujours précis sur les sujets les plus divers. Il aimait son esprit stendhalien, qu'il appelait, lui, cornélien, parce qu'en ce temps-là il n'avait pas encore découvert *le Rouge et le Noir* dans un feuilleton de *l'Aurore*. Sur le dreyfusisme et Dreyfus, sur Jaurès et le socialisme, sur la démocratie et les gens qui l'exploitaient (ces cocos, disait Sorel, qui seront toujours au-dessous de la confrérie de Saint-Vincent de Paul, dont les membres du moins ne songent pas à abuser de la confiance des gens), ils avaient des idées pareilles ; et enfin, l'un et l'autre, ils conservaient la jeunesse de leur appétit métaphysique : tous les deux, ils communiaient dans l'admiration de Bergson.

Cette communion, c'en était une, avait lieu le vendredi. Ce jour-là, s'alignait devant le Collège de France une file de voitures élégantes, comme aux jours de première devant le Théâtre-Français ou l'Opéra-Comique. On ne sait trop pourquoi, aux environs de 1905, la philosophie des *Données immédiates de la conscience* était devenue à la mode dans les salons parisiens. Avec étonnement M. Leroy-Beaulieu, célèbre économiste, qui faisait son cours au Collège de France, dans la même salle que M. Bergson et immédiatement avant lui, voyait son amphithéâtre, ordinairement presque vide, se peupler par miracle d'une foule inattendue. C'étaient les étudiants de Sorbonne ou les clercs de Saint-Sulpice, qui se condamnaient à regarder pendant une heure sa bonne figure de chien d'aveugle qui tient une sébile, pour être sûrs d'avoir une place au cours du philosophe, et aussi de pauvres hères et des valets de pied qui retenaient des places pour les femmes du monde éprises de métaphysique. J'y venais quelquefois pour voir M. Bergson jongler avec des œufs, sans jamais en casser un seul, devant cet étonnant public. N'ayant nullement, comme Péguy, l'appétit métaphysique, j'admirais surtout chez ce maître le discours si subtil, où des images rares et charmantes semblaient tissées dans le fil même de la pensée abstraite. Pendant une heure, il m'entraînait dans l'ivresse la plus agréable. Des choses très compliquées et lointaines me paraissaient toutes faciles et proches. Au sortir de la leçon, j'ignore si les belles personnes qui regagnaient leur voiture,

étaient plus heureuses que moi ; mais dès que l'enchantement de la parole avait cessé, j'avais toutes les peines du monde à ramasser la substance de ce que j'avais entendu, tellement cette pensée fluide me semblait liée intimement à l'expression et aux mots. Chaque fois que je m'y essayais, j'avais comme l'impression pénible de me réciter des vers faux.

Péguy, au contraire, se mouvait le plus aisément du monde dans l'atmosphère bergsonienne. Il pensait naturellement en Bergson ; il faisait une application continuelle de cette philosophie à ses réflexions quotidiennes ; et plus tard, quand son esprit se tourna tout entier vers la méditation religieuse, ce n'est ni en saint Paul, ni en saint Thomas qu'il alla chercher des idées pour s'éclairer sur le mystère de la liberté et de la grâce, ce fut encore à Bergson qu'il demanda des lumières. Il n'en était alors qu'à admirer de tout son être (dire seulement de tout son esprit ne serait pas assez bergsonien) une philosophie qui s'attachait à découvrir partout le jaillissement sourd, le particulier, l'individuel, ce qui est jeune, bourgeonnant, ce qui ne ressemble à rien d'autre et ne se reverra jamais plus. Dans ce royaume de la fluidité, du mobile, où l'esprit se crée sans cesse à tout moment de la durée, et crée le monde avec lui, dans ce royaume de la fraîcheur, du verdoyant, de la spontanéité, de la jeunesse éternelle, une rêverie pouvait vivre, un mystique pouvait se nourrir, tandis qu'à la Sorbonne, dans la maison d'en face, c'était le règne du bois mort, de la notion, de la pensée sur mesure, à la confection, à la grosse, le magasin du tout fait, une Belle Jardinière de la pensée, une usine à triturer le passé, où l'on se figurait qu'il était possible de remplacer l'imagination, l'intuition, l'inspiration, l'art, en un mot, par la méthode, le mécanisme, et de faire sortir de la vie d'une boîte de fiches !... « C'est un sourcier ! disait Péguy en me parlant de Bergson. De l'autre côté, vois-tu, ce ne sont que des desséchés qui vous parlent toujours de sources. Mais lui, il sent tout, il devine. La baguette de coudrier, ça lui tourne dans les doigts. » Et je ne pouvais plus regarder M. Bergson derrière sa table du Collège de France, sans revoir aussitôt, sur un plateau de Charente, ce spectacle que j'ai vu souvent : un homme qui s'en va, sa baguette appuyée sur les deux paumes, et la baguette qui se tourne et se retourne, comme si elle était

tout à coup douée d'une vie animale, en passant au-dessus des cheminements invisibles de l'eau.

Le soir tombé, lorsque Péguy avait repris le train pour Orsay ; que l'abonné, satisfait ou vacillant, était redevenu quelque part, dans les rues de Paris, un homme comme un autre ; que le père Sorel, quittant sa chaise, avait regagné les solitudes de Boulogne-sur-Seine ; que la petite bossue grinçante s'était envolée comme une chouette, et que M. Bourgeois avait bouclé sa caisse et fermé à clef son tiroir, alors commençait pour la boutique une existence nocturne qui n'avait rien à voir avec la pensée du jour.

Pour faire les courses et la manutention des *Cahiers*, comme disait Péguy, il avait pris à son service un jeune garçon, nommé André. Bien tourné, d'un joli visage, André plaisait beaucoup aux femmes, particulièrement à celles qui habitaient la boutique voisine, de l'autre côté de la porte du grand Hôtel Montesquieu. La nuit, le bel André introduisait ces dames dans l'austère local des *Cahiers*, dont il avait la clef. Quelques autres beautés de la rue Champollion et du café d'Harcourt se joignaient à cette troupe folâtre. Et c'est ainsi que la boutique menait une vie double, pareille à celle du procureur Hallers ou du docteur Jekill dans le roman de Stevenson. Péguy ne s'en douta jamais, ni je crois bien Bourgeois. Mais il arriva qu'un jour, en ouvrant son tiroir, Bourgeois ne trouva plus son compte. André avait volé. Péguy lui dit simplement, en le regardant dans les yeux : « Tu sais, André, que j'ai beaucoup de mal à trouver l'argent des *Cahiers*. » L'autre ne lui répondit rien. Le soir, suivant son habitude, il recommença de faire la fête, et tout à coup, vers minuit, se promenant avec une femme sur le boulevard Saint-Michel, il sortit un revolver de sa poche, et se visant au cœur, il tira. Le foie fut traversé. On le sortit pourtant d'affaire, et quand il quitta l'hôpital, Péguy le fit venir aux *Cahiers*, où il avait en même temps convoqué Georges Bellais, le toujours fidèle Bellais, qui dirigeait à cette époque un petit atelier de cartes postales en couleurs. « Bellais, lui dit Péguy, je sais que vous avez besoin d'un garçon dévoué, honnête. Je vous donne André. C'est un page. » Bellais en avait-il besoin? Toujours est-il qu'il prit André, et pendant les deux années qu'il l'employa chez lui, jamais il n'eut à s'en plaindre. André finit par

le quitter, pour rejoindre au Chili un oncle qu'il avait là-bas. Les trente-deux femmes que Bellais employait à peinturlurer ses cartes, lui dirent adieu avec des larmes. Mais dès qu'il eut passé la mer, la baraka du cher Péguy ne le protégea plus. Il recommença ses folies et mourut ignominieusement.

Il avait bien fallu le remplacer aux *Cahiers*. « Qui prendre? demanda Bourgeois. — Étienne, répondit Péguy. — Mais il a volé, lui aussi. — Raison de plus, » répliqua Péguy. On retrouva le Génie de l'Infortune dans je ne sais quel terrain vague, où il avait transporté sa famille et son wagon, et où, chose incroyable, il occupait, disait-il, ses loisirs à enseigner à ses voisins l'Évangile de la Confession d'Augsbourg! On l'arracha à sa prédication, et je revis le vieux titi parisien ficelant des paquets et sautillant dans la boutique. Ce ne fut qu'une apparition. A quelque temps de là, Bourgeois s'aperçut sans surprise que, sous le tapis vert, une fente qui existait dans sa table, s'était singulièrement agrandie, et non pas au-dessus de la case réservée dans son tiroir aux centimes, mais au-dessus de celle réservée aux louis d'or (il y en avait, en ce temps-là, même aux *Cahiers de la Quinzaine!*) Étienne fut aisément confondu. Il dut reprendre, tête basse, le chemin de son wagon et son domaine apostolique. Et c'est là que ce confesseur faillit devenir un martyre. Il avait hébergé dans sa roulotte un apache. Celui-ci s'éprit de sa fille et ne quittait plus le logis. Étienne voulut le mettre à la porte. L'autre, pour toute réponse, déchargea sur lui un browning. Il ne mourut pas de ce coup, mais des suites d'une autre affaire que j'ignore, et qui le conduisirent à la morgue. C'est de là que partit son triste convoi funèbre, que suivirent Péguy et Bourgeois. Et quand je songe à ce pauvre diable, ce qui m'arrive quelquefois, je me prends à penser que de nous tous, les compagnons de Péguy, c'est encore cet Étienne qui a réalisé le plus complètement le rôle que Péguy lui avait assigné dans son monde imaginaire, ayant été jusqu'au bout le Génie de l'Infortune.

JÉRÔME ET JEAN THARAUD.

(A suivre.)

La vérité sur la Russie impériale

L'histoire a été définie comme une conspiration perpétuelle contre la vérité, « une fable », une œuvre d'imagination que nous consentons à admettre pour le moment, mais qui demande un effort constant d'esprit critique pour distinguer la vérité sous le faux jour des sympathies et des antipathies, des préventions et des passions. Une telle définition de l'histoire la réduisant à un mensonge conventionnel et collectif, pourrait être appliquée on ne peut mieux aux annales les plus récentes du peuple russe.

Au dix-huitième siècle, l'empire de Russie jouissait d'un prestige immense aux yeux de l'Europe. Catherine II, à l'instar de Frédéric II Hohenzollern, fut nommée « la grande » parce qu'elle avait pris, tout comme son cousin de Prusse, la sage précaution d'avoir à ses gages des apologistes aussi habiles que le furent d'Alembert, Voltaire et Grimm. Par contre, au dix-neuvième siècle, les tsars de Russie eurent uniformément une fort mauvaise presse et le tsarisme devint le synonyme de tyrannie et d'obscurantisme, de cruauté et de stupidité.

L'histoire de la plupart des nations est généralement écrite par leurs amis. Celle de Russie a été faite, en grande partie, par ses ennemis. Grâce à un malheureux concours de circonstances, la Russie se trouva entourée au dix-neu-

vième siècle de tout un monde d'ennemis. D'une part, c'était le cortège formidable des ennemis extérieurs. Les peuples scandinaves étaient hostiles à la Russie, croyant voir en elle une menace à leur indépendance. Les Allemands dénonçaient le péril du panslavisme, qui n'a jamais existé vu l'irréconciliable division des peuples slaves entre eux ; tandis que le péril du pangermanisme était réel, à cause de l'étroite union des peuples teutons. Le peuple anglais se méfiait du principe autocratique représenté par le gouvernement russe et y voyait un danger imminent pour les Indes.

D'un autre côté, c'étaient les ennemis de l'intérieur, encore plus acharnés et plus irréconciliables.

L'Empire de Russie, ayant sous sa domination la moitié de la population juive du globe et étant hors d'état d'assimiler les millions d'êtres que produisaient les ghettos, dut forcément avoir recours à une législation spéciale qui fut l'objet du ressentiment et des attaques de la presse juive du monde entier.

De même, la Russie hérita du passé la terrible question polonaise, plus insoluble et plus tragique encore que le problème irlandais. La Grande-Bretagne avait du moins la possibilité de trancher la question irlandaise sans intervention étrangère et par ses propres moyens. Par contre, la question polonaise, en dehors de la Russie, touchait de près la Prusse et l'Autriche. C'était, ainsi que la question juive, un problème européen, qui ne pouvait être résolu qu'à la suite d'une guerre mondiale et cela encore d'une façon temporaire.

Pour comprendre les raisons de l'opinion presque unanimement défavorable qu'on s'était faite en Europe du gouvernement russe, il faut prendre en considération l'attitude nettement hostile adoptée envers lui par les éléments déloyaux russes. Il existait avant la guerre dans tous les centres politiques de l'Europe continentale des petits groupes de révolutionnaires et d'émigrés, d'anarchistes et de nihilistes, médisant avec persistance des gouvernements de leurs pays respectifs et organisant systématiquement des complots pour les renverser. Les conspirateurs russes, étant généralement des intellectuels, faisaient partie de ce que l'on nomme *Intelligentzia* ; on pouvait logiquement en déduire que le gouvernement russe représentait la réaction et l'obscurantisme. La popularité même et la gloire dont jouissait la

littérature russe, les œuvres de Gogol et de Tourguéneff, de Tolstoï et de Dostoïevsky devinrent des arguments contre le tsarisme, car on oubliait que ces écrits se rapportaient à des époques éloignées, et flétrissaient des abus qui avaient cessé d'exister depuis longtemps.

*
* *

Pour mieux comprendre l'étendue et la nature de l'influence révolutionnaire russe en Angleterre, on doit avoir en vue ce fait qui semblerait un incroyable paradoxe ; d'un bout à l'autre du dix-neuvième siècle, l'Angleterre, toute conservatrice qu'elle était, partageait avec la Suisse le privilège douteux d'être le quartier général de la révolution internationale. Londres était le centre des menées subversives de Mazzini et de Garibaldi, de Kossuth et d'Orsini, de Marx et d'Engels, de Bakounine et de Krapotkine, qui pouvaient y organiser tranquillement leurs complots régicides. Dans aucun autre pays, les révolutionnaires russes ne furent accueillis avec plus de bienveillance. Tandis que la France républicaine envoyait en prison l'anarchiste reconnu qu'était le prince Krapotkine, l'Angleterre monarchiste en faisait un héros. Orsini, l'auteur de l'attentat contre Napoléon III, qui avait coûté la vie à une centaine de victimes innocentes, se voyait fort applaudi aux conférences qu'il faisait dans différentes villes de la Grande-Bretagne.

Parmi les causes les plus superficielles de cet état de choses, on pourrait citer l'immunité même de la Grande-Bretagne contre un soulèvement quelque peu sérieux du peuple, ce qui portait les Anglais à considérer les révolutionnaires russes comme des maniaques inoffensifs, des romantiques idéalistes. Les Anglais pouvaient se permettre le luxe d'admirer ces originaux, tout comme au jardin zoologique les curieux peuvent s'extasier sans danger sur la beauté et la majesté d'un tigre derrière les barreaux de sa cage.

Nous pouvons ajouter à cela que, dans le vocabulaire politique anglais, le mot révolution a une tout autre signification qu'en russe. La révolution pour un Anglais, c'est la lutte pour la liberté, impliquant quelque réforme constitutionnelle. Pour un Russe, au contraire, la révolution est principalement une œuvre de destruction. Bazaroff,

ce nihiliste typique du célèbre roman de Tourguéneff, *les Pères et les Enfants*, n'est point un idéaliste : c'est un matérialiste. C'est une sorte de Méphistophélès, génie incarné de la négation : *der Geist der stets verneint*. Il se révolte non pas contre le gouvernement du tsar, mais contre tout gouvernement en général.

N'oublions pas non plus que même lorsqu'un révolutionnaire russe se trouve par hasard être un idéaliste, il ne renonce pas pour cela à ses penchants destructifs. Tolstoï garde toujours aux yeux des Anglais son auréole de maître, de prophète inspiré, et l'Université d'Oxford prépare en ce moment une édition monumentale de ses œuvres complètes. Il est évident que le Seigneur de Yassnaïa Poliana ne peut être considéré comme maître et comme prophète qu'en tant que ses doctrines sont insuffisamment comprises du lecteur ordinaire anglais. On ne se rend pas assez compte que Tolstoï est le père spirituel du bolchevisme. Car il ne reconnaît ni État, ni Église, ni loi, ni châtiment, ni famille, ni mariage. Tout comme Jean-Jacques Rousseau, Tolstoï est opposé à toute civilisation. Mais, à l'inverse de son Maître, qui croit au moins en un « contrat social », en un état socialiste, le disciple russe est un anarchiste pur sang. Seul, un ascète, un solitaire comme Siméon le stylite, retiré sur son pilier dans le désert, pourrait mettre en pratique les préceptes exaltés de Tolstoï.

* * *

Il serait difficile de se faire une idée juste tant du passé que de l'état actuel de la Russie, sans s'arrêter à quelques faits qui forment la base des conditions géographiques, historiques et économiques de l'existence de ce pays. Aussi simples et évidents qu'ils soient, ces faits sont généralement ignorés.

Dans aucun autre pays européen, la civilisation n'avait éclos dans des conditions aussi peu favorables. Heureuses sont les contrées ensoleillées, jouissant d'un climat tempéré, comme la Grèce et l'Italie, où l'homme est en état de vaincre facilement la nature, où la culture naît du sol même en floraison spontanée. Mais il existe d'autres pays où l'homme est condamné à une lutte perpétuelle et inégale avec des

forces hostiles, où il est continuellement menacé d'être vaincu par la nature au lieu de la subjuguer.

La Russie est précisément une de ces contrées déshéritées, au passé tragique, et où les conditions géographiques et historiques semblent s'être unies pour entraver sa croissance politique et troubler sa paix et sa prospérité.

Laissons certains publicistes parler de la Russie comme ils parlent de l'Inde, ou d'un pays d'une richesse incalculable et inépuisable.

Il est de fait que les Anglais jugeaient de la Russie d'après la richesse apparente et la prodigalité des seigneurs russes d'avant la guerre, tout comme ils jugent de l'Inde d'après la munificence extravagante des maharadjas hindous. La richesse en Russie n'existe qu'à l'état potentiel et exigerait la mise en œuvre de tous les efforts de notre civilisation industrielle pour en exploiter les ressources cachées. En attendant, le niveau de la prospérité en Russie était inférieur à celui de tout autre pays européen. La majeure partie de l'ancienne Moscovie est une contrée de steppes, de sables et de marécages, très peu boisée. Le climat en est rude, les hivers longs et rigoureux ; les périodes de sécheresse et de famine qui en résultent s'y répètent fréquemment, les distances sont énormes, les routes peu nombreuses et la population clairsemée. Le matériel indispensable à la construction de demeures stables y fait souvent défaut, et dans une grande partie de la Russie d'Europe il n'existe même pas de carrières, de sorte que non seulement les maisons des paysans, mais les églises et les châteaux mêmes y sont construits en bois. On a calculé qu'une fois tous les quinze ans en moyenne les villages russes sont détruits par le feu.

C'est en grande partie grâce à ces conditions si peu propices à la civilisation que la Russie se trouva être, parmi les pays européens, la dernière à sortir de l'état de barbarie. Les navigateurs du temps de la reine Élisabeth d'Angleterre dont les *Voyages d'Hakluyt* nous narrent les exploits, parlent de la Moscovie de Jean le Terrible comme ils parlent de la Chine du Grand Mogol ou de la Perse du Grand Sophte et comme en 1870 Livingstone et Stanley parlèrent du continent noir de la *Darkest Africa.*

En Russie la civilisation est plus jeune qu'aux États-Unis qui sont pourtant considérés comme « un pays nouveau ». Pendant quinze cents ans la Russie est restée ce qu'on

pourrait presque nommer *terra nullius*, un pays n'appartenant à personne. Ce n'est que dans la région boisée du nord au sol ingrat que l'agriculteur pouvait se fixer en permanence. Le midi du pays, bien plus avantagé, l'Ukraine au sol fertile et noir, était en proie aux incursions constantes des hordes se succédant l'une après l'autre, des Turcs aux Tatares, des Polonais aux Cosaques. Odessa même, bâtie par un Français, le duc de Richelieu, actuellement le centre commercial de la Russie méridionale, n'existe que depuis cent cinquante ans. Il n'y a que soixante ans que le servage est aboli et il existe encore parmi les vieillards de nombreux paysans russes nés dans la servitude.

Si nous ne perdons pas de vue ces quelques points essentiels de la géographie et de l'histoire de la Russie, nous n'en comprendrons que mieux les deux traits caractéristiques qui distinguent la civilisation russe de toutes les autres : la civilisation en Russie a dû être importée du dehors et imposée d'en haut.

*
* *

Ainsi, et dès l'abord, la civilisation dut être importée du dehors tant bien que mal. Elle n'avait point poussé du sol. Elle fut d'abord introduite à Kieff par les moines byzantins venant du sud et par les guerriers scandinaves venant du nord. A l'époque de la Renaissance, elle fut apportée à Moscou par les Italiens et les Français, par les Allemands et les Anglais. Au dix-huitième siècle, Pierre le Grand et Catherine II prirent à tâche de moderniser et d' « occidentaliser » la structure politique de leur pays.

En second lieu, la civilisation en Russie a dû être imposée d'en haut. Elle n'était point, comme en Europe, l'œuvre d'un peuple libre, de l'aristocratie ou de la bourgeoisie. Elle était l'œuvre de la monarchie. L'histoire de la Russie moderne est aussi intimement liée à celle de la maison des Romanoff que l'histoire de la Prusse à celle des Hohenzollern. Dans tous les pays, la forme du gouvernement est déterminée par la nature des choses. Renan a dit que le désert arabe est monothéiste. On pourrait dire avec plus de justesse encore que la plaine russe est monarchiste. Tout la prédestinait à devenir le siège d'un État puissant ; c'était aux tsars d'en devenir les créateurs, d'en rassembler les parties éparses,

d'en unifier les cinquante races guerroyantes. Les tsars ont attaché au sol le paysan russe nomade et anarchiste. Cette fixation au sol, dont la responsabilité incombe en grande partie à Boris Godounow, était d'une nécessité urgente, mais grosse de conséquences tragiques, plongeant un peuple entier dans le servage au moment même où l'Europe sortait du vilainage. Le paysan européen a commencé par le servage pour finir par la liberté ; le paysan russe commença par la liberté pour finir par le servage.

*
* *

Il eût été impossible d'importer en Russie un gouvernement parlementaire sur le modèle britannique et encore moins sur le modèle français ; tout aussi impossible que d'en improviser un aux Indes. Ni la Russie ni l'Inde ne possèdent le fondement politique indispensable à l'édification d'un système parlementaire. Le régime parlementaire présuppose l'existence d'une opinion publique plus ou moins éclairée. Il présuppose aussi la formation préalable de certaines unités d'autonomie locale. Il ne peut les précéder. L'autonomie locale ne put malheureusement jamais se développer en Russie, sauf dans les républiques médiévales limitrophes de Novgorod la Grande et de Pskow. Le tempérament russe est trop porté à l'anarchie pour faire éclore spontanément l'idée d'une liberté disciplinée. Que de fois le pays retomba dans un état voisin de l'anarchie ! Et c'est alors que se faisait entendre l'appel si pathétique du peuple, noté par l'ancien chroniqueur Nestor : « Notre pays est vaste et fertile, mais il lui manque l'ordre. Venez régner sur nous et établissez l'ordre parmi nous... » Ce cri fut entendu par certains conquérants. Les princes de Kieff y prêtèrent l'oreille. Les souverains de la maison Rurik y répondirent.

C'est un fait remarquable que le peuple russe, dans toutes les grandes crises de son histoire, poussé par l'instinct de sa propre conservation, a su se rendre compte des exigences élémentaires de la situation politique du moment. C'est ainsi que les paysans russes eurent leurs assemblées électorales, leurs états généraux, leur « Zemski Sobor », leur « douma » aussi bien que leurs comités ruraux. Mais ils n'étaient pas doués de capacités nécessaires pour la constitution d'un État et retombaient toujours à l'état de nature. Leurs assemblées

électorales avaient beau se réunir, ce n'était que pour remettre leurs droits politiques aux mains d'un pouvoir monarchique central qui, seul, avait la force de rétablir l'ordre dans le pays.

* * *

Il faut noter, d'autre part, que dans cette tâche surhumaine d'édifier un État puissant et discipliné dans cette vaste plaine sans défense et menacée de tous côtés par des ennemis redoutables, la Monarchie fut la plupart du temps en union étroite avec l'Église. Et si étroite était cette union qu'elle conduisit nécessairement à une fusion, voire même à une confusion des pouvoirs temporel et spirituel, ce qui amena, de son côté, tous les abus de césaropapisme byzantin. A l'avènement au trône de la dynastie des Romanoff, le métropolitain Philarète devint patriarche de Moscou, tandis que son fils devenait tsar de toutes les Russies. Cette dualité du partage entre un père et un fils du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel offre un exemple probablement unique dans l'histoire de l'Europe moderne.

Dans les annales de la Russie, plus encore que dans celles de l'Espagne, toute lutte nationale fut en même temps une croisade. En combattant les Turcs et les Tatares, le peuple russe combattait l'Islam. En combattant les Polonais, il combattait le catholicisme romain. En combattant Napoléon, il combattait en même temps l'athéisme révolutionnaire.

L'humble paysan russe semble avoir toujours été vaguement conscient d'une mission religieuse à remplir... Dans les dures conditions de son existence, il trouvait un refuge dans la foi. Il ne se traite pas lui-même de « moujik », ce qui, en russe, veut dire « un petit homme » et n'est au fond qu'une appellation erronée, presque une insulte. Il se dit « Krestianine », chrétien, le défenseur du Christ.

Les formes mêmes de l'architecture des églises et des monastères russes témoignent de l'union étroite entre l'État et l'Église. Les sanctuaires les plus importants du pays furent érigés sous la protection d'une forteresse nommée « Kremlin ». Le couvent le plus magnifique et le plus révéré, la « Troïtskaya Lavra », près de Moscou, ressemble à une place forte et eut à soutenir nombre de fois le siège des armées ennemies.

L'identification de la monarchie avec l'Église, du *Samoderjavié* avec le *Pravoslavié* était le *credo* du parti conservateur russe d'avant la révolution. Par suite de la propagande antichrétienne des dictateurs bolchevistes, c'est devenu maintenant le *credo* des radicaux russes eux-mêmes. Ces mêmes intellectuels, athées et agnostiques, il y a de cela dix ans, se sont réunis autour de l'Église et du drapeau national. La persécution du christianisme eut pour résultat inattendu, mais logique, de fortifier l'orthodoxie dans l'esprit et le cœur du peuple.

* * *

Si l'analyse que nous venons de faire des bases sur lesquelles repose l'histoire de la Russie se trouve être correcte dans ses traits principaux, toutes nos idées préconçues sur l'empire de Russie deviennent par conséquent sujettes à caution.

L'idée d'une Russie agressive, militariste et impérialiste était presque devenue un axiome politique. En réalité, la Russie n'a fait que mener pendant mille ans une série de guerres défensives. Elle combattait dans une lutte périlleuse pour son existence. La tactique spéciale, également caractéristique du tempérament et de la politique russes, consistait en une retraite stratégique et en une résistance passive. (Koutouzoff dans *la Guerre et la Paix*, de Tolstoï.)

En parlant de l'empiétement continu et progressif de la Russie sur les autres pays, nous sommes victimes d'une illusion d'optique et de cartographie qui nous empêche de juger des dimensions. Nous sommes trompés par les proportions quasi planétaires de la Russie d'avant la guerre. Nous nous imaginons de bonne foi qu'un État qui a su s'emparer de la sixième partie du globe ne pouvait être poussé que par un instinct de rapine et n'a pu étendre ses vastes possessions que par une agression constante et systématique. Cette conclusion à l'égard de la Russie serait pourtant aussi erronée qu'à l'égard des États-Unis. Aucun des historiens n'a jamais attribué l'agrandissement progressif des États-Unis englobant des territoires aussi vastes que la Louisiane, le Texas, le Nouveau Mexique, l'Orégon et la Californie aux instincts rapaces du gouvernement américain. Pourquoi, s'il en est ainsi, envisagerait-on autrement le cas de la Russie? Pourquoi les historiens avanceraient-

ils que l'expansion de la Russie a été dès le début une expansion militariste? De fait cela n'a été qu'un agrandissement pacifique, une œuvre de colonisation. La plus grande partie de la Sibérie fut occupée encore au dix-septième siècle par Yermak. Tout comme la république des États-Unis, l'empire russe, poussé par une force irrésistible et suivant un processus naturel inévitable, fut destiné à se propager et à s'étendre sur tout un continent, d'une mer à l'autre. Et dans l'immense plaine russe il ne se trouvait point de montagnes rocheuses pour arrêter la marche de son extension.

Nous ne saurions protester avec raison contre cette tendance à l'expansion ; comme dans le cas de la colonisation du Middle West et du Far West américains, celle de la Sibérie, de l'Ukraine, de la Transcaucasie et du Turkestan fut essentiellement la victoire de la civilisation sur la barbarie.

Les colonisateurs russes, qualifiés avec mépris de demi-Asiatiques, servirent en réalité de rempart à l'Europe contre l'Asie. C'est d'une manière assez étrange que l'Europe a témoigné plus d'une fois sa reconnaissance pour les services que lui a rendus la Russie chrétienne.

Il nous faut ajouter encore que la colonisation russe, tout en se poursuivant dans des conditions infiniment plus difficiles qu'aux États-Unies, a été bien plus rapide. Les tribus turbulentes du Turkestan et les hordes nomades de la Sibérie furent soumises à l'ordre et aux lois au cours de deux générations. Au cœur de l'Asie centrale, Tachkent, la capitale du Turkestan, fut transformée en un petit Paris avant d'être détruite par les bolcheviks.

Son œuvre de colonisation en Asie une fois accomplie, l'empire russe avait encore à assurer ses frontières découvertes aux agressions constantes de ses voisins en Europe.

Ainsi il lui fallait arracher les provinces baltiques des mains des successeurs des chevaliers de l'ordre Teutonique et des Scandinaves, la mer Noire des griffes des Turcs et des Tartares et enlever l'Ukraine aux Polonais et aux Cosaques.

La sécurité de ses frontières avait toujours été une question vitale pour la Russie. C'était une question de stratégie. Nous ne pouvons que déplorer la destruction du royaume polonais, mais nous ne devons pas oublier que bien avant que la Russie eût attenté à l'intégrité de la Pologne, ce

fut cette dernière qui avait presque réussi à réduire à néant l'empire des tsars en le plongeant dans le chaos du *Smoutnoé Vremia* dont il ne fut sauvé qu'au commencement du dix-septième siècle par l'avènement au trône de la dynastie des Romanoff.

* * *

La politique pacifique, on pourrait presque dire pacifiste, de la Russie que nous offre son histoire diplomatique, est en parfait accord avec la tactique défensive qui est le trait caractéristique de son histoire militaire. On pourrait affirmer sans crainte que, dans ses relations internationales, la Russie a toujours travaillé pour la paix. Le gouvernement russe avait toujours à cœur le maintien de l'équilibre européen. La plupart des guerres entreprises par la Russie avaient été dictées non par ses propres intérêts, mais bien par ceux de l'Europe.

Cela pourrait paraître un paradoxe, mais la preuve en est facile. C'est là, à mon sens, que se trouve la clef de toute l'histoire diplomatique de la Russie.

C'est l'équilibre européen que la Russie défendait contre Frédéric le Grand pendant la guerre de Sept ans, lorsque ses armées occupèrent Berlin en 1759. Sans cette décisive et opportune intervention, le « prussianisme », en sa qualité d'élément de trouble dans la politique européenne, aurait fait son apparition un siècle plus tôt.

C'est encore l'équilibre européen que la Russie, en alliance étroite avec la Grande-Bretagne, défendait contre Napoléon. Si l'Angleterre a détruit sa puissance sur mer, c'est la Russie qui l'a détruite sur terre.

Comme preuve éclatante de ce que le maintien de l'équilibre européen a toujours été la base de la politique étrangère de la Russie, je pourrais citer, à l'appui de ma thèse, qu'avant d'avoir prêté son concours à l'Angleterre pour le renversement de Napoléon, elle avait pris sur elle la défense de la « liberté des mers » contre la Grande-Bretagne, lorsque celle-ci crut pouvoir abuser de sa puissance maritime dans ses propres intérêts impérialistes.

Après la chute de Napoléon, la Russie intervint encore avec la plus grande sagesse pour empêcher l'alliance européenne d'abuser de la victoire remportée, ce qui aurait inévitablement conduit à une nouvelle guerre de représailles.

C'est à la modération de l'empereur Alexandre que l'Europe se trouva être redevable de quarante ans de paix presque ininterrompue dont elle a joui après la bataille de Waterloo.

Une fois de plus, quand l'équilibre européen, qui était le but principal du congrès de Vienne, fut menacé par les visées ambitieuses de la Prusse, après les mémorables événements de 1870, la Russie intervint en 1875 pour empêcher Bismarck d'écraser la France.

Et lorsque les épigones de Bismarck poussèrent leur ambition jusqu'à vouloir s'ériger en maîtres de l'univers, quand l'ombre d'une catastrophe imminente s'étendait déjà sur l'Europe, c'est la Russie qui prit sur elle comme dernière ressource l'initiative de la convocation d'une conférence de paix. C'est la Russie qui essaya de mettre en pratique le principe de l'arbitrage, et de faire du tribunal de La Haye un facteur international qui aurait pu, une fois reconnu, empêcher la guerre mondiale.

Il semble y avoir deux raisons pour lesquelles la modération et la réserve paraissent avoir toujours été (dans le passé) la base de la politique internationale de la Russie. Grâce à son étendue, c'était la seule puissance qui n'eût rien à gagner en Europe. Grâce à l'impéritie même de la Russie, la guerre présentait plus de risques pour elle que pour tout autre État européen. Le maintien de la paix était pour la Russie non seulement une question de principe moral, mais encore une nécessité politique d'ordre vital de laquelle dépendait sa paix intérieure. L'histoire de ce pays a démontré que toute guerre heureuse ou malheureuse était le plus souvent suivie pour la Russie de troubles intérieurs, car les révolutionnaires manquaient rarement de mettre à profit les difficultés dans lesquelles se trouvait leur patrie.

Plus que jamais le maintien de la paix sera désormais la mission providentielle de la Russie. Plus que jamais la Russie de demain devra poursuivre son rôle pacificateur dans la politique européenne et y contribuer par toute son autorité. A moins que la Russie ne recouvre prochainement son ancienne puissance, à moins qu'elle ne redevienne capable de tenir tête à l'Allemagne, les États nouvellement formés et la Pologne surtout seront voués à la ruine et la paix de l'Europe sera menacée de nouveau dans l'avenir le plus proche par une Allemagne redevenue puissante. La restauration de la Russie n'est donc pas dans l'intérêt seul des Russes ;

elle est d'un intérêt vital pour toute l'Europe. Si la Russie restait faible et impuissante, si l'anarchie s'y prolongeait encore, le continent russo-asiatique en entier ne tarderait pas à devenir une colonie allemande.

*
* *

La Russie a été généralement considérée comme un État antidémocratique, gouverné par une bureaucratie parasite et corrompue. On ne peut nier, en effet, que le gouvernement russe ne fût bureaucratique et non exempt d'abus considérables. Les abus furent du reste attaqués librement, souvent avec l'approbation des souverains, dans beaucoup de chefs-d'œuvre de la littérature russe, comme par exemple le *Réviseur* de Gogol. Les critiques de ces abus formulées également par des publicistes russes du parti conservateur, tels que Samarine et Aksakof, amenèrent souvent des enquêtes sénatoriales et des réformes nécessaires. Mais il ne faut pas oublier que les abus de ce genre sont inhérents à toutes les formes de gouvernements bureaucratiques et qu'en prenant en considération l'immensité du pays et les difficultés d'un contrôle effectif, les mauvais côtés de l'administration russe n'étaient pas plus apparents qu'ils ne le seraient dans tout autre pays, aux prises avec les mêmes difficultés. Il ne faut pas oublier non plus que le régime bureaucratique a été établi en Russie d'après le modèle des systèmes de centralisation prussien et français qui sont restés jusqu'à nos jours l'idéal de ces mêmes socialistes qui les dénoncent dans le gouvernement de l'ancienne Russie.

Mais, tout en admettant que l'adoption des méthodes prussienne et française ait été une mauvaise préparation au principe d'autonomie et n'ait répondu ni aux besoins du pays ni aux conditions où il se trouvait, il est certainement faux que la forme du gouvernement russe fût antidémocratique. Bien au contraire, la monarchie russe était essentiellement démocratique. Elle sortait du peuple. C'est par la volonté du peuple que la dynastie des Romanoff fut élevée au trône. En regardant au fond des choses, on trouvera que le gouvernement russe n'était qu'une vaste fédération de cinquante mille petites républiques de paysans, dont chacune administrait ses propres affaires, obéissait à ses propres lois, avait

sa propre justice patriarcale et même ses propres tribunaux de « starostas », autrement dit « anciens ».

Tout le mal consistait non en ce que la Russie n'était pas assez démocratique, mais en ce qu'il y avait chez elle trop de démocratie et de socialisme. Le malheur était que sa structure sociale était trop simple et trop primitive, que les classes n'y étaient pas suffisamment différenciées, qu'il n'y avait ni classe dirigeante, ni classe moyenne et que surtout il n'y existait pas d'Église puissante et indépendante. C'est précisément grâce à l'esprit essentiellement démocratique et niveleur de la monarchie russe et grâce à l'abolition de tout pouvoir politique de l'aristocratie que la masse du peuple devint si facilement la proie de la tyrannie bolcheviste.

* * *

Un des reproches les plus fréquents adressés à la Russie monarchique était celui d'être réactionnaire et obscurantiste, ennemie de toute lumière, de tout progrès, alors que c'était, en réalité, le gouvernement le plus « progressif » de l'Europe. Loin de répondre à l'idée d'un gouvernement réactionnaire, le gouvernement russe était d'un type extrêmement moderne, représentant ce que les écrivains politiques du dix-huitième siècle, tels que Voltaire et Montesquieu, se plaisaient à qualifier de « despotisme éclairé ». Non seulement il ne retardait pas sur l'opinion publique, mais plutôt il la devançait trop. Les troubles politiques en Russie provenaient le plus souvent de la marche trop rapide du progrès, de ce que tout devait, pour ainsi dire, être improvisé d'un seul coup. Les souverains semblaient trop pressés de rattraper le temps perdu pendant les siècles écoulés. Le tsarisme s'évertuait souvent à créer en quelques années ce qui ailleurs a été l'œuvre de plusieurs générations. La civilisation russe ne fut pas le produit d'une croissance normale et saine ; c'était une plante de serre chaude. Il a fallu des siècles pour bâtir Rome et Paris. Petrograd, au contraire, a poussé comme un champignon. Le palais du Louvre est l'ouvrage de plusieurs siècles ; le colossal Palais d'Hiver sur la Néva a été élevé en quelques mois. Dans l'espace de dix ans, entre 1860 et 1870, la Russie a subi plus de réformes radicales que n'importe quel pays à n'importe quelle époque de l'histoire européenne — des réformes plus

fondamentales que celles qui ont suivi la Révolution française. Le servage fut aboli d'un trait de plume. Tout un nouveau système de lois fut établi. Le pays fut couvert d'un réseau de voies ferrées avant qu'il n'y eût même des chaussées. Des industries nouvelles furent créées, artificiellement protégées par des tarifs prohibitifs et concentrées dans des usines gigantesques qui devaient inévitablement devenir des foyers d'agitation. Le pays ne trouvait plus le temps de s'adapter aux nouvelles conditions d'existence et de reprendre son équilibre politique et économique.

Dans aucun domaine de la vie sociale russe, les changements ne se succédèrent plus rapidement et ne donnèrent de résultats plus gros de menaces que dans celui de l'éducation scolaire. L'éducation, dans des conditions normales, doit aller de pair avec le progrès général du pays. En fondant, dans un pays nouveau, des milliers d'écoles, sans avoir préparé un débouché aux forces intellectuelles qu'elles font éclore, on n'arrive qu'à créer un prolétariat intellectuel. Ce qui fut fait, précisément, par le gouvernement russe dans les dernières décades du dix-neuvième siècle. L'éducation universitaire fut encouragée par des subventions aux étudiants et leur exemption du service militaire. Mais pour des raisons financières faciles à comprendre, leur armée croissante ne put être pourvue d'un nombre suffisant d'emplois rémunérateurs. On ne pouvait créer des postes pour les milliers d'intellectuels qui vinrent les réclamer. Il advint que de jeunes chimistes ne trouvant pas à se pourvoir dans les laboratoires, appliquèrent leurs connaissances spéciales à la fabrication de bombes explosives. Des étudiants en droit, qui ne purent trouver de place au barreau, devinrent des idéologues de la révolte et de la destruction.

*
* *

Nous avons essayé de réfuter l'allégation que la monarchie des tsars trouve sa condamnation dans l'histoire même de la Russie.

Elle est plutôt le résultat logique de certaines conditions sur lesquelles elle n'avait que peu de prise. Il serait tout aussi facile de réfuter l'opinion assez répandue que le tsarisme a été désavoué par le peuple russe et que la révolution

de 1917 fut la condamnation irrévocable qu'il prononça contre ses souverains.

D'après l'opinion courante sur la catastrophe russe, la révolution aurait surpris le gouvernement russe dans un état désespéré de faiblesse et de décomposition. Il en était tout autrement en réalité. Lorsque le soulèvement eut lieu, le peuple était en pleine crise de croissance au tournant de la route qui menait aux réformes politiques et à la prospérité économique. Je me souviens fort bien de mon étonnement, de ma stupéfaction, dirai-je, lorsque, cinq ans avant la guerre, j'eus l'occasion d'étudier l'état où se trouvait la Russie. Lors du dernier séjour que j'y avais fait, je fus témoin de la terrible désorganisation du pays à la suite de la guerre avec le Japon et des émeutes qui la suivirent. En y retournant en 1909, je m'attendais à retrouver partout les traces des souffrances endurées par le peuple pendant les années terribles de 1904 et 1905. Au lieu de cela, je constatais une guérison presque miraculeuse, je vis une gigantesque réforme agraire menée à bonne fin, par le grand homme d'État que fut Stolypine ; la Sibérie colonisée par des millions de paysans ; des industries nouvelles qui surgissaient partout ; les capitaux étrangers affluant dans le pays, le budget équilibré avec un excédent de recettes considérable et la population augmentant de trois millions par an.

D'où la débâcle est-elle donc venue? Comment une prospérité prodigieuse a-t-elle pu sombrer dans un désastre sans pareil? Comment la Monarchie russe a-t-elle pu crouler sans presque faire un effort pour se défendre? Elle n'est point tombée pour s'être survécue à elle-même. Elle est tombée grâce à des causes purement accidentelles, et qui auraient amené la chute de n'importe quel gouvernement occidental, fût-il idéal entre tous, s'il avait été soumis à une épreuve semblable.

Le tsarisme est tombé, en premier lieu, par suite d'une coïncidence tragique. A l'époque de la plus grande crise que l'Europe ait jamais traversée, le trône se trouva occupé par un souverain dont la bonté allait jusqu'à la faiblesse, et cela au moment même où le pays avait le plus besoin d'un monarque impitoyable et énergique.

Le tsarisme croula en second lieu, par la raison qu'un pays agricole comme la Russie, se trouva soudainement entraîné dans une gigantesque guerre industrielle, tout en manquant

de matériel et de moyens techniques indispensables. Même un état aussi supérieurement organisé que la Grande-Bretagne a été pris au dépourvu et se trouva à court de munitions. La France fut également mise dans l'obligation de dépendre largement de l'Angleterre et des États-Unis.

Mais tandis que la Grande-Bretagne pouvait compter sur l'aide des États-Unis et la France sur celle de son alliée britannique, la Russie dut poursuivre la lutte dans un isolement tragique. Elle fut réduite à ses propres ressources. Elle dut lutter sans armes et sans munitions. La Russie était bien en droit d'attendre que la puissance maritime de l'Angleterre ouvrît toutes grandes les portes des Dardanelles, que sa puissance industrielle fournît aux armées russes les moyens de continuer la guerre. La Grande-Bretagne ne fut pas en mesure de remplir ces deux obligations de première importance. Par suite de la fermeture des Dardanelles, la Russie fut coupée de ses alliés dès le début de la guerre. Par suite du manque de munitions en Angleterre, la Russie dut subir des désastres militaires, qui dégénérèrent inévitablement en une révolution politique, comme Sedan conduisit à la Commune. On pourrait dire avec raison que la monarchie russe est tombée victime des fautes de ses alliés. Nous avons entendu dire souvent que la Russie a fait défaut à ses alliés au moment suprême. En réalité, ce fut le contraire. Ce n'est pas la Russie qui a manqué à ses alliés, ce sont les alliés qui ont manqué à la Russie. Pour rendre justice au peuple russe, les publicistes anglais et français qui dénoncent jusqu'à présent la grande trahison russe de 1917 feraient bien de se rappeler que c'est l'Europe qui a abandonné le peuple russe à l'heure suprême de son histoire.

CHARLES SAROLEA.

Aïeux et Parents d'Anatole France

Les autobiographies d'Anatole France ne méritent, on le sait, qu'une créance des plus faibles et, d'ores et déjà, il n'est guère de critique ni d'historien littéraire disposé à s'y fier. Le doute s'étend, non seulement aux souvenirs de son âge mûr, comme *le Livre de mon ami* et *Pierre Nozière*, mais aux ouvrages de ses dernières années et que, pour ce motif, on serait tenté de croire plus sincères, comme *le Petit Pierre* et *la Vie en fleur*. Le passé n'a été, pour le grand homme de lettres, que matière à littérature ; il en a tiré de « moult plaisantes et récréatives histoires », mêlées de ces débats et de ces moralités ironiques où se jouait son génie. Peu lui importait que le détail de ces contes fût vrai, pourvu que le morceau fût agréable ou piquant. Jusque dans ces prétendues confessions, l'auteur de *Thaïs* reste un artiste et, à l'en croire, tout artiste est nécessairement un peu menteur : « Qui dit art, dit arrangement, dissimulation, mensonge... »

Si cet aveu n'invite pas à rechercher la vérité, n'excuse-t-il pas, du moins, ceux qui la cherchent? Pourrait-on, sur des points essentiels et précis, se contenter de ce qui n'est, d'après l'auteur lui-même, que fantaisie et fausses confidences? La vérité sur la personne de France nous intéresse plus que ses propres fables, si ingénieuses, si brillantes, si

tissées de la main des fées soient-elles. Le plus fervent admirateur n'aimera-t-il pas mieux le connaître tel qu'il était, fût-ce au prix d'une légère désillusion, que d'honorer une image vénérable, mais trompeuse? Ce n'est pas que l'on se propose ici de nouvelles révélations sur une vie qui n'y a déjà que trop prêté : on ne veut que diriger un peu de lumière sur des origines volontairement obscurcies et, parfois même, savamment altérées.

Il n'est pas, en effet, de sujet sur lequel notre maître ait plus équivoqué et plus biaisé. Loin de favoriser les recherches, on dirait qu'il a pris un malin plaisir à les dépister. Angevin par son père, il s'est dépeint tantôt, dans le *Livre de mon ami*, comme originaire du Bas-Maine, tantôt, dans *Pierre Nozière*, comme un fils de l'Ile-de-France et du Valois. De son vivant, un érudit angevin, son compatriote malgré lui, M. A. Le Moy, a montré la fausseté de ses dires et révélé la vraie patrie de ses aïeux, qui est le petit village de Saulgé-l'Hôpital.

Ce modeste lieu mérite d'être vu, puisqu'un si beau génie en est sorti. C'est, par delà le val d'Anjou, sur la rive gauche de la Loire, dans cette région de coteaux modérés et d'ondulations molles qui règne entre les Ponts-de-Cé et Saumur. La nature, ici, ne semble avoir que des sourires et des grâces. Le terrain ne se plisse et ne se mamelonne que juste assez pour rompre la monotonie de la plaine. A Pâques, le pays est tout rose de pêchers en fleurs. On prend la ligne d'Angers à Poitiers par Thouars, et l'on descend à Quincé-Brissac. Saulgé-l'Hôpital n'est qu'à sept kilomètres de ce gros bourg, dominé par la masse hautaine de son château. La route des Ponts-de-Cé à Loudun, que l'on suit, est bordée de courts buissons d'aubépine, et, çà et là, de lignes de trembles. Elle s'élève en pente douce, d'abord jusqu'au village des Alleuds, puis, d'une manière sensible, en arrivant à Saulgé.

Cette petite commune se disperse en de nombreux hameaux. Les maisons n'ont qu'un rez-de-chaussée, mais sont de pierre ou de tuffeau, et couvertes d'ardoise. Les vieilles femmes portent encore la coiffe, qui n'est pas, comme la coquette coiffe angevine, ornée d'un triple feston de dentelles, mais toute unie et d'allure quasi monastique, avec un simple bandeau plat sur le front. Le pays est d'aspect fertile et riant. Il y a peu de bois, mais les arbres y sont nombreux. Dans les creux, des prés que des ruisselets

arrosent. des vignes sur les pentes et des champs, pour rappeler le dithyrambe du poète :

Bacchus remplit tes costeaux de bon vin,
Qui est l'honneur du terroir angevin,
Et dans tes champs est Cérès la dorée...

La vigne pousse librement et sans échalas, comme dans le Midi. Le vin n'y est pas des tout premiers crus : ce n'est pas l'anjou velouté, vif et pétillant des célèbres coteaux du Layon. Bien que Saulgé soit à moins de trois lieues de cette vallée fameuse, le terroir n'est plus le même et l'on ne récolte ici que du *rougé*, c'est-à-dire un petit vin rose qui n'est qu'agréable. Certaines cuvées ont, il est vrai, une douceur exquise et un montant merveilleux, mais nous nous sommes laissé dire qu'elles ne les devaient pas à la seule nature. Leurs savants auteurs distillent le marc de la vendange pour le mêler au jus de la treille. Ce n'est pas « truquer », assurent-ils, puisque tout sort de la même vigne. Toujours est-il que ces *rougés* sophistiqués, après avoir enchanté le palais, montent étrangement à la tête...

Ce plant, dont il arrive qu'on altère ainsi le fruit, ce petit pineau d'Anjou bas et tortu, remplacé trop souvent déjà par l' « othello » et d'autres sauvages enfants de l'Amérique, les aïeux d'Anatole France l'ont cultivé pendant des siècles, non pour leur compte, car ils ne possédaient guère que leurs bras, mais de compte à demi avec des propriétaires bourgeois ou nobles. C'étaient, de père en fils, des vignerons ou façonniers de vignes, ou encore, comme on disait dans le pays, de simples « bescheurs ». Remontons le cours de cette généalogie, que notre maître a mis tant de soin à cacher.

Le père d'Anatole France, François-Noël Thibault, était, par exception, né à Luigné, ou plutôt dans un hameau à cheval sur Luigné et sur Saulgé, la route seule séparant les deux communes. Sa naissance est du 4 nivôse an XIV (24 décembre 1805). Son père, Claude-Pierre Thibault, le premier de sa race qui ait cessé d'être vigneron, était cordonnier à Saulgé. Il avait épousé, le 17 octobre 1791, Marie Le Blanc, fille de Louis Le Blanc, colporteur à Luigné, et de Marie Martin. M. Le Moy a déjà publié ces actes (1). Complétons-les par les documents antérieurs, conservés au

(1) V. *Mercure de France*, 15 janvier 1925.

greffe du tribunal civil d'Angers. Ces pièces, les doubles des actes paroissiaux dressés entre 1670 et 1789, nous montrent quatre générations de Thibault, précédant les deux que l'on vient de voir et se succédant au pays de Saulgé. Certes, à chaque génération, les enfants étaient si nombreux et les biens si minces qu'une partie de la nichée devait s'égailler et chercher ailleurs sa pâture : oh ! pas très loin, dans les villages voisins : Luigné, Chemellier, Cunault, si fier de son église romane, aux bords de la Loire, ou encore Angers, la grande ville. Mais ceux dont France est directement issu, bien que tout aussi dénués, — car, à aucun moment, ils n'eurent de maison à eux, — ne quittèrent jamais le village de Saulgé.

Claude-Pierre Thibault, grand-père de l'écrivain, était né au mois d'octobre 1756. Voici son acte de baptême :

Le douzième jour d'octobre 1756 a été baptisé par nous, curé soussigné, Claude-Pierre, fils légitime de Pierre Thibault, vigneron, et de Françoise Prouteau, son épouse. Ont été parrain, Pierre Ausiau, et marraine Jacquine Bouillard, tous de cette paroisse, qui ont dit ne savoir signer.

L. Jessier,
curé de Saulgé-l'Hôpital.

Le mariage de Pierre Thibault, bisaïeul d'Anatole France, avec Françoise Prouteau ou Prousteau, est du 13 février 1748. Le texte de l'acte mérite d'être lu en entier :

Le treiziesme jour de février mil sept cent quarante-huit, après trois publications de bans de mariage faites sans opposition ni empeschement venus à notre connoissance aux prônes de nos messes paroissiales par trois jours de dimanches ou de festes dans ceste église et dans celle de Charcé (1), ainsi qu'il appert par le certificat du sieur curé dudit Charcé en datte d'hier signé Bernier, curé de Charcé ; nous, curé soussigné, avons donné la bénédiction nuptiale à Pierre Thibault, besecheur, âgé de trente-et-un ans, fils de feu Claude Thibault et de feüe Michelle Doussin, ses père et mère, de cette paroisse ; et à Françoise Prousteau, âgée de vingt-et-cinq ans, fille de feu Pierre Prousteau et de feüe Françoise Subleau, ses père et mère, de la paroisse dudit Charcé, en présence et du consentement

(1) Charcé est à six ou sept kilomètres au nord-ouest de Saulgé-l'Hôpital, près de Quincé-Brissac.

de Claude Thibault, de cette paroisse, de Jean Thibault, de la paroisse de Cunault, frères de l'époux, Marin Rouillard, mari de Marie Thibault, aussi présente et consentante, beau-frère et sœur de l'époux, Guillaume Thibault, oncle de l'époux, Pierre Rousseau, curateur de l'épouse, de la paroisse de Charcé, René Moron, frère maternel de l'épouse, et encore en présence et du consentement de plusieurs autres parents et amis, qui ont tous déclaré ne savoir signer, sauf les sousignés (*sic*).

Louis Mabille de la Paumelière (1), Françoise Prouteau, P. Rousseau, M. Rouillard, Serène Tibaut, V. Coignard, Launay, curé de Saulgé.

On remarquera le prénom d'une tante ou d'une cousine de l'époux, Serène ou Sirène Thibault, et le nom d'une autre de ses parentes, Véronique ou Victoire Coignard. Avant Anatole France, qui devait être la grande et mélodieuse sirène de son temps, une de ses humbles arrière-grand'tantes, la seule de la famille, avec son arrière-grand'-mère, qui sût signer, a, par un singulier pressentiment, porté ce prénom étrange et, semble-t-il, peu chrétien, de Sirène. Chose plus curieuse encore, parmi les parents et alliés des Thibault figuraient des Coignard. Un Paul Thibault, qui devait être cousin germain du marié, avait, en effet, épousé Mathurine Coignard. Ce nom populaire et joyeux, que l'abbé Jérôme devait rendre immortel, le maître n'aurait eu, ainsi, qu'à le prendre dans sa famille. Il devait, croyons-nous, connaître l'acte que nous venons de publier, car, — il le déclare lui-même dans *le Petit Pierre* (p. 178), — il avait trouvé dans la succession de son père des papiers de famille qui, plus tard, dit-il, lui ont tous été volés. Entre ces papiers, rien de surprenant que François-Noël Thibault eût possédé l'acte de mariage de ses grands-parents. Certes le nom de Coignard n'était pas inconnu en littérature : il avait été notamment porté au dix-septième et au dix-huitième siècle, par une grande famille d'imprimeurs et de libraires parisiens (2). Mais on préfère croire que c'est

(1) La Paumellière est un des hameaux de Saulgé.

(2) J.-B. Coignard, imprimeur ordinaire du roi, syndic des libraires de Paris, mort vers 1689, qui eut pour successeurs sa veuve et son fils, J.-B. Coignard, imprimeur ordinaire du roi et de l'Académie française, rue Saint-Jacques, à la *Bible d'Or*.

dans sa propre famille que ce nom a frappé France et qu'il l'en a tiré pour en baptiser un de ses héros de prédilection, cet abbé sceptique, narquois et paillard, qui, par tant de côtés, lui ressemble.

Si le « bescheur » ou vigneron Pierre Thibault, son bisaïeul, était âgé de trente et un ans en février 1748, comme cet acte l'indique, il devait être né, soit au début de 1717, soit à la fin de 1716. Cependant, nous ne trouvons dans cette période que les actes de naissance de deux de ses sœurs, Marie (future épouse de Marin Rouillard) et Michelle-Françoise, baptisées l'une, le 1er février 1716, l'autre le 5 mars 1717. Il est impossible que la naissance de Pierre s'intercale entre celles de ces deux sœurs, qui ne sont séparées que par un intervalle de treize mois. Le bisaïeul de France devait donc être né, soit en 1715, soit en 1718. Mais son acte manque sur le registre.

Voici, toutefois, l'acte de mariage de ses père et mère, Claude Thibault et Michelle Doussin, mariage célébré le 3 février 1711 :

> Le 3 février 1711 a été faite la bénédiction nuptiale de Claude Thibault, fils de Pierre et de Mathurine Tremblé, et de Michelle, fille d'Hilaire Dousin (*sic*) et de Jacquine Videau. Parens du costé du marié, ledit Thibault, son père, Pierre et Guillaume les Thibault (*sic*), ses frères, et François Thibault, son oncle, et autres, Jean Thibault, aussi son oncle. Et du costé de la mariée, ledit Dousin, son père, Jean et René les Dousin, ses frères et autres, tous de la paroisse, et ont dit ne sçavoir signer, fors les soussignés.
>
> THIBAULT, F. DOUSSIN, J. LEBRETON, C. BODINEAU, M. HUVÉ, curé.

Claude Thibault, troisième aïeul de France, avait, comme on voit, deux frères, Pierre et Guillaume *les Thibault*. Ces deux frères épousèrent, l'un en 1713, l'autre en 1716, deux sœurs de sa femme, Jacquine et Marie Doussin. Les trois frères étaient ainsi mariés aux trois sœurs. Ils avaient au moins trois oncles paternels, François, Jean et Paul *les Thibault*, ce dernier fixé dans la paroisse voisine de Chemellier. Un quatrième oncle, René Thibault, cité dans un autre acte, devait être mort avant 1711.

Le père et la mère des trois frères, c'est-à-dire les quatrièmes aïeul et aïeule de France, Pierre Thibault et Ma-

thurine Tremblé ou Tremblier, avaient contracté mariage, — toujours à Saulgé, — le 7 août 1679 :

Le lundi septiesme jour d'aoust mil six cent soixante et dix neuf, Pierre Thibault, fils de deffunt Pierre Thibault et de Catherine Vengard, ses père et mère, Et Mathurine Tremblier, fille de deffunct Jacques Tremblier et de deffuncte Nicole Aubineau, ses père et mère, de ceste paroisse, ont reçu la bénédiction nuptiale dans l'église de Saulgé, par nous, curé soussigné, en présence de René Thibault, frère du marié, et de Cézar Thibault, oncle du marié, qui ne sçavent signer. Et de Pierre Boureau, beau-frère de la mariée, et François Arrioust, son cousin germain, qui ne sçavent signer. Et de François Lebreton, cousin de la mariée, et de François Bonvallet, présants, qui ont signé avec nous.

Signé : F. Lebreton, F. Bonvallet, J. Javy, curé.

La profession du marié, Pierre Thibault, n'est pas indiquée dans cet acte, mais elle l'est dans l'acte de baptême de son fils Pierre, le 28 janvier 1681. Cette profession était celle de vigneron, comme l'était probablement celle de ses ascendants, comme le fut celle de ses descendants, jusqu'au grand-père de France. Nos recherches ne vont pas plus loin, car le registre s'arrête vers 1660. Des cinquième aïeul et aïeule d'Anatole France, nous ne connaissons que les noms, Pierre Thibault et Catherine Vengard. Le premier, mort avant le mariage de son fils, devait être né au début du dix-septième siècle, sous le règne de Henri IV. Ce que nous savons, c'est qu'ils étaient, eux aussi, de Saulgé-l'Hôpital, et ce détail nous autorise à croire que, depuis très longtemps, sinon de temps immémorial, la famille était fixée dans le pays, — chose rare, car, en Anjou comme ailleurs, les vignerons et les travailleurs de terre se sont toujours facilement déplacés d'un village à l'autre.

Les Thibault étaient, du reste, nombreux dans tout le Saumurois. On en trouve, au dix-septième siècle, dans la petite ville de Doué, qui n'est qu'à trois ou quatre lieues plus au sud, et, plus bas encore, sur la lisière du Poitou, à Montreuil-Bellay. Un Jehan Thibault était, en 1640, receveur des tailles et du taillon dans l'élection de Montreuil-Bellay. Son fils, François, épousa, le 14 juin 1643, Mathurine Orioust. A travers les déformations de l'orthographe, ce

nom est le même que celui de François Arrioust, cousin germain de la quatrième aïeule de France. D'autre part, un Mathurin Thibault, marchand à Doué, parent de Michel Thibault, notaire et arpenteur royal dans la même ville, épousa, le 11 juillet 1690, une demoiselle Marie Guibert (1). Or, un des Thibault de Saulgé-l'Hôpital, prénommé Pierre, comme le cinquième aïeul de France, était, vers la même époque, ou peu de temps avant, le mari d'une Jeanne Guibert, dont il avait eu, le 13 avril 1667, un fils également prénommé Pierre. Toutes ces familles habitant la même région et portant les mêmes noms, devaient être plus ou moins étroitement parentes.

Il n'y avait pas de Thibault que dans le Saumurois ; ils étaient communs dans tout l'Anjou. A Jarzé, près de Beaugé, sur la rive droite de la Loire, un gigantesque menhir garde le nom de la Roche-Thibault. A Angers même, ne compte-t-on pas encore vingt-six familles de ce nom? Certaines d'entre elles y avaient acquis la noblesse, comme les Thibault de la Carte de la Ferté-Senecterre et les Thibault de la Pinière. Mais c'est parmi les artisans, les maîtres des métiers que l'on a le plus de chances de retrouver des parents de France. Il serait surprenant, par exemple, que le sieur Louis Thibault, maître cordonnier, qui, le 9 décembre 1771, acquiert de Louis Guénaud, clerc tonsuré du diocèse d'Angers, une maison sise rue de l'Aiguillerie (2), proche de l'admirable palais roman qui fut si longtemps l'évêché, ne fût pas un arrière-grand-oncle de l'écrivain. Les premiers de leur race, en effet, Claude-Pierre Thibault, grand-père, et François Thibault, grand-oncle de France, échappent à la terre pour apprendre un métier, et ce métier est celui de cordonnier. Ce sont, il est vrai, des cordonniers rustiques, laissant volontiers l'alène pour la bêche : à la naissance de son fils François-Noël, père du grand homme, Claude-Pierre Thibault est qualifié de cultivateur. Mais enfin, ils étaient tout de même artisans, ils avaient appris un état, avec la longueur de temps, la patience, et suivant toutes les règles minutieuses alors prescrites. Cet apprentissage, n'est-ce pas à la ville qu'ils étaient allés le faire, et auprès du maître cordonnier de leur nom et probablement

(1) Archives départementales de Maine-et-Loire, E, 4025.
(2) *Ibid.*

de leur sang qui, dans le temps même où ils étaient apprentis (Claude-Pierre avait alors quinze ans), s'installait bourgeoisement rue de l'Aiguillerie? Les archives d'Angers sont si riches (la ville, sous l'ancien régime, ne comptait pas moins de dix-sept paroisses), que nous avons dû renoncer à vérifier les origines de Louis Thibault. Nous ne pouvons donc le rattacher d'une manière certaine à ses homonymes de Saulgé, mais la présomption nous semble d'autant plus forte que Claude-Pierre Thibault donna à son deuxième fils (le premier étant mort en bas âge) le prénom de Louis, jusque-là inusité dans la famille (1).

Il y avait des Thibault, non seulement en Anjou, mais en Poitou, dans le Maine, en Bretagne et dans tout l'Ouest. A ne consulter que le nobiliaire, où n'apparaît, comme on sait, que l'extrême cime des frondaisons généalogiques, on en voit également dans l'Ile-de-France, en Picardie, en Bourgogne (les Thibault de Noblet de la Rochethulon) et jusqu'en Flandre. Rien de plus naturel, si l'on songe que ce nom était d'abord un nom commun, une sorte de prénom, alors que les noms propres étaient encore inusités. Le vocable est, on le sait, d'origine germanique, et sa forme première est Thetbold ou Thebalt. C'est un fait que les Germains avaient, au cinquième et au sixième siècle, profondément envahi le val de Loire. Les *Formules angevines*, retrouvées jadis en Souabe par dom Mabillon, montrent qu'au septième siècle, à Angers, ils étaient au moins aussi nombreux que les Gallo-Romains. Clotaire Ier avait, en effet, prescrit de rendre la justice aux Gallo-Romains selon le droit romain, aux barbares selon les coutumes barbares : or, c'est la coutume barbare que suit le plus souvent le formulaire d'Angers (2)... Selon les vieilles chroniques, beaucoup de vainqueurs, séduits par la richesse du sol et la douceur du ciel, se seraient débandés pour se faire colons. Il n'y avait pas, en effet, de noblesse héréditaire chez les Francs, et les guerriers ne s'y glorifiaient que du nom d'hommes libres. Tout révèle en cette région un large afflux germanique. C'est des bords de la Loire que s'élève, au neuvième siècle, le fondateur de la dynastie capétienne,

(1) Il est vrai que ce prénom était aussi celui du grand-père maternel de l'enfant, Louis Le Blanc.

(2) A. Le Moy, *l'Anjou*, p. 66.

Robert, dit le Fort, comte d'Anjou, Robert qui, suivant la chronique du moine de Saint-Rémy, Richer, était fils de Wittekind, « étranger germain » (*advena germanus*). C'est de la même contrée que surgit, au siècle suivant, Thetbold ou Thibaut, comte de Blois et de Chartres, qui fonde la deuxième dynastie des comtes de Champagne.

Notre bon maître serait-il donc, à un degré, si lointain soit-il, d'origine germanique? En dépit de tout son communisme et de tout son internationalisme, cette hypothèse ne l'eût guère charmé. L'auteur du *Génie latin* se tenait pour un Gallo-Romain authentique, et rien en lui ne démentait cette opinion. Sa haute taille pouvait être d'un Celte aussi bien que d'un Germain (races que les anthropologues modernes tendent, d'ailleurs, à confondre). Ce long corps un peu indolent ne rappelait-il pas l'épithète qu'un historien romain appliquait aux Angevins de son temps, *Andegavi molles?*... Dans l'ensemble, les traits de France étaient ceux d'un Latin. On retrouve fréquemment en Anjou, chez les femmes surtout, ces cheveux noirs, ce nez friand (quoique, à vrai dire, de dimensions moindres), ce teint mat, ces grands yeux bruns aux lourdes et voluptueuses paupières... Mais où est ce beau regard qui semblait refléter toute la lumière du monde?

Si les très lointains aïeux de France, *les Thibault*, comme les nommaient encore certains actes de l'ancien régime, en soudant l'article au nom, sans doute par un rappel inconscient du clan antique, si ces aïeux ont pu être des Germains, — et cette hypothèse ne repose que sur un nom, — ils durent, dans tous les cas, se « romaniser » très vite. Par les mœurs et les institutions, Angers était encore, au septième siècle, une ville toute romaine. Elle conservait sa *curie*, avec, à sa tête, son maire, ou plus exactement, son *defensor*, qui était l'évêque, et son *maître des milices*. Si le *graf*, ou comte, lieutenant des rois francs, gouvernait la ville et rendait la justice, le plaideur pouvait en appeler à l'évêque (1). Les Francs de la Loire se fondirent si bien et si tôt dans la population gallo-romaine que, dès le neuvième siècle, ils ne comprenaient plus l'allemand. En 842, Louis le Germanique, pour se faire entendre des soldats neustriens de Charles le Chauve, qui, pour la plupart, étaient assuré-

(1) A. Le Moy, *l'Anjou*, p. 66.

ment encore d'origine franque, dut, en effet, se servir de la langue romane et c'est en cette langue qu'il prononça, comme on sait, le fameux serment de Strasbourg.

Quels que soient, donc, les mélanges lointains et multiples qui aient pu former le peuple angevin, Anatole France était de ce peuple, et de ses couches les plus anciennes et les plus profondes. Cette origine, il a, répétons-le, pris des précautions extraordinaires pour la masquer. Dans *le Livre de mon ami*, c'est au fond de l' « âpre solitude du Bocage » qu'il relègue les « paysans dont (il) sort », mais ce Bocage, par un étrange caprice géographique, il le transporte dans le Bas-Maine, aux environs d'Ernée. Avec l'art raffiné qu'on attend de lui et que, çà et là, une pointe d'émotion relève, il conte une aventure personnelle qui lui est, dit-il, arrivée lors d'une visite au pays de ses aïeux. C'est le merveilleux chapitre XII de l'ouvrage, chapitre intitulé : *l'Ombre*. Notre maître se représente, en sa vingtième année, galopant vers la « pauvre paroisse de Saint-Jean », où se trouvait, dit-il, « la maison maintenant déserte qui abrita pendant plus de deux cents ans ma famille paternelle ». La route était bordée d'arbres étêtés et affreux. Ces arbres, « on les nomme, dans le Bas-Maine, des *émousses*. Ils me faisaient une sorte de peur, à cause de ce qu'un vicaire de Saint-Marcel-d'Ernée m'avait conté la veille. Un de ces arbres, m'avait dit le vicaire, un de ces vieux mutilés du Bocage, un châtaignier étêté depuis plus de deux cents ans et creux comme une tour, fut fendu par la foudre, le 24 février 1849. Alors, à travers la fente, on vit dedans un squelette d'homme qui se tenait tout debout, ayant à son côté un fusil et un chapelet. Sur une montre trouvée aux pieds de cet homme, on lut le nom de Claude Nozière (*alias* Claude Thibault). *Ce Claude, grand-oncle de mon père*, fut, en son vivant, contrebandier et brigand. En 1794, il prit part à la chouannerie, dans la bande de Treton, dit Jambe-d'Argent. Blessé grièvement, poursuivi, traqué par les bleus, il alla se cacher et mourir dans le creux de cet émousse. Ni amis, ni ennemis ne surent ce qu'il était devenu ; et c'est un demi-siècle après sa mort que le vieux chouan fut exhumé par un coup de tonnerre ».

Y aurait-il, dans cette histoire fantastique un fond de vérité? L'aventure serait-elle simplement transportée dans le Bas-Maine et faudrait-il lire Saulgé-l'Hôpital, au lieu de Saint-Jean? Certains détails pourraient, de prime abord,

donner le change. Il est vrai que les Thibault étaient depuis plus de deux cents ans à Saulgé, quoiqu'ils n'y possédassent point de maison. Les prénoms de Claude et de René, — le premier surtout, — étaient de ceux qu'ils avaient habituellement portés. Mais le reste du conte est d'une invraisemblance manifeste. En 1864 ou 1865, quel « règlement d'affaire » aurait pu appeler le jeune France à Saulgé? Vingt ans plus tôt, France père avait, il est vrai, hérité de sa mère quelques parcelles de champs, mais, ne pouvant ni en jouir, ni les louer un prix suffisant, il avait dû depuis longtemps s'en défaire. Ensuite, si notre maître avait vraiment fait ce voyage, il eût pris le train ou la diligence. Bien que, dans *le Petit Pierre*, il ait de nouveau affirmé son goût juvénile pour le cheval, nous doutons un peu de ses aptitudes équestres et le voyons mal couvrant une étape de sept lieues. Le cheval n'est donc là que pour le décor. Les autres détails ne cadrent ni avec les êtres, ni avec les choses. La route des Ponts-de-Cé à Loudun n'est nullement bordée d'*émousses*, mais de trembles et de petits buissons d'aubépine. A Saulgé, comme dans tout l'Anjou, les cabaretières sont avenantes et ne servent pas de cidre, mais de l'excellent vin rose du pays. Nous savons enfin, pour tout dire, que France n'a jamais visité le village de son père. Aucun vieillard ne se souvient de l'y avoir vu. D'après les on-dit, il n'y aurait passé qu'une fois, en automobile, au cours de la dernière guerre, mais sans se faire connaître ; encore le détail n'est-il pas sûr.

Rien, d'autre part, ne permet de croire qu'un Thibault, grand-oncle de son père, se soit mêlé, non à la chouannerie mancelle ou bretonne (et pour cause), mais aux guerres de Vendée. Saulgé est, comme on sait, dans le Saumurois et non dans les Mauges, cette « Vendée angevine », pays de Cathelineau et de Stofflet qui, en 1793, courut la première aux armes. Le Layon limite, à l'est, la région rebelle, et Saulgé est au delà du Layon. En juin 1793, la grande armée vendéenne, l'armée de Lescure et de La Rochejaquelein, en marche sur Saumur, s'est bornée à traverser le pays, et une de ses bandes a simplement bivouaqué à Saulgé-l'Hôpital. Il reste de son passage des traces historiques. Le maire de la commune, Christophe Niveleau, fut, en effet, arrêté plus tard par les « bleus » et exécuté à Angers, le 12 ventôse an II (2 mars 1794). Les juges révolutionnaires lui reprochaient d' « avoir dit, à l'arrivée des brigands, et

lorsqu'ils abattaient l'arbre de la Liberté : *Te voilà donc, mâtin, te voilà donc tombé, après nous avoir fait tant de mal;* d'avoir laissé ses registres tomber au pouvoir des brigands et les avoir vu brûler au pied de l'arbre de la Liberté, avec une sorte de satisfaction, et être allé boire avec Cady, chef des brigands, duquel il a obtenu la remise d'un fusil qu'on lui avait pris ». Christophe Niveleau était, en outre, inculpé « d'avoir, au mépris de la loi, et pour maintenir un prêtre constitutionnel dans ses fonctions, admis ce prêtre au serment secret, lorsqu'il devait être fait devant le peuple (1) ».

Mais, s'ils furent sympathiques aux rebelles, les habitants de Saulgé embrassèrent-ils leur cause et allèrent-ils grossir leurs rangs? Rien ne l'indique. Ils semblent, au contraire, être demeurés fort tranquilles chez eux. On sait qu'en dehors des quatre cents paroisses originelles qui se soulevèrent, la Vendée ne fit que peu ou point de prosélytes. Plusieurs détails montrent qu'en ce qui le concerne, Claude-Pierre Thibault, grand-père d'Anatole France, ne quitta pas son village. Marié depuis deux ans à peine, il était déjà père d'une fillette de sept à huit mois et, moins d'un an après le passage des Vendéens, le 28 ventôse an II (18 mars 1794), il eut un deuxième enfant, Pierre-Jean. De son côté, son frère François, également cordonnier, ne semble pas être sorti de son échoppe. Leurs oncles, — puisqu'il s'agirait d'un grand-oncle de François-Noël, — s'ils vivaient encore, étaient beaucoup trop âgés pour faire campagne. L'un d'eux, qui s'appelait, en effet, Claude, et que l'on serait tenté d'assimiler à Claude Nozière, était né en 1711. S'il vivait encore, il devait avoir, en 1793, quatre-vingt-deux ans. Ce n'était, du reste, ni un contrebandier, ni un brigand, mais un honnête vigneron, comme tous les siens. Sa bonne femme, Anne Gamichon, lui avait donné de nombreux enfants, entre lesquels Georges, né en 1747, et Marie, née en 1757. Un deuxième oncle, Jean Thibault, né en 1718, s'était fixé à Cunault. Il faut donc barrer la génération des oncles du grand-père, trop âgés pour se battre. Seule, la génération du grand-père même de France aurait pu prendre le fusil. Or, on a vu que ni cet aïeul ni son

(1) E. Quernau-Lamerie, *la Justice révolutionnaire en Maine-et-Loire*, la commission Parein-Félix, p. 108-109. Cf. C. Port, *la Vendée angevine*, I, 132.

frère n'avaient vraisemblablement bougé. Il faudrait alors se rabattre sur leurs cousins, Georges et les autres fils de Claude, les enfants de François, de Guillaume et de Paul Thibault, — ce dernier époux de Mathurine Coignard. Il est bien impossible de dire si l'un d'eux a suivi ou non les Vendéens. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun souvenir n'en est resté dans la famille et que, d'autre part, aucun des Thibault de Saulgé ne figure parmi les victimes de la Terreur.

Entre ces victimes, les actes révolutionnaires citent Marie Thibault, née à Chalonne, ci-devant religieuse carmélite, condamnée à la déportation perpétuelle le 15 floréal an II (4 mai 1794) ; René Thibault, de Saint-Florent, jugé et exécuté à Doué, le 20 frimaire an II (10 décembre 1793) ; Thibault-Chambault, probablement d'Angers, exécuté à Saumur, le 4 nivôse an II (24 décembre 1793) ; Mathurin Thibault, laboureur de Chemazé (Mayenne), exécuté à Angers, le 26 germinal an II (16 avril 1794) ; enfin, Marie-Jeanne Thibault de la Pinière, sans profession, née à Angers, guillotinée dans cette ville le 7 pluviôse an II (27 janvier 1794). Cette demoiselle, comme toutes les personnes de sa classe, était inculpée, suivant une formule *omnibus*, « d'avoir eu des intelligences avec les Vendéens ; d'avoir secondé les efforts du fanatisme en assistant aux messes que célébraient les scélérats de prêtres ; d'être, comme noble, l'ennemie de la liberté (1) ».

L'histoire de l'arrière-grand-oncle chouan, mort dans un arbre creux, n'est donc pas un souvenir de famille. Elle est bien ce qu'elle paraît être, c'est-à-dire un conte. Mais ce conte, d'où notre maître l'a-t-il tiré? Pourquoi l'avoir situé dans le Bas-Maine et précisément à Ernée? Cette petite ville n'est point imaginaire ; elle existe, aux confins du Maine et de la Bretagne, et elle a bien été le premier centre de la chouannerie. C'est dans ses environs immédiats que Jean Cottereau, dit Jean Chouan, et ses frères, faux-sauniers sous l'ancien régime, recrutèrent leurs premiers partisans ; que Louis Treton, dit Jambe-d'Argent, le « Cid de la chouannerie », qui a, lui aussi, existé, entama sa vie héroïque. On entrevoit donc, sous le conte de France, un

(1) E. Quernau-Lamerie, *la Justice révolutionnaire en Maine-et-Loire*, p. 142 et sq.

fonds réel d'histoire chouanne. Mais ce fonds, d'où provient-il?

Nous chercherions sans doute encore si un livre poudreux d'Émile Souvestre, feuilleté sur les quais, ne nous eût soudain offert la clef de l'énigme. Ce vieux recueil populaire, paru en 1857 dans la collection Michel Lévy à un franc le volume, s'intitule *Scènes de la Chouannerie* et s'ouvre par une description du Bas-Maine et des arbres étêtés, les *émousses*, qui bordent les routes. On y lit, page 11 :

A l'angle le plus apparent (du carrefour) s'élevait un de ces arbres garnis, depuis la base jusqu'au sommet, de branches que l'on émonde tous les trois ans, et qui bordent les routes du Maine d'une double colonnade de verdure. Je fus frappé de la présence d'une croix clouée à son écorce et au-dessous de laquelle une jeune paysanne était agenouillée. Mon compagnon s'en aperçut :

— Ah! vous regardez la grande *émousse*... Vous verrez que le tronc est creux. Pendant la guerre, c'était la meilleure cachette pour les Chouans, et *il y a quelques années que l'on a trouvé dans l'* « *émousse* » *que vous voyez le squelette de l'un d'eux, avec son fusil et son chapelet...*

La deuxième partie du volume (pages 89 et suivantes) relate longuement les exploits de Louis Treton, dit Jambe-d'Argent, dans la bande duquel se serait enrôlé Claude Nozière, *alias* Claude Thibault... Aucun doute n'est possible : voilà bien la source où France a puisé. Certes, le maître a démarqué, il a amplifié cette anecdote avec un art infini. Son génie propre se révèle, notamment, par le mélange de l'égrillard au fantastique. Le chouan dont le squelette a été trouvé dans l' « émousse » et que la crédulité publique tend à vénérer comme un saint, n'était peut-être qu'un bandit et un paillard : « Son chapelet ne lui servit de rien, il s'était damné pour une femme... Il avait perdu son âme avec la femme du boulanger... » France prête ces propos à une affreuse cabaretière, un vieux spectre « au nez rougé et aux yeux morts, avec des paupières sanglantes », qui lui sert du cidre, des œufs et du lard. Et à cette vision horrible, il oppose, par un savant contraste, l'ombre délicate d'une jeune fille, apparue sous le manteau de la cheminée.

Comment ne pas croire à la réalité de l'aventure quand on en lit la fin, d'une candeur si parfaite, d'un accent si

ému : « Le lendemain, je visitai la maison déserte où vécurent en leur temps Claude et René ; je parcourus le pays ; j'interrogeai le curé ; mais je n'appris rien qui pût me faire connaître la jeune fille dont j'avais vu l'ombre. Aujourd'hui encore, je ne sais s'il faut en croire la vieille cabaretière. Je ne sais si quelque fantôme visitait, dans l'âpre solitude du Bocage, les paysans dont je sors et si l'Ombre héréditaire qui hantait mes aïeux farouches et mystiques, ne s'est pas montrée avec une grâce nouvelle à leur enfant rêveur. »

Et l'on a dit, et France a soutenu lui-même qu'il n'avait pas d'imagination ! Qui en eut jamais davantage, et de la plus alerte, et de la plus fine? N'est-ce pas un don reçu dès le berceau et n'avoue-t-il pas lui-même l'avoir possédé, au moins dans son enfance : « Toujours enfoncé dans quelque rêverie, vivant beaucoup dans le domaine des songes..., je possédais le don d'évoquer à mon gré les scènes et les personnes (1)... » Ce don, il ne l'a jamais perdu et c'est grâce à lui qu'il a été conteur. Du vieux récit de Souvestre, amalgamé avec d'autres réminiscences (l'ombre de la jeune fille a l'air de sortir d'une nouvelle anglaise), mêlé à des visions et à des songes, les uns horribles, les autres gracieux, il a fait une émouvante aventure personnelle. Qui sut jamais, avec un art plus achevé, fondre la réalité et le rêve et débiter, comme Ulysse, des « mensonges semblables à la vérité »?

*
* *

Mais ce n'est pas une œuvre d'imagination, ce n'est pas un conte ou une série de contes que France a prétendu écrire dans *le Livre de mon ami;* c'est une généalogie réelle, et voilà bien ce qui est grave, car cette généalogie est fausse à plaisir, et même fausse à dessein. La vérité est déguisée ou déformée sur des points essentiels, comme le lieu d'origine, l'âge et la condition des parents. Dans *le Livre de mon ami*, les aïeux paternels de France sont du Maine, dans *Pierre Nozière* ils sont du Valois : « C'est un pays de grande douceur que ce Valois... *Je le sens à moi, ce sol que mes pères ont semé...* Il est permis à un vieux Parisien archéologue d'aimer d'un amour spécial l'Ile-de-France et les régions

(1) *Le Petit Pierre*, p. 58.

voisines, centre vénérable de notre France à tous... *C'est là, enfin, ma patrie dans la patrie* (1). »

Il faut rapprocher ces fausses confidences des dates également fausses mises par France sur la tombe de ses parents, au cimetière de Neuilly : *Mme (France) Thibault, née Antoinette Gallas*, 1813-1886 ; *François-Noël (France) Thibault*, 1806-1890. Mme France est née le 1er novembre 1811 à Chartres ; l'état civil de cette ville, consulté par M. Le Moy, l'atteste ; elle est morte à Paris, le 27 mai 1886. Quant au père France, il était né, on l'a vu, non en 1806, mais en 1805, le 25 décembre. Il est difficile d'admettre que cette double erreur soit fortuite, — et, si elle est volontaire, comme tout porte à le croire, n'a-t-elle pas pour but d'égarer ou d'interdire les recherches? Ignorant à la fois le lieu et la date exacte d'une naissance, plus d'un généalogiste serait dérouté. Par surcroît de précautions, France a laissé dire à ses biographes, à ceux qu'il avait directement renseignés, comme M. Roger Le Brun et M. Georges-Armand Masson, que sa mère était d'origine brugeoise. C'est dans *le Petit Pierre* seulement qu'il fait allusion à sa naissance beauceronne. Il y avait évidemment un mystère, un pieux mensonge sous cette indication fausse, et le secret s'en échappe de la brève analyse que M. Le Moy a publiée d'une pièce décisive : l'acte de naissance d'Antoinette Gallas, muet sur le nom de son père...

Il n'y a rien là de déshonorant, en vérité, et nul n'eût songé à en faire un crime à France. Il n'y a rien de déshonorant non plus à descendre de paysans : quel est le Français de souche un peu ancienne qui ne retrouve ses aïeux groupés autour de quelque foyer rural? Le père d'Alfred de Vigny disait à son fils, cependant si entiché de sa noblesse : « Nous fûmes tous laboureurs ; nous avons tous conduit notre charrue : l'un a dételé le matin, l'autre l'après-midi, voilà toute la différence. » Avouons néanmoins qu'il est rare de voir naître d'un laboureur, illettré à vingt ans, l'un des plus purs écrivains de la langue française. Les chaumières les plus humbles ont, de tout temps, produit des généraux, des hommes d'Église et des artistes. Diderot soutenait même qu'il était bon que le sculpteur eût « quelque chose de rustique ». En littérature, il n'en va pas tout à fait ainsi, même

(1) P. 169, 170.

au dix-neuvième siècle, — siècle de la démocratie, comme on sait. Presque tous les grands poètes et la plupart des grands écrivains étaient de souche aristocratique ou, tout au moins, bourgeoise. Renan était de petite bourgeoisie maritime et il fallait remonter à deux générations au moins du côté de son père pour retrouver de simples pêcheurs ou des laboureurs ; quant à sa mère, elle appartenait à la bourgeoisie de Lannion. Baudelaire seul, dont le père était fils de paysans champenois, rappellerait un peu le cas de France. Balzac aussi, il est vrai, était petit-fils de paysans ; ses oncles et ses cousins germains labouraient encore la terre. Mais on peut dire que cela se voyait. Malgré le changement de *Balssa* en Balzac et la particule, sa prétendue noblesse ne trompait personne. Les dehors, les manières du grand homme étaient communs ; on en riait dans les salons où il avait la faiblesse de fréquenter : *la Duchesse de Langeais* reste le précieux témoignage des souffrances et des humiliations que sut lui infliger le monde. Chez France, rien de tel : même sous la timidité native et sous un reste de gaucherie, rien ne décelait plus le paysan. Les traits du maître, en son âge mûr, étaient ceux d'un prélat de la Renaissance ; son profil rappelait un peu celui de François Ier et plus d'une des personnes qui se disent « nées » aurait pu lui envier la finesse et la beauté de ses mains. Bref, c'était la distinction même et il y avait quelque chose d'aristocratique dans son regard, dans son sourire, dans la grâce de son accueil. Convenons qu'en lui toutes les étapes ont été brûlées et admirons les trésors cachés au plus profond de nos couches terriennes, ces trésors qui ont pu étinceler tout à coup dans un Baudelaire ou dans un France...

Loin de désobliger notre maître, l'humilité de ses origines n'est-elle pas plutôt pour l'honorer? Il aurait pu en montrer quelque fierté et dire comme d'autres : « Voilà d'où je suis parti, voilà ce que je suis devenu. » Renan a, d'une rusticité plus lointaine, tiré un de ces beaux couplets, une de ces invocations berceuses, une de ces admirables *Romances à l'étoile* où il excellait : « O pères de la tribu obscure de laquelle je puisai la foi à l'invisible, humble clan de laboureurs et de marins... » France n'aurait-il pu, lui aussi, dire de ses ancêtres : « Ils vécurent là treize cents ans d'une vie obscure, faisant des économies de pensées et de sensations dont le capital accumulé m'est échu... Pas un de ces braves

n'a cherché, comme disent les Normands, à *gaaigner* ; aussi restèrent-ils toujours pauvres... Ils ne connaissaient [qu'un] genre d'occupation, cultiver la terre... »

A part le nombre de siècles, qui ne pouvait, d'ailleurs, pas être fixé plus exactement chez Renan que chez France, — car ce n'est que par simple présomption, sans aucun élément de filiation réelle, que l'auteur des *Souvenirs d'enfance* a pu se rattacher au « clan des Renan, bonnes gens venus de Cardigan, sous la conduite de Fragan, vers l'an 480 », — tout ce passage s'appliquerait aux vignerons de l'Anjou comme aux laboureurs et aux marins du Trégorrois. Mais France a préféré une généalogie factice. Il s'est choisi comme grand'mère paternelle la fille d'un médecin de Versailles qui aurait soigné le dauphin, fils de Louis XVI. Son propre père devient, lui aussi, un médecin, bien que tout le monde sût qu'il était libraire. Peut-être cette fausse qualité n'est-elle pas choisie sans dessein. Il y avait eu, en effet, à Paris, sous la Restauration, un docteur Thibault connu et réputé. Libéral, ami du général Gérard, il avait joué un certain rôle dans les événements de 1830. D'après Louis Blanc, ce fut lui qui, par l'intermédiaire du baron de Vitrolles, engagea le premier Charles X à céder au vœu populaire et lui proposa les noms de Mortemart et de Gérard, — ces deux ministres d'un jour que balaya aussitôt le vent de l'émeute. Anatole France avait lu de très près Louis Blanc : on en aura tout à l'heure la preuve. Peut-être a-t-il voulu éveiller l'idée d'une parenté entre son père et ce docteur Thibault, que tous les vieux Parisiens avaient connu. Il n'y avait pas de parenté, il n'y avait qu'une simple homonymie, mais le lecteur pouvait l'ignorer et la présomption était flatteuse... Tout *le Livre de mon ami* a été écrit de la sorte, pour revêtir d'une respectabilité bourgeoise la famille de l'auteur.

Sans doute France avoue qu'à l'origine il y eut dans sa branche des paysans, mais il recule tant qu'il peut ce lien vulgaire, en réalité si frais et si récent. A l'en croire, c'est un sien arrière-grand-oncle qui aurait été chouan, alors que, seul, un grand-oncle aurait pu en courir la chance. C'était une génération de gagnée. Et puis, France veut bien avoir eu des aïeux paysans, mais des paysans romanesques, à la fois « farouches et mystiques ». Brigands à l'occasion, satellites de Treton, dit Jambe-d'Argent, ils ne meurent pas

prosaïquement dans leur lit, mais au creux d'un arbre, le fusil entre les jambes, le chapelet aux doigts. Il n'est pas jusqu'à sa réception à l'Académie qui ne reflète cette légende. L'honnête M. Gréard, chargé de le recevoir, et que lui seul avait pu renseigner, représenta son père comme un « Vendéen du Bocage », alors que le père France n'était ni de la Vendée, ni même du Bocage angevin. Mais « Vendéen du Bocage » faisait bien...

De toute sa parenté angevine, France n'a avoué qu'une tante. Encore cette tante n'en était-elle pas une ; M. Le Moy l'a déjà montré. La « tante Chausson » du *Petit Pierre* « habitait Angers, où elle était née et s'était mariée ». C'était, à en croire l'écrivain, une sœur de son père, « de beaucoup plus âgée » ; elle se serait appelée Renée et serait devenue veuve, après huit ans de mariage. Or, François-Noël Thibault avait deux sœurs, toutes deux ses aînées, Marie et Véronique. La plus âgée était Marie. Elle était née le 24 octobre 1792, non pas à Angers, mais à Saulgé-l'Hôpital, où elle s'était mariée à un brave homme nommé René Moreau. Dans ses lettres à son frère Louis, François-Noël parle quelquefois de cette sœur aînée, à laquelle il envoie le bonjour. Jamais il ne mentionne ni un séjour, ni même une visite d'elle à Paris. Comme le dit fort bien France lui-même, c'était alors un grand voyage ; il demandait de deux à trois jours et des gens modestes, comme les Moreau, devaient y regarder à deux fois avant de l'entreprendre. Faut-il en conclure, avec M. Le Moy, que la tante Chausson n'est qu'un mythe? Il ne le semble pas. Ce qui est sûr, c'est que ce n'était pas une tante paternelle de l'écrivain, mais, selon nous, le personnage a dû exister et nous sommes tentés d'y voir l'ancienne patronne de François-Noël Thibault, Mme Samson. Les deux noms ont même nombre de syllabes, et même désinence. En outre, Mme Samson, bourgeoise de campagne, faisait de fréquents séjours à Paris, où elle descendait précisément chez son ancien domestique. Le père France, dans ses lettres, relate à diverses reprises ses séjours. Sous la « tante Chausson » c'est donc Mme Samson qu'il faudrait lire. Ainsi s'expliqueraient l'autorité et la liberté de langage dont cette dame jouissait dans le jeune ménage, autorité dont le « Petit Pierre », enfant unique et gâté, paraît avoir souffert, car il lui en a visiblement gardé rancune...

Des paysans de sa race, à en croire *le Livre de mon ami*,

il n'y en avait plus. « Il n'y a plus de Nozière, » entendez : plus de Thibault ; il n'y a plus que le « docteur de Paris », dit, en branlant la tête, la vieille de *l'Ombre*. Ainsi, les biographes futurs ne seraient pas tentés de les chercher. Les Thibault sont des déracinés, et la famille provinciale originelle est éteinte : c'est l'opinion que France a, manifestement, voulu accréditer. Or, il n'en était rien. Les deux frères aînés de son père, Louis et Pierre Thibault, s'étaient mariés à Saulgé-l'Hôpital et ils y avaient fait souche. Le « père Louis », mort en 1881 seulement, avait eu trois enfants, dont deux fils, Louis et Dominique. Le premier, entrepreneur de plâtrerie à Angers, fit de bonnes affaires. Il a laissé un fils, également appelé Louis, qui lui a succédé et qui est mort en 1910. Le second, Dominique, s'établit marchand de vins à Tiercé. Il a laissé, lui aussi, un fils qui vit encore, M. Dominique-Louis Thibault, conservateur des titres au Crédit Lyonnais d'Angers, aujourd'hui à la retraite.

L'oncle Pierre, frère puîné de Louis, fut garde champêtre à Saulgé. Il est mort en 1870, laissant deux fils, Frédéric-Pierre et Victor. Le premier, familièrement appelé le « père Pierre », était un grand homme sec, aux yeux rouges et enflammés. Ce cousin germain d'Anatole France était, de son état, tisserand, métier qui, vers le milieu du siècle dernier, s'était répandu dans le Bas-Anjou. On tissait de la toile à mouchoirs : cette industrie a aujourd'hui disparu pour se concentrer à Cholet. Le dimanche, le « père Pierre » aimait aller au café faire sa partie et, quand il perdait, il était, dit-on, d'assez méchante humeur. Il est mort en 1895. Victor Thibault, son frère, autre cousin germain d'Anatole France, était ce que, dans les campagnes, on appelle un « innocent ». Domestique de ferme, il alla de maisons en maisons, ne récoltant partout que des moqueries traduites, suivant l'usage, par des sobriquets.

Le père France connaissait parfaitement toute cette postérité de ses frères ; il resta en relations plus ou moins suivies avec elle jusqu'à sa mort. Les enfants et les petits-enfants de son frère Louis surtout, ne manquèrent jamais de lui écrire et de venir le voir chaque fois qu'ils se rendaient à Paris. Le vieillard les reçut toujours avec sa simplicité et sa cordialité de patriarche. Mais son fils, sur ce point comme sur tant d'autres, fut bien loin de l'imiter. Ces proches parents, ces cousins germains et leurs fils, neveux à la mode

de Bretagne, Anatole France n'a jamais voulu les connaître. Pour lui, ils n'ont jamais existé. Ceux qui allaient à Neuilly visiter « l'oncle France », n'osèrent jamais se risquer rue Chalgrin. Devant sa bourgeoise moitié, fille de propriétaires, petite-fille d'un membre de l'Institut, M. Bergeret se fût-il exposé à rougir des siens? Lui « humaniste obscur et pauvre... étranger à la société aristocratique, issu d'une longue suite d'aïeux inconnus... », elle « d'un orgueil dynastique... Près d'une Pouilly, qu'était-ce qu'un Bergeret?... » L'attitude n'est pas héroïque, ni même courageuse, mais elle est, hélas ! humaine, très humaine...

Le héros du *Mannequin d'osier*, loin de s'en féliciter ou de s'y résigner, souffrait d'être pauvre et obscur. Il avait des ambitions, il voulait faire sa carrière et il a, en somme, parfaitement réussi à la faire. Bien qu'il s'en défende, bien qu'il se représente toujours comme un timide et un maladroit, un songe-creux, un dormeur éveillé, étranger aux intrigues du monde, il a mis à sa fortune une grande constance et une rare habileté. La gloire lui est venue un peu tard, mais elle est venue, complète, éclatante. Il a voulu être de l'Académie, et il en a été. Ce n'est guère par hasard, eût-on même du génie, que l'on cueille ce genre de laurier ; il y faut, dit-on, un singulier esprit de suite, un grand art des ménagements, une vraie science des relations. Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les longues étapes et les savantes manœuvres qui préparèrent un scrutin victorieux.

Ces ambitions, si légitimes fussent-elles, expliquent peut-être la singulière faiblesse de France : la composition d'une généalogie fausse, plus flatteuse aux yeux du monde que la vraie. Le grand écrivain a voilé avec beaucoup d'art, mais il a complètement voilé l'humilité des siens. Il n'y avait pas plus petites gens que ses parents ; il s'est efforcé de leur donner les airs de ce que l'on est convenu d'appeler l' « honnête bourgeoisie ». Quant à ses oncles et à ses cousins germains, ils s'évanouissent, on n'en trouve plus trace. Exclus de ses livres, même de ses livres de famille, ils devaient l'être également de sa vie. Ayant une fois refusé de les reconnaître, ce refus l'a lié pour le restant de ses jours, et lorsqu'il a été célèbre, lorsqu'avec la gloire est venue l'indépendance, et qu'il a pu donner libre cours à son zèle humanitaire, au moment où l'on eût trouvé naturel qu'il se vantât de ses origines plébéiennes, France était

captif de ses premières fictions. *Le Petit Pierre* et *la Vie en fleur* ne pouvaient démentir, ni même corriger, à peine atténuer *le Livre de mon ami...*

Mais, sans la fréquenter, si elle lui déplaisait, l'écrivain illustre et opulent n'aurait-il pu, tout au moins, assister discrètement la partie de sa famille qui était restée pauvre et même presque indigente? Pierre-Emmanuel Thibault, fils de son cousin germain Frédéric-Pierre, était mort prématurément, à Saulgé-l'Hôpital, laissant une veuve et quatre enfants en bas-âge. Jamais les lettres adressées villa Saïd ne reçurent de réponse. M. Le Moy l'a dit, et M. Le Moy est bien placé pour le savoir. Peu de temps avant la guerre, l'instituteur du village prit sur lui d'écrire à son tour : il signala l'intelligence, les dispositions heureuses du plus jeune des Thibault, joignant à sa lettre quelques dessins de son élève. Il n'eut pas davantage de succès : sa missive fut-elle même ouverte? Ne serait-ce pas pour faire une parenté devenue gênante qu'au lieu de se retirer près d'Angers, la ville la plus belle et la plus originale de l'Ouest et qui, à ce titre, devait assurément lui plaire, Anatole France est allé se fixer à Tours?

C'est donc un reniement complet, avec toutes ses cruautés, qui s'est imposé à sa vieillesse. N'en a-t-il pas souffert et n'a-t-il eu ni scrupules ni remords? Les scrupules ont tout au moins hanté son esprit, car il a éprouvé le besoin de les combattre. Comme beaucoup de doctrinaires et de moralistes ou d'immoralistes qui prétendent faire table rase des mœurs et des lois, il s'est efforcé de justifier en théorie ce qu'il pratiquait en fait : « Il m'a paru, dit-il dans le *Petit Pierre*, que la sagesse était de se détourner de soi-même, de *s'oublier soi-même, ou de s'imaginer autre qu'on n'est, et par la nature et par la fortune* (1). » Singulier parti pris, pour une autobiographie! Avec une hâte quasi fébrile, l'agile dialecticien saisit au vol toutes les théories ou toutes les hypothèses de la science qui semblent l'autoriser à dénouer les liens de la nature : « Je suis, dit-il, une autre personne que l'enfant dont je parle. Nous n'avons plus en commun, lui et moi, un atome de substance ni de pensée (2). » A plus forte raison n'avait-il rien de commun avec tous ces

(1) P. 316.
(2) P. 317.

Thibault qui se croyaient ses parents... C'était la négation complète de l'hérédité et de la famille, négation conforme, du reste, aux doctrines communistes. Ceux qui ont connu la vie intime de France dans ses dernières années savent jusqu'où il entendait pousser une telle négation. Disons que c'est volontairement qu'il a dédié *le Petit Pierre*, non à l'un des siens, mais au fils d'un de ses amis, tué à la guerre. Entre ceux qui tenaient à lui par le sang et qui avaient subi le même tragique destin, il n'aurait eu, cependant, que l'embarras du choix. Sans parler de Michel Psichari, son gendre, l'aîné des quatre jeunes Thibault, de Saulgé, ses petits-neveux, était tombé dès le mois d'août 1914, dans les rangs du 135e de ligne, d'Angers. Son nom, — Eugène Thibault (1), — est le premier inscrit sur le monument, une humble croix de pierre, que la commune de Saulgé-l'Hôpital a élevé à ses morts et qui se dresse près de l'église où, pendant plus de deux cents ans, les aïeux de France ont reçu le baptême, le mariage et la sépulture...

*
* *

Montaigne a dit qu' « il ne faut pas guetter les grands hommes aux petites choses ». Aurions-nous manqué à ce précepte? Nous ne le croyons pas. Seul, le souci d'établir les vraies origines de France, la comparaison entre ses confidences publiques et les actes d'état civil, nous a fait découvrir des points faibles que nous n'eussions jamais songé à rechercher. Ces points faibles, une fois acquis, fallait-il les voiler par bienséance et par respect pour une mémoire qui, malgré tout, nous est chère? C'eût été, alors, manquer à la vérité et n'importe quel historien futur eût été en droit de nous reprocher nos prétéritions et nos silences. Qu'on le veuille ou non, l'heure de la postérité a sonné pour France, et tout déguisement serait aujourd'hui mal venu. La pensée de cette heure n'eût, d'ailleurs, nullement troublé notre maître, car on sait qu'il ne croyait pas à une autre vie et tout ce qui devait être posthume n'obtenait de lui que la plus sereine indifférence. Dans ses accès de mélancolie noire, il allait même jusqu'à prophétiser la ruine complète de notre civilisation y compris son

(1) Il s'appelait en réalité Eugène-Emmanuel.

œuvre : « Il ne restera rien de nous », c'est la conclusion, atrocement pessimiste, de *la Vie en fleur*. Soit matérialisme, soit nihilisme, les divulgations auxquelles il devait s'attendre, après sa mort, ne le touchaient donc nullement, et l'on se flatte que les nôtres n'eussent pas échappé à la règle.

Reprenons maintenant ses mémoires et, à la lueur de faits certains et positifs, tentons d'y voir un peu plus clair, de restituer, s'il se peut, les jours vrais de son enfance, car tout, dans ces récits, n'est pas faux, mais la vérité y est fragmentaire, parfois masquée, plus souvent transposée avec une adresse et une subtilité infinies.

Le père de France, laboureur à vingt ans, — c'est la profession qu'il a lui-même déclarée au bureau de recrutement d'Angers, — s'était engagé, le 10 mai 1826, au 4e régiment d'infanterie de la garde royale. Sa belle taille, moins élevée cependant qu'on ne l'a dit (1 m. 71), l'avait fait admettre dans ce corps d'élite. Il appartint successivement au 2e bataillon, 1re compagnie, puis au 1er bataillon, 2e compagnie (1). Le 4e régiment portait, comme toute l'infanterie de la garde, l'habit bleu de roi et le pantalon blanc, mais il se distinguait par des parements et des retroussis cramoisis. Comme M. Le Moy et M. Georges Huard l'ont présumé, c'est du père de France qu'il s'agit dans ce passage de *Pierre Nozière* où le marquis de Gerboise et l'armurier Leclerc échangent leurs souvenirs. L'armurier Leclerc, c'est le père Thibault lui-même. Il avait, dit-il, tenu garnison à Courbevoie, et Courbevoie était, en effet, la garnison du 4e régiment d'infanterie de la garde. Si l'on veut connaître le clair et simple langage du père France, on n'a qu'à lire les réflexions tranquilles et terre-à-terre de Leclerc. Ce n'est plus le discours savant, solennel et même académique du docteur Nozière, c'est, cadrant parfaitement avec le texte des lettres que M. Le Moy a publiées, un ton populaire et naïf, avec un fonds de bon sens champêtre : « Oui, monsieur le marquis... oui, c'était le bon temps dans un sens, mais j'étais tout de même malheureux par rapport aux camarades de chambrée, qui avaient trouvé une grammaire dans mon fourniment. Parce qu'il faut vous dire que j'avais

(1) Archives administratives du ministère de la Guerre, 28. Garde royale, 4e régiment d'infanterie, 6e volume, n° 3843.

voulu apprendre le français au régiment, et j'avais acheté une grammaire sur ma paye. Mais les hommes se sont fichus de moi et m'ont berné dans mes draps. Et pendant six mois on chantait dans le quartier :

As-tu vu la grand'mère,
As-tu vu la grand'mère
A Leclerc? »

Avant d'apprendre la grammaire, le père France avait appris à lire et à écrire, car, en arrivant au régiment, il était totalement illettré. Comme c'était un très bon sujet, après quatre ans de services, il fut nommé caporal, le 24 mai 1830. On dit que l'armée est une école de démoralisation et de vice. On le disait déjà à la fin des guerres de l'Empire. Balzac nous trace des demi-soldes un tableau peu édifiant et qu'il y a lieu, hélas ! de tenir pour véridique. France lui-même dit du mari de Mme Mathias qu'il « avait pris du vice à l'armée ». Il faut bien croire que le contraire était arrivé à son père, car il y avait pris le goût de l'étude, et n'en avait retenu que les leçons de droiture et d'honneur.

Le caporal de la garde François-Noël Thibault était aux rudes journées de juillet 1830, où son corps fut très éprouvé. Il eut la chance de ne recevoir aucune blessure. Quant à M. de Gerboise, c'était, en réalité, le comte Huchet de Labédoyère, gentilhomme non pas angevin, mais breton, qui fut sans doute, comme M. Huard l'a montré, le premier bâilleur de fonds du libraire France. M. de Labédoyère avait été lieutenant à la 1re compagnie des gardes du corps (compagnie de Croy). Son grade correspondait à celui de colonel dans les troupes de ligne. Après les journées de Juillet, il avait accompagné Charles X à Cherbourg. François-Noël Thibault fut-il du voyage? Anatole France l'a soutenu dans un article nécrologique sur le comte de Labédoyère, publié par le *Bibliophile français* de mars 1870 : « Il y avait, dit-il, un autre lien entre le gentilhomme et le libraire. Ils se souvenaient tous deux d'avoir, à Cherbourg, en 1830, après les adieux de Rambouillet, brisé, l'un son épée, l'autre son sabre, et emporté tous deux un lambeau fleurdelisé du même drapeau blanc. » L'anecdote est jolie et se termine par un bel alexandrin, mais est-elle exacte? D'après tous les mémoires contemporains, ceux, entre

autres, du baron de Damas (1), les troupes qui avaient suivi Charles X à Rambouillet se séparèrent de lui, sur son désir même, le 4 août 1830, à Maintenon. Les régiments de la garde, rangés en bataille avec les autres, lui présentèrent pour la dernière fois les armes et poussèrent pour la dernière fois en son honneur le cri de : « Vive le roi ! » Puis, la séparation s'accomplit. Seuls, les gardes du corps et la gendarmerie d'élite accompagnèrent jusqu'à Cherbourg le souverain déchu. Les autres troupes, conduites à Chartres par leurs officiers, y furent licenciées. François-Noël Thibault ne brisa donc point son sabre, s'il avait un sabre ; il suivit le sort de ses camarades et fut licencié avec eux, le 23 août 1830. Le registre officiel le porte comme *disparu*, avec les autres hommes de son corps, à dater du 5 avril : ce mot s'applique sans doute à la bifurcation plus ou moins irrégulière sur Chartres. Comme le caporal Thibault n'avait pas achevé son temps de service, il reçut, en outre, un congé d'un an. A l'expiration de ce congé, d'après son petit-neveu, M. Dominique-Louis Thibault, qui a recueilli ce détail de sa bouche, il aurait contracté un deuxième engagement dans un régiment d'infanterie. Le service étant alors de sept ans, François-Noël n'aurait été libéré de ce deuxième engagement qu'en 1838, et voilà sans doute pourquoi M. Georges Huard n'a pas réussi à retrouver sa trace avant le début de ladite année.

De son passage dans la garde, le père France avait certainement conservé des sympathies légitimistes, mais furent-elles aussi ardentes et surtout aussi exclusives que son illustre fils l'a prétendu? L'armurier Leclerc lui-même nous en fait douter : « C'était le bon temps... dans un sens », dit-il. Les lettres de 1848, publiées par M. Le Moy, nous montrent le père France rallié à la république : « La république ne nous effraie nullement, dit-il à son frère Louis. Tout le monde paraît y avoir confiance... Nous portons tous la cocarde tricolore à la boutonnière. » L'ardent républicanisme de ses amis, Jean et Jacques Charavay, semble l'avoir gagné. Il édite les *Conseils aux jeunes républicains*, de Jean Charavay, et signe, avec Jacques, la préface du *Chansonnier républicain* « dédié au peuple souverain ». Cette page, du plus bel écarlate, est assurément de Jacques Charavay,

(1) Tome II, p. 191.

mais le fait que France Thibault a consenti à la signer montre que son légitimisme était alors bien refroidi ou qu'il était, pour le moins, sujet à éclipses. A vrai dire, le père France ne paraît pas avoir eu des opinions politiques bien arrêtées. Seule, sa foi religieuse ne varia pas. Son fils a fait graver sur sa tombe la devise : *Speravit anima mea*, tirée du *De profundis*. Pourquoi avoir supprimé *in Domino?* La phrase complète eût bien traduit la conviction et l'espérance du vieil Angevin...

François-Noël avait, en 1840, épousé Antoinette Gallas, dont on connaît la naissance. La mère de la jeune femme était-elle de Chartres même ou d'Auneau, comme un passage de *Pierre Nozière* le donnerait à entendre? C'est un détail que nous n'avons pu élucider. Quant aux origines brugeoises d'Antoinette Gallas, elles étaient fausses, — on le sait, — mais fausses avec quelque apparence de vérité, car, d'après les membres de la famille qui l'ont connue, la mère d'Anatole France avait, avant son mariage, habité longtemps le Nord, et notamment Lille, où elle avait été « en service »...

« Ma mère, bonne femme du peuple », a dit France à M. Brousson. Seules, quelques lignes trop rares de *Pierre Nozière* avaient permis de l'entrevoir sous ce simple et véridique aspect : « Maman était une dame ménagère, tout occupée de soins domestiques. Elle avait une imagination qui animait et colorait son humble ménage. Elle avait le don de faire vivre et parler le poêle et la marmite, le couteau et la fourchette, le torchon et le fer à repasser. » Tel est, à l'imagination près, le portrait de Mme France, petite bonne femme faisant elle-même son ménage et sa cuisine, repassant elle-même son linge. De ses ancêtres beaucerons, des biens que sa mère avait possédés près de Chartres, de l'argenterie du « grand-père Saturnin Parmentier », on ne sait que dire, mais tous les doutes sont permis.

France a, cependant, parfaitement connu sa grand'mère maternelle. Elle a veillé sur son enfance. Ne faut-il pas, en effet, l'identifier avec Mme Mathias de *Pierre Nozière* et avec la grand'tante maternelle du *Petit Pierre*, qui se laisse ruiner par son mari, l'oncle Hyacinthe? La vieille bonne du premier livre, la grand'tante du deuxième, ne sont manifestement qu'un seul et même personnage, et ce personnage ne peut être, à notre avis, que la grand'mère

Gallas. Comme Amable-Antoinette Gallas, — tels étaient les nom et prénoms de l'aïeule, — Mme Mathias est des environs de Chartres. Elle aime le jeune Pierre Nozière comme, seule, une grand'mère peut aimer son petit-fils : Mme Mathias « faisait toujours tout ce que je voulais, parce qu'elle m'aimait et que ce sentiment lui ôtait toute force ». Après l'avoir présentée comme sa bonne, l'auteur doit, du reste, rectifier, et il entre dans des distinctions trop subtiles pour que nous ne soupçonnions pas qu'il nous trompe : « Elle n'était précisément ni femme de charge, ni bonne d'enfant, bien qu'elle s'occupât du ménage et me menât promener tous les jours. » Le vrai langage de cette aïeule, c'est à Mme Laroque, du *Petit Pierre*, qu'il faut le demander, à Mme Laroque, donnée pour la veuve d'un capitaine de la garde impériale :

— Eh ! là ! ... Jeannette. Eh ! là !... Espérez un peu, ma mère ; faut que je ramène la vache à l'étable... On ne voit plus clair... Ma mère, je leur ai donné de la soupe aux pois et une omelette... Des braconniers, des braconniers !

Elle se voyait, enfant, dans son village.

— Ma mère, il fait noir. On n'y voit goutte, je vas allumer la vue.

Elle prononçait la *veue*...

— Ma mère, je vas faire des crêpes de sarrasin pour le petit Pierre, qui en est friand.

C'est là, fort probablement, l'agonie de la grand'mère, déguisée en voisine et en amie, car, seul, l'amour de son petit-fils a pu hanter ainsi, à son heure dernière, l'âme d'une vieille femme. Les confidences à M. Brousson nous mettent, d'ailleurs, en pleine vérité : « Ma grand'mère, dit France, ne s'éventait guère, c'était une sorte de vivandière. »

De son côté, Mathias s'identifie avec l'oncle Hyacinthe. Il est écrivain public et Hyacinthe est, un moment, professeur d'écriture et teneur de livres. Mme Mathias dit de son mari : « Je l'avais épousé pour mon malheur. J'avais un moulin à Aunot (sans doute Auneau, près de Chartres). Il a mangé la farine, l'âne et le moulin, et tout ! Il m'a mise sur la paille, et quand je n'ai plus rien eu, il m'a quittée. C'était un ancien militaire, un grenadier de l'Empereur, blessé à Waterloo. Il avait pris du vice à l'armée... » Et, plus loin : « Il avait mangé les écus de la fermière au *Rocher de Cancale*. » L'oncle Hyacinthe, du

Petit Pierre, est également un ancien soldat de l'Empire, conscrit en 1813, adjudant à Craonne : « Il fut aimé, dit France, d'une tante de ma mère, paysanne riche, qu'il consentit à épouser et dont il fit danser les écus... Fréquentant avec des Cydalises le *Bœuf à la mode* et le *Rocher de Cancale*, il dévora en quelques années les champs, les prés, les bois et le moulin de sa femme. » Les deux personnages ne font évidemment qu'un. On s'explique, du reste, qu'étant le beau-père, et non l'oncle par alliance de Mme France, Hyacinthe ait obtenu d'elle de petits secours.

Ce beau-père de sa mère ne fut-il pas mêlé plus étroitement que France ne le dit à la vie de la famille et à sa propre vie? Il y a lieu de le croire. Quel est, en effet, le grand-père maternel qui, d'après les bibliographes les plus autorisés, a « autographié » le premier ouvrage connu d'Anatole France, cet essai juvénile intitulé la *Légende de sainte Radegonde?* De grand-père maternel, la loi, hélas ! n'en reconnaissait pas à notre maître, mais il y avait le mari de sa grand'mère, le mari de Mme Mathias, qui tenait boutique d'écrivain public. S'il était conscrit de 1813, il devait avoir soixante-six ans en 1859, date de ce premier poème. N'est-ce pas lui qui a tiré à la polycopie cette bluette de son petit-fils adoptif?

On voit comment France déguise sa parenté avec les personnes qui ont entouré son enfance, lorsque ces personnes ne lui semblent pas assez décoratives. La grand'mère devient une bonne d'enfant ; son mauvais sujet ou, peut-être, tout simplement, son bohème de mari, n'est plus qu'un étranger ou un grand-oncle par alliance. Le maître, fidèle à sa méthode d'embellissement, en mal comme en bien, rehausse, d'ailleurs, avec une vivacité singulière, le ton de toutes ces figures. Les exploits de Mathias, devenu l'oncle Hyacinthe, sont revus, corrigés et considérablement augmentés. L'incroyable série d'entreprises et d'escroqueries diverses qu'il tente avec son ami Huguet, apparaît excessive en nombre et en pittoresque, et ce couple a l'air de sortir d'un roman de Balzac. L'histoire du faux blessé de 1830 est probablement inspirée par ces passages de Louis Blanc : « On plaçait ces malheureux (les blessés) sur des charrettes, et c'était un chef d'insurgés qui, suivi de quatre fantassins, vêtu d'une blouse, un bonnet de police sur la tête et un fusil à la main, se chargeait de conduire, à tra-

vers Paris en deuil, ce convoi gémissant et funèbre (1)... Des blessés passaient, portés sur des brancards, et chacun de les saluer avec attendrissement et respect (2)... » Cette touchante naïveté populaire a naturellement éveillé dans le génie ironique de France l'idée d'une piperie, le faux blessé recevant les honneurs des vrais...

Une autre anecdote des journées de Juillet, le récit de M. Marc Ribert, est tirée presque mot pour mot de Louis Blanc. Voici le texte du *Petit Pierre :*

Le 28 juillet, alors que, sur la place de l'Hôtel-de-Ville, les troupes parisiennes fléchissaient sous un feu nourri, un jeune homme, qui portait un drapeau tricolore au bout d'une pique, s'élança à dix pas de la garde royale, en s'écriant : « Citoyens, voyez comme il est doux de mourir pour la Liberté ! » Et il tomba, criblé de balles.

Voici maintenant le texte de Louis Blanc :

Un détachement suisse avait été envoyé des Tuileries au secours de l'Hôtel de Ville... Les Suisses soutiennent l'attaque avec vigueur, la garde arrive pour les appuyer, et *déjà les Parisiens pliaient, lorsqu'un jeune homme, pour les ranimer, s'avança, agitant un drapeau tricolore au bout d'une lance, et criant : « Je vais vous apprendre à mourir. » A dix pas de la garde, il tomba percé de balles* (3).

* * *

Il est quelques autres personnages du *Petit Pierre* et de *la Vie en fleur* que nous pouvons identifier. Ce sont, entre autres, le parrain et la marraine de France. L'acte de baptême du grand homme, à Saint-Germain-des-Prés, nous apprend leur nom et leur vraie qualité. Cet acte nous montre d'abord que le jeune France ne fut baptisé que deux mois après sa naissance, le 9 juin 1844, et ce détail, en révélant les alarmes qu'inspira d'abord sa santé, confirme (une fois n'est pas coutume) ces lignes du *Petit Pierre :* « On avait d'autant plus sujet d'inquiétude que ma mère avait accouché précédemment d'un enfant mort et failli mourir. »

(1) *Histoire de Dix ans*, édition de Bruxelles, 1843, t. I, p. 148.
(2) *Ibid.*, p. 182.
(3) *Ibid.*, p. 146.

François-Anatole, et non Anatole-François, fut baptisé par l'abbé Molinier, qui devient, dans le *Petit Pierre*, l'abbé Moinier.

Le parrain, que France appelle M. Danquin, se nommait en réalité Jacques Charavay, et il était libraire, associé à son frère Jean, demeuré à Lyon, tandis que Jacques Charavay était déjà fixé à Paris, rue de Lille, nº 20. Comme M. Danquin, d'ailleurs, Jacques Charavay était Lyonnais et bonapartiste. Il était né en 1809, et son père était un ancien soldat de l'Empire. Le parrain de France avait-il vu Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, comme son filleul le raconte? La chose est possible et même probable. Mais Jacques Charavay était encore bien jeune pour en avoir conservé un souvenir très net : il n'avait pas six ans. Aussi France lui en donne-t-il huit, pour rendre son histoire plus vraisemblable. Ce récit, placé dans la bouche d'un enfant, est étonnant de précision :

J'étais tout enfant quand, un matin assez frais, mon père me mena sur un quai où affluait une foule énorme... et me mit sur ses épaules pour me faire voir l'Empereur, qui venait de Grenoble. Il traversait le pont du Rhône, à pied, seul. Un peloton de cavalerie le précédait de plus de cent pas ; son état-major marchait à une grande distance derrière lui ; je vis sa tête énorme, sa face pâle, sa redingote grise, croisée sur sa large poitrine. Sans insignes, sans armes, il tenait à la main une branche de coudrier encore revêtue de ses feuilles...

Il n'y a malheureusement rien de vrai dans cette belle mise en scène, et Jacques Charavay n'a pu dire que Napoléon était entré à Lyon un matin et à pied, quand l'Empereur était entré dans la ville le soir et à cheval. C'était le vendredi 10 mars 1815, entre sept et huit heures du soir, c'est-à-dire, en cette saison, à la nuit déjà tombée :

Enfin, dit l'historien lyonnais Guerre, qui écrivait au lendemain même des événements, sur les sept heures, *Buonaparte se présenta à cheval, entouré de quelques soldats d'élite.* Il trouva sur le pont de la Guillotière le maire, qui était allé, dit-on, lui présenter les clefs de la ville. Son entrée fut remarquable. La plus hideuse populace, mêlée d'officiers en retraite et de quelques curieux, lui servit d'escorte durant toute sa marche, depuis l'entrée du faubourg de la Guillotière jusqu'au palais de l'archevêché, où il descendit (1).

(1) *Campagnes de Lyon en* 1814 *et en* 1815, Lyon, Kindelern, 1816, p. 194.

La marche pédestre, une branche de coudrier à la main, France l'a prise, non dans un récit oral de l'arrivée à Lyon, mais dans les relations imprimées de la dramatique rencontre de Laffrey, où, pendant plus de deux heures, Napoléon se trouva, comme on sait, arrêté par un bataillon envoyé contre lui de Grenoble. L'Empereur, ayant mis pied à terre, attendait, dans la prairie en bordure de la route, le résultat des pourparlers que ses officiers avaient engagés. Devant l'insuccès de leurs démarches, il s'avança vers la troupe, et, ouvrant sa redingote, s'écria : « Soldats, quel est celui qui veut tirer sur son empereur? » Le détail bucolique de la branche de coudrier coupée dans la prairie a séduit France, qui l'a transporté de Laffrey à Lyon. Son récit d'un prétendu témoin oculaire n'est donc, comme la plus grande partie de ses mémoires, qu'un surprenant mélange de lectures et de fictions. Les historiens de l'avenir feront bien de ne pas trop s'y fier.

Jacques Charavay, de petite bourgeoisie lyonnaise, ancien huissier, homme modeste et sans la moindre prétention, devient, dans *la Vie en fleur*, une façon de grand seigneur, ou, tout au moins, de bourgeois cossu, recevant royalement et faisant avec somptuosité les honneurs de sa table. France l'excuse d'avoir acheté lui-même ses cantaloups et découpé lui-même son rôti, en alléguant que tel était alors l'usage des grandes maisons : « Mon parrain découpait lui-même les grosses pièces et servait en faisant parvenir les parts à ses invités, vieil usage, suivi autrefois dans les meilleures maisons. Le prince de Talleyrand, réputé pour le plus accompli des amphitryons, en usait de la sorte... » Comparaison qu'à la réflexion il juge lui-même excessive : « En réalité, la table de M. Danquin était des plus modestes et témoignait de la sage médiocrité des mœurs bourgeoises, dans les dernières années de la royauté constitutionnelle et les premières de l'Empire. La bonne Mme Danquin tenait sa maison sur un petit pied. Une seule servante faisait le service. » Pas plus qu'il n'était Lucullus, ni Talleyrand, Jacques Charavay n'était géologue. Nous avons dit déjà qu'il était libraire. C'est pour lui prêter ses propres opinions transformistes et darwiniennes que France l'a grimé en paléontologiste.

La bonne Mme Danquin s'appelait, de son nom de jeune fille, Marie-Marthe Lavergne. Loin d'être sans enfant, elle

avait deux fils, Étienne et Noël Charavay, dont le premier surtout fut l'ami d'Anatole France. Ce compagnon de jeunesse ne doit, d'ailleurs, pas être confondu avec le fameux Fontanet, du *Livre de mon ami* et du *Petit Pierre*. Étienne Charavay ne ressemblait en rien à ce jeune ambitieux, hardi et retors. Nous ne l'avons, il est vrai, connu que dans son âge tout à fait mûr : c'était un homme très simple, d'une bienveillance exquise, le type du vieil érudit. Il n'avait pas été, du reste, à proprement parler, le condisciple de France, qui avait quatre ans de plus que lui.

La marraine du grand homme s'appelait Henriette-Stéphanie Larade. Elle habitait, au moment du baptême, rue d'Argenteuil, nº 8. D'après France « elle se nommait Marcelle, était belle comme le jour, et avait épousé un magot, nommé Dupont, dont elle était folle, car les fées raffolent des magots ». Le magot Dupont, c'est-à-dire Timothée Larade, polygraphe obscur, avait fait éditer chez le père France une *Physiologie de l'électeur par quelqu'un qui a le malheur de l'être*, et un *Guide et formulaire des gardes champêtres communaux et particuliers*. France, le fils, dit que sa marraine « jeta un sort sur (son) berceau et partit aussitôt pour les pays d'outre-mer avec son magot. Je l'ai, ajoute-t-il, entrevue un moment au commencement de mon adolescence, comme l'ombre blessée de Didon dans la forêt de myrtes, comme un rayon de lune dans la clairière ». Par extraordinaire, *le Livre de mon ami* est, sur ce point, plus explicite et nous laisse entrevoir la destinée de « Marcelle aux yeux d'or ». Elle « parlait marine comme un loup de mer... Je sentais qu'elle était née pour plaire et pour aimer, que c'était là son affaire sur ce monde. Je ne me trompais pas, hélas ! J'ai su depuis que Marcelle n'a jamais fait que cela... Marcelle et ma mère s'étaient connues au couvent »... A quel couvent, Seigneur? Devenue veuve, Marcelle « connut à Rio-de-Janeiro des officiers de marine qui lui firent grand tort »...

Nous sommes fixés sur la condition et les aventures de la marraine, et ces détails replacent France dans son milieu natal, — ménage d'humbles gens presque sans parenté à Paris. Les témoins de la naissance sont des étrangers ; le parrain, un collègue, futur associé du père ; la marraine, une amie d'enfance de la mère, amie belle, mais un peu légère et qu'il ne faut pas se hâter d'accabler. On cache

pudiquement l'existence de la grand'mère maternelle, mariée à un Mathias ou à un Hyacinthe. Les jours de l'enfant se déroulent dans l'humble société de cette grand'mère paysanne, déguisée en femme de charge, du concierge Morin et du bouquiniste Lebas, dit Simon de Nantua. Le beau monde est, à ses yeux, celui qu'il rencontre chez son parrain Charavay. On ne va au théâtre que lorsqu'un dramaturge ami, comme Jules Lacroix, frère du bibliophile Jacob, fait jouer sa pièce de *Valéria*, et c'est là un grand et rare événement. Il est aisé de comprendre que, pauvres, et l'un et l'autre sans instruction, le père et la mère de France se soient craintivement inclinés sous les arrêts du directeur et des professeurs de Stanislas ; qu'ils n'aient pas eu d'idée bien nette sur la « bifurcation » entre les lettres et les sciences, et, plus tard, sur le métier qu'il convenait de donner à leur fils.

Ce métier, le jeune Anatole le trouva de lui-même à la maison paternelle, cette dernière boutique de libraire où, paraît-il, on ait causé, et dont les habitués, peu à peu rassemblés par la bonhomie du patron et par des goûts identiques, s'appelaient les Goncourt, Paul de Saint-Victor, Duvergier de Hauranne, Alphonse Peyrat et sa fille, la future marquise Arconati-Visconti, Louis de Ronchaud, Nisard, Jules Janin, etc. Quoi que France en ait dit, ce milieu favorisa étrangement sa vocation littéraire. Sa famille elle-même, — sa mère surtout, — s'habitua très vite à voir en lui un écrivain pareil à ces auteurs, considérés et honorés, qui se réunissaient devant les rayons paternels. On flatta, on encouragea de très bonne heure ses essais, — témoin cette *Légende de sainte Radegonde*, œuvre de sa quinzième année, si complaisamment autographiée par le beau-père de sa mère. Tout son premier bagage historique et littéraire, bagage qui devait lui suffire presque jusqu'à la fin de ses jours, France le trouva dans la boutique de son père. Car, — M. Georges Huard l'a fort bien vu, — toutes les histoires, toutes les aventures originales ou inédites de l'époque révolutionnaire contées dans l'*Etui de nacre* ou dans *les Dieux ont soif*, viennent du fonds important que le père de France avait réuni sur la Révolution, ou des recherches particulières entreprises sur le même sujet par les historiens obscurs que le père France éditait, comme ce Louis Dubois, — le seul personnage peut-être dont France

le fils n'ait pas déformé le nom. Il n'est pas jusqu'au communisme, dernière idole de sa vieillesse, que le maître n'ait connu dans la boutique de son père. C'était alors une si rare et si insigne singularité qu'on la tenait pour inoffensive ; et M. Amédée Hannequin, qui la professait, était regardé non comme un homme dangereux, mais comme un doux maniaque...

Le père France était, sans doute, le contraire d'un homme cupide, et les éditions qu'il tenta pour des auteurs obscurs ne pouvaient guère l'enrichir. Mais était-il, comme son fils l'a dit, « dénué de tout esprit commercial »? Était-il « plus propre à lire ses livres qu'à les vendre »? Observons-le, si François-Noël Thibault ne fit pas fortune, il put, du moins, dès 1866, se retirer des affaires et vivre de ses rentes pendant le restant de ses jours. Seul, l'avenir de son fils lui avait causé quelques inquiétudes. Il ne fut entièrement rassuré que lorsqu'il vit Anatole, la quarantaine passée, confortablement installé et, désormais, sûr de réussir. Il disait, peu de temps avant sa mort, à son neveu, M. Dominique-Louis Thibault, qui nous l'a rapporté : « Eh bien ! maintenant, je suis tranquille, je puis m'en aller... Anatole a été couronné par l'Académie... Et il en sera, de l'Académie !... »

Telle est, brièvement esquissée, la figure vraie des aïeux et des parents de France : braves gens dans tout le sens du mot, honnêtes et droits, simples et laborieux. La vérité n'est-elle pas supérieure au tissu de fables qu'un si grand écrivain a cru devoir composer et n'est-elle pas, en somme, plus touchante?

PAUL BALLAGUY.

Panouille [1]

Le flux les apporta, le reflux les remporte.
P. Corneille.

PREMIÈRE PARTIE

I

— Fixe !

— Repos.

Les hommes ayant pris l'attitude commandée, le lieutenant Calorgne salua, s'immobilisa, pieds joints, au milieu de la chambre, regarda l'un après l'autre les canonniers en bourgeron fichés sur place, parut satisfait, puis se donna un coup de cravache sur la jambière et, n'ayant dans la voix ni dans l'allure plus rien d'un chef qui veut imposer, il prononça :

— Autour de moi, rassemblement.

Il s'était assis au pied du lit le plus proche.

— Vise-le ! murmura Rechin derrière le brigadier. Il va faire son petit capitaine.

Le capitaine Joussert avait en effet accoutumé de s'asseoir au pied d'un lit, lorsque, passant dans les chambres, il désirait haranguer familièrement ses canonniers. Mais, ce que les hommes acceptaient de leur capitaine comme une marque spontanée de bienveillance, ils le tournaient à singerie de la part du lieutenant. Car ils savaient que le lieutenant Calorgne n'était sorti ni de Polytechnique ni de Versailles et qu'il n'avait dû son galon de sous-lieutenant qu'aux hasards de la guerre, où il n'avait accompli aucune action d'éclat.

Un bruit confus de voix venait de la pièce voisine.

(1) Copyright 1925 by librairie Gallimard.

— Fermez la porte ! cria le lieutenant Calorgne.

Et il sacra pour souligner son ordre.

Une vingtaine d'hommes, le calot à la main, se pressaient devant lui, attentifs. Il eut un geste découragé.

— Mes amis, commença-t-il.

Pour la troisième fois, il recommençait le discours qu'il avait déjà tenu devant les hommes de la première, de la deuxième et de la troisième pièce.

— Mes amis, dit-il sans enthousiasme, vous connaissez les événements du Sud-Algérien. Les dernières nouvelles sont excellentes. L'attaque des Beni-Aïn a échoué complètement.

Il répéta :

— Complètement.

Et il ôta son képi noir galonné d'or qu'il posa à côté de lui.

— Néanmoins, continua-t-il, et il avait l'air ragaillardi de se servir de ce mot, la situation ne laisse pas d'être sérieuse.

Rien ne fixe l'attention d'une assemblée mieux qu'une phrase vague, sourde, chargée de menaces et de réticences, et qui dupe d'abord celui qui la lâche avec une circonspection inquiétante. Devant le lieutenant Calorgne, les vingt hommes de la quatrième pièce ouvraient des yeux inquiets. Il y retrouva un peu d'assurance pour achever sans variantes notables le discours qu'il avait déjà tenu aux hommes de la première, de la deuxième et de la troisième pièce. A quoi tendait-il? A recruter des volontaires pour la campagne du Sud-Algérien.

Les visages des canonniers demeuraient impénétrables. Le lieutenant Calorgne pataugeait dans de longues considérations sur la qualité des armements du caïd Abd-El-Kracine.

— Abd-El-Kracine, disait-il à chaque retour de phrase.

Et il prononçait ce nom comme on prononçait en France le nom de Guillaume II au début de la guerre de 1914.

— La guerre ! disait aussi le lieutenant Calorgne.

Et il prononçait ce mot comme d'autres prononcent le mot Dieu. Après quoi, il s'oubliait à rappeler un des premiers engagements de 1914 auxquels il avait assisté, en Belgique, près de Roselies. Ce qui l'amenait à célébrer la fraternité véritable des soldats de la grande guerre, puis, par une pente naturelle, à demander que l'exemple des aînés fût suivi et que de nombreux volontaires se fissent inscrire, afin d'aider à la relève nécessaire des troupes du Sud-Algérien et de permettre aux camarades harassés de goûter un repos qui leur était bien dû.

A mesure qu'il parlait, le lieutenant Calorgne, en dépit des lieux

communs qu'il dévidait avec application, s'échauffait et devenait pressant. Pas un homme cependant ne levait la main ou ne faisait un pas vers lui.

— Réfléchissez, dit le lieutenant Calorgne. Agissez selon votre conscience. La patrie a besoin de vous.

Il se leva. Les hommes s'écartèrent pour le laisser partir.

— Rompez ! commanda-t-il.

Puis, s'étant recoiffé, et plus familièrement :

— Au revoir, dit-il.

Mais il ne semblait pas ravi de son succès.

Or, comme il allait sortir, un canonnier entra, qui avait poussé la porte avec violence. L'homme traînait un paquet de brides et de bricoles. Il paraissait furieux. En apercevant le lieutenant, il s'immobilisa, comme le lieutenant s'était lui-même immobilisé quelques instants plus tôt.

— Hé ! Panouille ! lui cria Rechin, au milieu du brouhaha que provoquaient le départ du lieutenant et l'arrivée brusque de ce Panouille. Tu veux aller en Algérie?

Troublé, mais toujours furieux, Panouille, sans hésiter, répondit :

— Du flan.

II

La réponse du canonnier Panouille avait été si agressive que le lieutenant ne put pas feindre de ne pas l'avoir entendue. La suite, on la devine : observation du lieutenant, maladroites excuses de Panouille, remontrances, attitude plus maladroite du coupable, annonce d'une punition, réplique inutile, mines sournoisement réjouies des camarades témoins de la scène, départ enfin du lieutenant, et le classique juron, bref et sonore, exhalé par Panouille.

Le dénommé Panouille n'était pourtant pas une des fortes têtes de la batterie. Loin de là. On le connaissait plutôt comme un des canonniers les plus inoffensifs. On se contait les farces dont il avait été la victime. Il n'avait qu'un tort : il se fâchait quand il croyait qu'on se moquait de lui. Et il le croyait souvent parce que, natif de Passenans (Jura), enfant trouvé, paysan dénué de toute instruction au point qu'il ne savait pas lire en arrivant au régiment, il souffrait d'être en quotidien contact avec des citadins, parisiens pour la plupart. Eux, sans méchanceté, s'amusaient de lui, le taquinaient. Lui, n'entendait pas la plaisanterie, se méfiait, et, n'usant jamais de sa force, afin de châtier les rieurs, il se contentait de les injurier. Il n'avait à sa disposition qu'un vocabulaire restreint, mais il l'épui-

sait à tout propos. A fréquenter les Parisiens de sa pièce, il l'avait enrichi de quelques grossièretés d'argot que, brave garçon, il employait sans malice. Il ne pensait ainsi qu'à mater les rieurs avec leurs propres armes. Il n'excitait que davantage leur joie.

Pauvre Panouille ! Dès les premiers jours, au régiment, il s'était senti perdu. Les autres, camarades ou chefs, avaient vite compris qu'il était sans défense, malgré sa taille d'hercule et ses mains formidables de valet de ferme. Renonçant à lui faire retenir la nomenclature du revolver d'ordonnance, les chefs n'avaient pas abusé de sa simplicité : on lui confiait les corvées pénibles, dont il s'acquittait avec zèle. Plus souvent qu'à son tour, il était de balayage ou garde d'écurie. Mais il devait surtout ces charges à la ruse de ses camarades, qui en profitaient sans remords. Et, s'il essayait de protester quand il voyait qu'on exagérait, les plaisanteries des uns, s'ajoutant aux ordres des autres, l'obligeaient à plier en silence après de gros mots lancés comme des pavés dans la discussion.

Un seul des hommes de sa chambre devinait que la patience de Panouille finirait par éclater. C'était Rechin, son voisin de lit, habile entre les habiles, qui savait se débrouiller pour filer en permission à Paris tous les dimanches.

Rechin évitait de blesser Panouille, comme il évitait de se heurter de front à tout le monde. Forte tête, cependant, lui, difficile à duper, s'avouant en particulier antimilitariste et pacifiste, mais correct, voire obséquieux en face du moindre gradé, il affectait de ne pas se moquer ouvertement de Panouille. Il en tirait aux yeux de Panouille une espèce de supériorité que Panouille respectait. Et le brave Panouille ne démêlait pas dans les propos de Rechin ce qu'ils avaient d'astucieux.

C'était, on s'en souvient, l'apostrophe de Rechin qui avait suscité la malencontreuse réponse de Panouille en présence du lieutenant, et la punition qui s'ensuivit. Mais Panouille tout aussitôt l'oublia ; car, à peine le lieutenant disparaissait-il, Rechin murmurait de durs reproches à l'adresse de cette brute à galons ; seulement, il s'arrangea pour que nul autre que Panouille ne pût les entendre ; ce qui n'empêcha point que Panouille, au milieu des rires de la chambre, se crut moins abandonné.

Panouille avait jeté sur son lit son paquet de brides. Il jeta rageusement son calot sur le tout. Et il accompagna le geste d'un juron bref et sonore.

— Ça va, ça va, fit à mi-voix le brigadier, qui craignait le retour du lieutenant.

Panouille eut un sursaut.

— Vous trouvez que ça va?

Et il renouvela son juron.

Déjà les hommes, gouailleurs, pressentant l'orage, se rassemblaient. Le brigadier, brigadier depuis huit jours, vit son prestige en péril. Il répéta :

— Oui, je vous dis que ça va. Et que ça suffise, hein !

Il était devant Panouille, les mains dans les poches, fier de son autorité et redoutant de la perdre.

Panouille aurait peut-être répondu. Par malheur, ce que craignait le brigadier se produisit : le lieutenant Calorgne revenait sur ses pas. Il avait entendu les dernières paroles du brigadier. Il s'arrêta.

Panouille, confus et ulcéré, n'eut pas le temps de se ressaisir. Sans comprendre ce qu'il disait, il répéta machinalement son juron.

— Insulte à un supérieur ! exclama le lieutenant. Votre affaire est claire, mon ami.

Panouille ne dit plus rien. Ses lèvres remuèrent. Il serrait les poings.

— Misère ! murmura dans un souffle Rechin, derrière lui.

Alors, poings dressés, Panouille s'élança.

— En prison ! cria le lieutenant qui brandit sa cravache.

Mais deux hommes déjà tenaient Panouille.

— En prison tout de suite ! ordonna le lieutenant.

III

Un beau tumulte se déchaîna promptement dans la chambre, après le départ de Panouille, que le lieutenant Calorgne conduisit lui-même jusqu'aux locaux disciplinaires. Des autres chambres, les canonniers affluaient, curieux. Chacun donnait son avis, approuvait ou désapprouvait Panouille ou le lieutenant, demandait une explication, se faisait conter la scène. Les canonniers de la chambre de Panouille étaient à l'honneur. De la batterie, la nouvelle courut aux batteries voisines.

Bientôt, dans tout le quartier, il ne fut plus question que de l'affaire Panouille. L'heure au demeurant s'y prêtait. A l'instant qu'on emmenait Panouille en prison, le trompette de garde sonnait la soupe. Panouille, qui n'était peut-être pas connu de tous les hommes de sa batterie, fut en peu de temps connu du groupe entier. Au réfectoire, on ne parla que de lui. Et naturellement il y eut vite des versions différentes, contradictoires, sinon extravagantes, d'une scène qui avait été bien simple. Et Rechin ne perdit pas l'occasion

de murmurer contre les ignobles rigueurs de la discipline militaire, le récit détaillé qu'il faisait de la scène ne semblant servir que d'illustration à ses théories d'homme affranchi, car il se qualifiait tel. Et on l'écoutait sans discuter.

Cependant, au bureau de la batterie, le lieutenant Calorgne s'évertuait à rendre compte au capitaine des événements dont tout le quartier s'entretenait. Le capitaine Joussert avait d'abord écouté, lui aussi, sans discuter. Quand le lieutenant, qui s'essuyait le front, eut achevé :

— Voulez-vous sortir une minute, je vous prie? dit aux deux fourriers le capitaine.

— Emballez donc le paquetage de Panouille, ajouta le lieutenant qui se sentit gêné.

Point par point, le lieutenant dut préciser les circonstances de l'affaire. Le capitaine interrompait les digressions, posait des questions nettes, exigeait de nettes réponses, insistait si le lieutenant se dérobait ou répondait de façon insuffisante.

— Considérez, mon capitaine, disait l'un, non sans emphase.

Et il invoquait le règlement intérieur, revendiquait les droits de la discipline, bredouillait en s'emportant comme si l'autre refusait de se laisser convaincre.

Et l'autre demandait :

— A quel moment avez-vous levé votre cravache?

En somme, le capitaine réserva son jugement. C'était un homme petit, maigre, au regard aigu. Il n'alla point jusqu'à désavouer son lieutenant. Il lui dit :

— Il faut être prudent, Calorgne. La discipline suppose plus de tact que d'intransigeance.

— Mais, mon capitaine...

— Ce Panouille n'était pas un mauvais canonnier?

— Mauvais, non, mais on ne peut pas dire qu'il était bon canonnier. Comme conducteur de derrière au caisson...

— Je l'interrogerai devant vous, cette après-midi, conclut le capitaine.

Puis, lentement :

— Si on pouvait lui épargner le conseil de guerre...

— Mon capitaine...

— Voulez-vous avoir l'obligeance de rappeler les fourriers?

Le capitaine Joussert se remit à ses paperasses : une circulaire du ministre était étalée devant lui.

Mais, brusquement :

— Mon capitaine, dit sur un ton de triomphe le lieutenant Calorgne, en rentrant suivi des fourriers, regardez ce qu'on a trouvé dans le paquetage de Panouille !

Il montrait un journal plié.

— *L'Humanité!*

— Ah ! fit le capitaine. De quand?

— D'hier. Vous voyez, mon capitaine, quand je parlais de discipline...

— Mais, répliqua le capitaine, je croyais que cet homme ne savait pas lire?

— Il ne savait pas lire quand il est arrivé au corps, en effet. Mais il a suivi le cours des illettrés. Et la preuve qu'il sait lire à présent...

— Donnez-moi ce journal, dit le capitaine. Où l'a-t-on trouvé?

Le maréchal des logis répondit :

— Entre la veste et la culotte n° 2, mon capitaine.

— Par conséquent caché, souligna le lieutenant.

— C'est fâcheux. Avec ces histoires du Sud-Algérien...

Le capitaine Joussert frappa de toute sa main ouverte sur le journal posé près de la circulaire du ministre.

— Enfin ! nous verrons. Je ne vous retiens plus, Calorgne. A ce soir, et bon appétit.

— Merci, mon capitaine, et à vous de même.

Le lieutenant joignit les talons, salua, serra la main que le capitaine lui tendait, salua plus mollement les deux fourriers qui s'étaient levés de leur chaise, et sortit.

— Je ne vous retiens pas non plus, dit alors le capitaine aux fourriers, qui obéirent sans retard.

Et, demeuré seul dans le bureau, il déplia le journal de Panouille.

IV

Le lieutenant Calorgne était marié. Depuis deux ans qu'il servait sous les ordres du capitaine Joussert en qualité de second, mais il disait, lui, de lieutenant en premier, comme on disait avant la guerre, il n'achevait pas un repas sans faire à sa femme la critique d'un acte ou d'une parole de son capitaine. Le capitaine Joussert en effet était plus jeune que son lieutenant et il n'avait pas connu ce temps prodigieux d'avant la guerre.

Quand le lieutenant Calorgne disait *avant la guerre*, il disait tout et n'avait plus rien à dire. Avant la guerre, les capitaines observaient les règlements, tous les règlements, règlement intérieur et règlement

de manœuvre, et ils entendaient qu'on les observât autour d'eux. Avant la guerre, les capitaines dirigeaient de haut l'économie, la discipline et le travail de leurs batteries : ils laissaient quelque initiative à leurs lieutenants ; ils en laissaient même à l'adjudant et aux maréchaux des logis rengagés ; ils ne se mêlaient pas de tout comme ils s'en mêlaient depuis la guerre. En tout cas, avant la guerre, les capitaines acceptaient les punitions que leurs subordonnés infligeaient ; ils ne se permettaient que de les aggraver. Et en tout cas, avant la guerre, un lieutenant en premier savait sur quel pied danser.

Autre expression favorite du lieutenant Calorgne, qui achevait en 1914 comme maréchal des logis sa treizième année de service : avec un capitaine tel que le capitaine Joussert, il ne savait jamais sur quel pied danser. Il l'avouait devant sa femme à peu près une fois par jour. Et sa femme hochait la tête, sans se risquer à la contradiction, car, ayant été épousée par un maréchal des logis qui rêvait de devenir adjudant, elle était devenue la femme d'un sous-lieutenant, puis d'un lieutenant. Comme son mari, elle avait pris du galon et elle se surveillait. Comme lui, chaque fois qu'elle disposait de loisirs, elle lisait, afin de ne pas être indigne de son nouveau rang. Le lieutenant Calorgne, conscient des charges de son grade, s'efforçait de dépouiller le vieux sous-officier. Avant la guerre, il lisait *le Journal;* depuis la guerre, il ne lisait plus que *l'Echo de Paris*, qu'il tenait ostensiblement à la main pour n'être pas mal jugé par ses supérieurs. Tirant un peu d'orgueil d'être un des anciens de son régiment, il ne se rappelait jamais sans satisfaction que le colonel avait un jour déclaré que les traditions de l'armée française seraient sauvegardées et maintenues par les sous-officiers d'élite dont la guerre et la république avaient fait des officiers.

Il ne faudrait donc pas décider trop tôt que le lieutenant Calorgne fût une brute, la brute à galons que le canonnier Rechin, ajusteur de Levallois, stigmatisait pompeusement. Non. Il se croyait investi d'une responsabilité qui le préoccupait. Certes, tandis que maréchal des logis il rêvait avant la guerre de finir dans la tunique d'un adjudant, il rêvait depuis la guerre, quelquefois, qu'il endosserait peut-être un jour la vareuse à trois bouts de galon d'or d'un capitaine ; mais, lieutenant, il était content de son sort, d'autant que, sincère envers lui-même, il ne considérait pas sans inquiétude que le réglage du tir d'une batterie est chose délicate. Lieutenant, il n'était chargé que de veiller à ce que le capitaine eût à son service un personnel sûr et un matériel éprouvé. Tâche néanmoins importante. Sur l'un et sur l'autre, le lieutenant Calorgne veillait dans sa batterie. Seulement, depuis la guerre, l'esprit des hommes n'était pas ce qu'il était

avant la guerre. Celui des officiers non plus, ou du moins celui de certains officiers. Et la tâche du lieutenant Calorgne s'en trouvait moins facile, sinon moins importante.

La résistance du capitaine Joussert, qui n'avait pas semblé juger que le cas du conducteur Panouille fût grave, on concevra qu'elle ait pu émouvoir le lieutenant Calorgne. Il s'en plaignit à sa femme pendant le déjeuner. Même il n'attendit pas la fin du repas pour s'en plaindre.

— Qu'on ait la guerre demain, dit-il avec amertume, et je ne réponds pas des hommes avec un capitaine comme celui-là. Il hésite, il cherche des si, des car et des pourtant. On ne sait jamais sur quel pied danser. Tiens ! ce Panouille, le type même de la bête à qui on ne peut rien faire comprendre, mais qui comprend assez bien quand il s'agit du mal, c'est tout juste si le capitaine ne l'a pas défendu contre moi.

— Contre toi?

— Oui, contre moi. On croirait, ma parole, que je ne connais pas mon métier. J'en ai pourtant vu, des cabochards, au cours de ma carrière ! Le capitaine, lui, il n'a pas égard à mon expérience. Il s'imagine tout connaître par lui-même. Des hommes, ça ne se manie pas comme des chiffres, que diable ! Il faut de l'expérience, que diable ! Et le capitaine aura beau poser ses qui, ses comment, et ses pourquoi, veux-tu que je te dise? Ce Panouille, en gros et en détail, il ne mérite aucune pitié. Songe donc à quel moment nous sommes ! On nous demande des volontaires pour le Sud-Algérien, parce que, soit dit entre nous, les renseignements officiels sont excellents, mais moi je pense que, si la situation était excellente, on n'aurait pas besoin des troupes de la métropole.

— Tu ne vas pas partir, au moins?

— Je partirai si je dois partir. Seulement, à une époque comme celle-ci, j'estime qu'il ne faut pas que la discipline se relâche. Moi, je te le dis : l'affaire de ce Panouille est plus sérieuse que le capitaine n'a l'air de se la représenter. Ce Panouille, c'est un misérable, et rien de plus.

A la même heure, dans le bureau de la batterie où le lieutenant Calorgne avait quitté son capitaine, le capitaine Joussert, demeuré seul, repliait, après l'avoir lu attentivement, le journal qu'on avait découvert au milieu du paquetage de Panouille, et, s'oubliant jusqu'à parler tout haut, exclamait :

— Les misérables !

V

Comme il allait sortir du quartier, salué par l'homme de garde à la porte, le capitaine Joussert, ayant rendu le salut, s'apprêtait à saluer le colonel, qui venait de sortir aussi, et allumait une cigarette. Le colonel l'arrêta.

— Eh bien ! Joussert, avez-vous beaucoup de volontaires?

— Nous en aurons, mon colonel.

— Certainement, nous en aurons.

— Nous en aurions davantage si les journaux de gauche ne menaient pas la campagne qu'ils mènent.

— Les journaux de gauche?

— Oui, mon colonel : *l'Humanité*, *l'Egalité*...

— Ce ne sont pas des journaux de gauche, Joussert : ce sont des feuilles communistes.

— Si vous voulez, mon colonel, mais le gouvernement devrait interdire de pareilles publications.

Le colonel prit le bras du capitaine.

— Comme vous êtes entier ! Toujours le même, alors? Toujours le Joussert qui pleura, le jour de l'armistice, parce que, à son avis, on signait quinze jours trop tôt?

Respectueusement, mais fermement, le capitaine se dégagea de l'étreinte de son supérieur.

— L'intérêt de la France, après tant de sacrifices consentis...

— La France n'a pas voulu verser une goutte de sang de plus qu'il n'était nécessaire.

— C'est pourquoi elle en versera des litres et des litres avant que ses régions dévastées soient reconstruites.

— Votre Maurras le dit.

— Mon colonel, je ne suis pas royaliste : je suis Français.

Le ton du capitaine devenait sec.

— Ne vous emportez pas, Joussert, je ne vous parlais pas en supérieur. Nous sommes deux Français qui causons de notre pays.

— J'aime mon pays, mon colonel.

— Qui ne l'aime pas? Reste à savoir si vous ne l'aimez pas comme font ces jaloux qui rendent la vie, sinon impossible, du moins très dure à celle qu'ils aiment. Je connais vos opinions, Joussert. Elles ne me regardent pas quand nous en sommes en service ; mais ici, dans la rue, nous pouvons en discuter. Nous en discutions là-haut, sur le front, en toute franchise.

— La guerre est finie, mon colonel.

— Et vous ne pardonnez pas à la République de l'avoir gagnée?

— Mon colonel, la République l'a gagnée en se servant de tous les Français, sans s'inquiéter de savoir s'ils étaient républicains, et par des moyens d'une orthodoxie douteuse.

— Oui, Clemenceau, la censure, le Parlement muselé, toute l'antienne ! Mais avouez donc que la République fut intelligente.

— Je conçois mal l'intelligence d'une entité aussi vague.

— Géomètre, va !

— Sans doute, mon colonel, et avouez à votre tour que j'ai le droit de m'étonner que, si peu de temps après l'armistice, cette République, rentrée dans son ornière, se laisse entraîner vers une guerre de diversion qu'elle peut achever du jour au lendemain, si elle le désire.

— Vous en tranchez à votre aise.

— Mais non, mon colonel. Le soulèvement des Beni-Aïn était facile à prévoir et à prévenir. Rappelez-vous que les montagnards de l'Aurès se sont déjà soulevés pendant la grande guerre : la répression fut immédiate et, en France, on l'ignora. Aujourd'hui, l'Islam, exaspéré par l'Angleterre et attisé par la Russie, cherche à se délivrer. Voyez l'Égypte, voyez l'Inde. Nous verrons la Tunisie, le Maroc, toute l'Algérie peut-être, pour le seul profit de l'Allemagne qui, cachée dans la coulisse, s'amuse de nous énerver ainsi sans risquer autre chose qu'un peu d'argent.

— Hé ! mon ami, la République n'ignore pas, je pense, ce que vous n'ignorez pas? Faites-lui confiance. Elle a conquis l'Islam par une politique d'humanité plutôt que par les armes : elle saura garder sa conquête. On a beaucoup exagéré l'importance de cette guerre du Sud-Algérien, parce que nous avons été surpris. Au fond, ce n'est qu'un soulèvement de trois ou quatre tribus : pour nous, une promenade militaire, quand notre corps expéditionnaire sera prêt. Ça ne vous tente pas, Joussert? Je regrette quant à moi qu'on n'ait pas besoin de colonel : je reviendrais peut-être de là-bas avec les étoiles, tandis qu'ici je ne peux plus rien espérer, et pourtant je ne me plains pas.

Ils étaient arrivés au tournant de la rue. Le colonel tendit la main au capitaine.

— Au revoir, Joussert. Vous allez à gauche?

— C'était sans le vouloir, fit-il de suite.

Et il sourit à son jeu de mots. Mais, afin de ne pas se séparer du capitaine sur une plaisanterie, il ajouta, sans transition :

— L'adjudant de semaine m'a dit qu'on avait conduit un de vos hommes aux locaux disciplinaires. Rien de grave?

— Non, mon colonel. Rien.

— Au revoir.

Le capitaine Joussert joignit les talons et salua. réglementairement.

VI

Quand le brigadier de garde, jugulaire au menton, ouvrit la porte du cachot, Panouille leva la tête.

— Voilà ta soupe, lui annonça Rechin, qui se hâta d'entrer.

Panouille sourit tristement à son voisin de lit.

— T'es un bon pote, dit-il.

— C'est bien le moins. Les autres n'y pensaient même pas, à ta soupe. J'ai dû le rappeler au cabot.

— Allons, allons ! commanda le brigadier. Pas de discours ! Défense de communiquer avec les prisonniers.

Rechin protesta.

— Tu fais du zèle?

— Ne me tutoie pas, répondit le brigadier, et dépêche-toi de sortir. Tu ne vois pas que l'adjudant de semaine nous regarde?

— Bon, bon, je sors. T'avais qu'à le dire.

Rechin sortit du cachot.

— Quel métier ! murmura-t-il. Si c'est pas une honte de traiter des hommes comme ça, pire que des forçats qui ont commis un crime ! Ah ! vivement la classe !

— Cent quinze demain matin, acheva le brigadier en soupirant.

Mais il se ressaisit.

— Dites donc ! Faudrait dire à votre maréchal des logis de semaine que cet homme-là n'a pas de couverture, et puis qu'on ne l'a pas fouillé. C'est la consigne. Vous le direz à votre maréchal des logis : je tiens à ma perme de dimanche, moi.

— Le copain n'ira pas, lui, lança Rechin, la bouche amère.

— Ce n'est pas une raison pour que je n'y aille pas, répliqua le brigadier.

— T'as rien à cacher de tes affaires? demanda Rechin à Panouille qui mangeait machinalement.

— Allons ! allons ! répéta le brigadier. Que ça finisse !

— Je m'en vais.

Et Rechin s'éloigna, sans hâte.

La gamelle entre les genoux, Panouille mangeait. Le brigadier, debout devant la porte, attendait, le trousseau de clefs à la main.

— Qu'est-ce que c'est que vous avez fait? dit-il d'une voix indifférente.

Panouille en laissa la cuiller à mi-chemin de sa bouche, puis, la reposant dans la gamelle :

— Des bêtises, dit-il sourdement. Ils m'avaient mis à ressaut.

— Qui ça?

— Le maréchal des logis de semaine.

— Je croyais que c'était le lieutenant Calorgne.

— Lui aussi, mais après, parce que j'étais à ressaut. Le lieutenant, c'est une charogne, sûr et certain, tu parles! Mais le maréchal des logis, ah!...

Et derechef il lâcha le juron qui, dans la chambre, une heure plus tôt, avait déchaîné sur lui l'orage.

— Comprenez, brigadier, poursuivit-il, ne mangeant plus. Il m'en veut, celui-là. Ça fait le troisième dimanche que je suis garde d'écurie. C'est-il juste?

— Évidemment, trois dimanches...

— Sûr et certain. Et puis, vous savez, c'est pas mon tour. J'ai calculé, c'est pas mon tour, je devais avoir ma perme. Ça fait deux mois que j'en ai pas demandé. Il a rien voulu savoir : ça m'a mis à ressaut, comprenez.

— Je comprends. C'est pas drôle.

— La petite m'avait écrit.

— Vous êtes fiancé?

— C'est pas ça. C'est parce qu'elle avait des ennuis dans sa place avec le gars qu'ils ont pris après moi.

— Je comprends.

— Comprenez, qu'est-ce que ça va devenir maintenant? J'en aurai bien pour trente jours par le général.

Le brigadier, moins indifférent, hocha la tête.

— C'est un cas de conseil, prononça-t-il lentement.

Panouille blêmit.

— Un cas de conseil!

— Probable. Voies de fait contre un supérieur à l'occasion du service.

— Voies de fait?

— T'as pas l'air de comprendre. As-tu frappé le lieutenant, oui ou non?

— Je l'ai pas frappé.

— Tu es sûr?

— Je l'ai pas frappé. C'est lui qui voulait me taper avec sa cravache.

— Alors, je ne sais plus.

— Ça ne peut pas être un cas de conseil. J'ai jamais fait de mal à personne.

— Mange toujours, tu as le temps d'y penser. Grouille-toi, voilà l'adjudant qui rapplique.

— J'ai pas faim.

— Faut manger.

Panouille n'avait plus faim. La crainte du conseil de guerre, éveillée en lui par le brigadier, l'écrasait. Il essayait de se débattre contre l'obsession prochaine. Il en demeurait stupide. Il répéta :

— Ça ne peut pas être un cas de conseil.

— Vous ne voulez plus manger?

Le brigadier prit la gamelle à moitié pleine que Panouille lui abandonnait, et la posa devant la porte.

— Dites, brigadier!

Les yeux de Panouille imploraient.

— Dites! ça ne peut pas être un cas de conseil? J'ai pas frappé le lieutenant.

— Je ne sais pas, moi.

Le brigadier cherchait parmi les clefs du trousseau la clef nécessaire.

— Il ne peut pas dire que je l'ai frappé. Je l'ai pas frappé.

— Dans ce cas, vous n'avez rien à craindre.

Il poussait la clef dans la serrure.

— Vous croyez, brigadier?

— On ne sait jamais.

Il tira la porte à lui.

La porte fermée, Panouille disait encore :

— Je l'ai pas frappé. Ça peut pas être un cas de conseil.

VII

A l'habile Rechin, canonnier servant qui s'écriait « vivement la classe! » le brigadier de garde avait répondu : « Cent quinze demain matin. » Les deux hommes, comme Panouille, canonnier conducteur, avaient encore cent quinze jours pleins de service militaire à décompter jour par jour, selon la coutume de tous les soldats, avant d'être rendus à la vie civile. Cent quinze jours : à peine un peu moins de quatre mois : le tiers d'une année : pour un soldat qui attend sa libération, le tiers d'une année est un laps de temps considérable ; pour les soldats de la classe de Panouille, ces cent quinze jours représentaient à la

fois une menace et un réconfort : une menace, parce que chacun d'eux se rappelait que les hommes de la classe 1911 comptaient moins de soixante jours à tirer quand la guerre de 1914 éclata ; un réconfort aussi, car chacun d'eux se persuadait que, pour une guerre spéciale telle que celle qui venait d'éclater dans le Sud-Algérien, on se contenterait d'employer des volontaires de la métropole à côté des troupes coloniales toutes désignées d'avance. Et si chacun souhaitait que de nombreux volontaires pussent empêcher le gouvernement d'envoyer d'office contre le rebelle Abd-El-Kracine des unités constituées, chacun se trouvait d'excellentes raisons de ne pas grossir le nombre des volontaires.

Il est certain que Panouille, canonnier conducteur, ne s'était jamais égaré dans de subtiles réflexions sur ces événements du Sud-Algérien dont ses camarades s'entretenaient devant lui avec des opinions diverses, et sur les conséquences que ces événements pouvaient avoir sur sa vie à lui. Paysan des moins favorisés de toute façon, il était sans famille. Si loin qu'il remontât vers le passé, il se revoyait travaillant à des besognes ingrates pour un maître difficile. Plus tôt qu'à son tour, il avait pesé de ses poings maladroits sur le manche d'une charrue, abreuvé les chevaux, sué de fatigue près d'une batteuse, supporté les bourrades des valets plus âgés que lui et la perpétuelle mauvaise humeur d'une maîtresse qui se plaignait qu'il la ruinât avec son vigoureux appétit, le tout au milieu du désordre et des exigences nées de la guerre. L'humble Panouille, enfant trouvé, avait grandi sans connaître aucune tendresse, voire aucune sympathie. Nul ne s'était inquiété de tenir compte des droits que les lois inopérantes lui accordaient en principe. A vingt ans, l'humble et solide Panouille ne savait pas lire, n'ayant au reste jamais eu le temps ni le goût d'y penser.

Penser, établir des rapports entre certaines choses et certaines autres, comparer et juger, qu'on y songe, c'est faire œuvre de loisir et de luxe, même quand l'intelligence n'est pas d'une évidente supériorité. L'intelligence de Panouille ne s'était appliquée qu'aux réalités les plus simples de sa vie étroite et journalière. Si maigrement partagé, il était cependant sans méchanceté et sans jalousie. La caserne lui avait donné conscience de sa force et cette revanche contre les brimades et les moqueries dont il avait été l'objet dès le début de son service militaire. Il s'était ainsi découvert un avantage qui l'avait soutenu.

Mais il avait fait une autre découverte au régiment : c'est que lui, le Panouille sans famille, sans ami, sans attache d'aucune sorte, se sentait plus seul à la caserne qu'il ne l'eût senti s'il n'avait pas laissé

à la ferme la Marguerite, fille simple comme lui, chargée des travaux de la cuisine, comme lui toujours rabrouée par la maîtresse, bien qu'elle le fût moins par le maître, comme lui sans famille quoique pour des raisons différentes. S'il n'avait pas laissé la Marguerite à la ferme, la Marguerite avec qui il pouvait causer de tout ce qui les intéressait tous deux, il n'aurait peut-être jamais demandé ces permissions qu'il demandait de temps en temps pour aller au village. Mais Panouille désirait épouser Marguerite, qui n'avait pas refusé de l'accepter. Il emporta sa promesse en partant pour la caserne. A la caserne, il sentit, tandis que les jours s'accumulaient, qu'il tenait à elle davantage. A chacune de ses permissions, il la retrouvait plus belle et plus douce.

— Cent quinze demain matin !

Il avait, avec les autres, jeté son cri dans la chambre au réveil. Le dimanche suivant, trois jours plus tard, il espérait aller voir sa Marguerite. Il l'espérait et il le voulait. Ne lui avait-elle pas écrit, car elle savait écrire, d'une grosse écriture bien lisible, que la maîtresse lui conseillait avec trop d'insistance d'épouser le valet qui avait remplacé Panouille à la ferme? Et Panouille entendait dire deux mots à la maîtresse, et deux mots sérieux, le dimanche suivant, prêt qu'il était à chercher une autre ferme et d'autres maîtres pour Marguerite et pour lui, dès sa libération.

— Cent quinze demain matin !

Mais on sait comment le maréchal de logis de semaine, en assignant à Panouille la garde d'écurie du dimanche suivant, avait malencontreusement détruit le projet de Panouille. Et l'on sait le reste, à cause de cette brusque réponse que Panouille jeta dans la chambre, devant le lieutenant Calorgne, à Rechin, son voisin de lit.

VIII

Arrivé au troisième étage du bâtiment B, Rechin, sans souffler, enfila rapidement le couloir de gauche et, à la septième porte, frappa trois coups, en détachant le dernier par un léger temps d'arrêt.

La porte s'ouvrit. Rapidement, Rechin entra dans une petite chambre qui avait pour tout meuble une table placée devant la fenêtre, deux façons d'armoires fixées au mur de chaque côté de la table, deux chaises et deux lits, pareils à ceux des chambres d'hommes, allongés contre le mur de chaque côté de la porte. La porte se referma, découvrant le maréchal des logis Faituel, qui s'était effacé derrière le battant pour laisser entrer le canonnier Rechin.

— C'est toi? fit simplement le maréchal des logis. Je t'avais recommandé de ne plus venir. Faut se méfier, et vaut mieux qu'on se retrouve à ma carrée en ville.

— Oui, mais il y a urgence.

— Tu as du nouveau?

— Tu parles! Et du bon!

Rechin se frottait les mains en clignant de l'œil, d'un air mystérieux et satisfait.

— Alors dépêche-toi, car j'ai à me raser.

— Oh! tu peux te raser. Je te conterai l'histoire pendant.

— Doucement donc! Ne crie pas comme ça : le fourrier est dans sa chambre, à côté.

Le maréchal des logis Faituel, sans vareuse, les manches de sa chemise à carreaux relevées au-dessus des coudes et le col déboutonné, avait la joue droite toute blanche de mousse de savon. Il se ficha devant le minuscule miroir à trois faces qui était accroché à son armoire, et continua de se savonner le visage.

— Vas-y, dit-il. Je t'écoute.

Rechin se planta près de lui.

— Je t'apporte de quoi faire un article de première.

Et il conta son histoire.

C'était celle du canonnier Panouille, mais arrangée par Rechin, et quelque peu augmentée.

— Quel nom que tu dis?

— Panouille.

— Ça sonne mal.

— Pas plus que Badina. Et puis quoi? Si c'est son nom, à ce garçon? Tout le monde peut pas s'appeler Marty.

— Alors, comme ça, tu dis qu'il a refusé d'être volontaire? Et au lieutenant?

— Tu parles qu'il a refusé. Même qu'il a répondu... Sais-tu ce qu'il a répondu?

— Non.

— Il a répondu : « Du flan. »

— Ça, c'est riche. Et alors, ils se sont battus?

— Je peux pas t'assurer qu'ils se sont battus. Dans ces machins-là, ça va toujours trop vite, on ne voit pas bien. En tout cas, le lieutenant gueulait comme un veau.

— Le lieutenant Calorgne, que tu m'as dit?

— Oui, l'ancien juteux.

— Attends une seconde. Comment que ça s'écrit, Panouille?

Le maréchal des logis Faituel s'était dirigé vers sa vareuse et

fouillait dans la poche intérieure. Il en tira un calepin, sur lequel il inscrivit quelques mots.

— Ta batterie, demanda-t-il, c'est la 5e, n'est-ce pas?

— Oui. Capitaine Joussert.

— Avec un t ou un d?

— Je crois un t.

— Bon, ça va. Tu sais qu'à ma batterie il n'y a pas un seul volontaire?

— A la mienne, je ne sais pas encore. Je n'ai pas pu voir le fourrier. Ils sont tous après l'affaire de Panouille, tu comprends? Mais c'est du hasard s'il y a des volontaires. On s'en ressent pas pour leur guerre du Sud-Algérien.

— Il paraît que, chez les biffins, le colonel a fait un grand discours de propagande dans la cour du quartier. Mais ça n'a presque pas rendu. Chez nous, avec cette histoire de ton Panouille et le raffût que le parti peut faire autour, faut espérer que ça ne rendra pas non plus beaucoup. Mais dis donc, comment est-il, ton Panouille? Il est intelligent?

— Ça, mon vieux, non. Pour tout dire, une vraie gourde, un ballot pur jus. Et vaut mieux ne pas insister de ce côté.

— C'est embêtant. Et il n'est pas avec nous, naturellement?

— Oh! tu sais, il ne connaît pas très bien le parti. Je te dis, il ne connaît pas grand'chose à rien.

— C'est embêtant. Il est vrai que le refus d'un imbécile peut être d'un meilleur exemple.

— Faut que je te dise en tout cas : les fourriers ont trouvé dans son paquetage *l'Humanité* d'hier.

— Oh! ça, c'est excellent. Il lisait *l'Humanité*, ton Panouille?

— A toi j'aime mieux te le dire : non. J'ai essayé, mais c'est tout juste s'il peut lire un petit bout d'article. Après, il déclare que ça le fatigue et que c'est pas fait pour lui.

— Alors, ce journal d'hier?

Rechin sourit malicieusement.

— Nous sommes voisins de lit, avoua-t-il. A l'heure qu'il est, il ne sait peut-être pas qu'on a trouvé ça dans son paquetage.

— Je comprends. Tu es un homme utile. Il faudrait un homme comme toi dans chaque batterie.

— C'est à *l'Humanité* que tu enverras ta lettre?

— A *l'Humanité* et à *l'Egalité*, aux deux. Il faut marquer le coup.

— Je vois d'ici la tête du colonel.

— Bon, ça suffit. J'ai assez vu la tienne. Décanille en vitesse, que

j'écrive mes lettres avant la reprise. J'ai à peine le temps, et il y a un type qui part pour Paris ce soir à 6 heures.

— Rendez-vous à ta carrée?

— A six et demie. Mais pas d'imprudence, hein!

— Sois tranquille.

— Et merci.

— Tu veux rire!

Les deux camarades se serrèrent la main, et le maréchal des logis poussa dehors le canonnier.

IX

Le capitaine Joussert, commandant la 5e batterie, n'était ni aussi prétentieux que l'affirmait une fois par jour à sa femme le lieutenant Calorgne, ni aussi entier que l'imaginait son colonel. Devant ses supérieurs, il gardait un air d'indépendance qui ne plaisait pas à tous, et qu'il avait rapporté de la guerre, où souvent il avait dû prendre des décisions contraires aux ordres de ses chefs. Devant ses subordonnés, il était presque toujours plein d'indulgence et de bonhomie : il savait de quel dévouement, de quel courage, de quelle admirable patience s'étaient montrés ses hommes pendant la guerre ; et si, la guerre finie, il ne commandait plus qu'à des hommes dont il n'avait qu'à préparer l'instruction en vue d'une guerre future, que tout le monde en France et lui-même espéraient à jamais impossible, il songeait, lui, avec quelques autres, que l'impossible parfois se réalise et il préparait, non sans une infinie compassion, en vue de cette future guerre impossible, les jeunes soldats que l'administration lui confiait. Le capitaine Joussert, officier né de la guerre et formé par elle, car il avait à peine vingt ans le 2 août 1914, était officier comme certains sont prêtres. C'est pourquoi, bien que sans morgue, il tolérait difficilement les préjugés et les scrupules mesquins de son lieutenant, le lieutenant Calorgne, serviteur zélé, mais serviteur trop fier de ses longs services.

Qu'on ne s'y trompe pas : le colonel aimait à taquiner le capitaine Joussert, en l'appelant, avec une pointe d'ironie, disciple de Maurras ; mais si de jeunes officiers français ne cachent pas leur désir ardent d'être les officiers d'un pays où l'ordre ne soit pas constamment menacé et dont le sort ne soit pas à la merci d'une clique politique jouant, pour son profit, des hasards du suffrage universel, le capitaine Joussert, tête de mathématicien et cœur prompt à s'émouvoir,

rêvait avec plus de calme, sinon plus d'amour, d'une France grande, forte, respectée, et par là même à jamais inattaquable. Jeune lui aussi, il observait curieusement les jeunes recrues qu'il avait à instruire. Il cherchait en eux les traces du destin misérable de leurs pères et de leurs frères aînés, et quelle âme leur avait forgée le temps de la guerre où d'enfants ils devenaient hommes, et de quel avenir ils rêvaient pour leur pays sauvé du désastre. Tête de logicien et cœur pitoyable, le capitaine Joussert ne se résolvait à punir qu'à la dernière extrémité ses canonniers coupables.

— Punir ! disait-il. Punir, quand demain ils se feront tuer sans broncher !

Un tel capitaine, on l'admettra, ne pouvait pas accepter les yeux fermés l'affaire Panouille. Il connaissait Panouille pour un canonnier qui tenait avec soin son attelage et qui ne s'était jamais fait remarquer.

— Un de ces hommes qui nous arrivaient du dépôt, se disait-il, ravitaillaient de nuit la batterie en position, et, quinze jours plus tard, étaient pulvérisés sur leur cheval par un 105, sans que le capitaine eût vu, même une seule fois, à la lumière du soleil, leur bonne figure tranquille et résignée.

Le capitaine Joussert avait décidé qu'il interrogerait Panouille, l'après-midi, en présence du lieutenant.

— Vous ne parlerez, Calorgne, que lorsque je vous prierai de parler. Cet homme est un simple. Ne l'intimidons pas, si nous voulons qu'il s'explique.

— Il n'était pas si timide, ce matin, mon capitaine.

— Je sais, Calorgne, attendons.

Amené au bureau par le brigadier de semaine et laissé seul en face du capitaine et du lieutenant, les deux fourriers ayant été renvoyés, Panouille fut timide comme le capitaine l'avait prévu.

— Panouille, fit le capitaine, vous n'avez pas eu jusqu'ici de punition grave. Vous êtes bientôt libérable. Comment avez-vous pu vous oublier, ce matin, jusqu'à...

— J'ai pas frappé mon lieutenant, coupa brusquement Panouille.

— Pas si vite ! fit le capitaine. Nous n'en sommes pas encore au lieutenant. Procédons par ordre.

Le lieutenant lança :

— Il a commencé par insulter le brigadier. Il lui a dit...

Et il répéta le mot que Panouille avait dit.

— Je vous en prie, Calorgne !

Le lieutenant se tint coi.

Non sans peine, le capitaine Joussert parvint à remonter aux

causes de l'incident malheureux. Non sans peine, car Panouille, affirmant tout à coup qu'il n'avait pas frappé le lieutenant, embrouillait le fil de l'histoire. Non sans peine, car, pudique et secret comme la plupart des simples, Panouille sembla longtemps vouloir refuser de prononcer le nom de Marguerite.

— Mais parle donc ! lui ordonna presque rudement le capitaine, qui le tutoya, comme il tutoyait au front quelques-uns de ses canonniers. Parle donc ! Tu ne sens donc pas que c'est le principal que tu caches?

Ainsi toute la déplorable vérité s'était révélée. Une seule ombre subsista : Panouille parut ne pas comprendre quand on lui demanda pourquoi un numéro de *l'Humanité* se trouvait dans son paquetage. Mais le capitaine comprit mieux sans doute que le délinquant. Du moins ne s'attarda-t-il point sur ce détail.

— Ma religion est faite, conclut-il. Qu'on le reconduise en prison, Calorgne, voulez-vous?

Panouille, inquiet, salua. Avant de sortir, il dit au lieutenant :

— Je vous jure, mon lieutenant, que je vous ai pas frappé.

Mais le lieutenant n'avait pas prétendu que Panouille l'eût frappé.

— Qu'en pensez-vous, Calorgne? demanda le capitaine, tête-à-tête.

— Mon capitaine...

Il n'osait pas.

— Mon capitaine, je m'en rapporte entièrement à votre décision.

— Je pense, Calorgne, que, si nous appliquons le règlement dans toute sa rigueur, nous commettrons une mauvaise action. Tenez-vous à ce que cet homme fasse du rabiot et n'aille pas épouser la pauvre fille qui l'appelle?

— Il est certain, mon capitaine...

— Il mérite pourtant une punition. Je n'entends pas l'absoudre. Mais il a droit aux circonstances atténuantes. Je suis d'avis de lui infliger quatre jours de prison, avec un motif adouci.

— Quatre jours...

— Ça lui en fera huit par le colonel, Calorgne. Vous ne croyez pas que ce soit suffisant? Franchement? Entre nous?

— Surtout qu'il n'a jamais eu de punition grave, mon capitaine, comme vous disiez.

— Comme vous dites, Calorgne. Rappelez les fourriers, voulez-vous?

X

Le lendemain, la 5e batterie ne parlait plus de Panouille. Un lit avait été inoccupé dans la chambre, mais un lit inoccupé ne se remarque pas dans une chambre de caserne : l'homme est de garde, ou permissionnaire, ou à la salle de police, et il reviendra le lendemain occuper son lit. Et Panouille, au surplus, n'était pas de ces soldats dont la présence s'impose à l'attention de leurs camarades. Il était absent, on savait que le capitaine, bon fieu comme à son ordinaire, n'avait pas chargé le motif de Panouille ; Panouille s'en tirait avec quelques jours de prison. Le gros événement de la veille s'était réduit à un incident de chambrée.

Rechin, voisin de lit de Panouille, Rechin seul pensait encore au gros événement de la veille. Habitué, par principe plutôt que par expérience, à compter tous les officiers et tous les sous-officiers, du général au maréchal des logis, — le maréchal des logis Faituel excepté, — pour autant de brutes à galons, il se sentait maussade. La matinée lui parut éternelle. Désigné de corvée au parc, pour le nettoyage des pièces, il avait apporté à sa tâche plus de nonchalance que jamais. En vain pourtant s'efforçait-il de travailler le plus lentement possible, afin de se donner l'illusion que le temps coulerait plus vite : il bâillait, et, à neuf heures, s'écriait déjà, d'une voix pâteuse :

— Vivement la soupe ! Je la crève.

C'est qu'à l'heure de la soupe, les exercices du matin terminés, le cycliste du colonel revenait de la gare avec sa grande sacoche pleine de journaux. Il n'avait le droit de rapporter que les journaux qu'on nomme journaux d'informations. Mais il en rapportait d'autres, qu'il dissimulait et que, en raison des risques qu'il courait, il revendait avec un sou de bénéfice. Il faisait d'ailleurs preuve d'une stricte neutralité et revendait indifféremment *l'Humanité*, *l'Egalité*, feuilles communistes et révolutionnaires, et *les Temps nouveaux* ou *l'Action française*, feuilles royaliste ou fasciste.

Rechin ne fut pas le dernier à prendre, des mains noires d'encre du cycliste, le journal qu'il préférait. Mais d'autres avaient déjà leur *Egalité* ou leur *Humanité*.

— Grouille, grouille ! lui dit le cycliste. Je n'ai plus d'*Humanité*. Ça barde. Le colonel a lu le canard, il est dans une colère de tout le tremblement.

— Ah ! fit Rechin.

Et, son journal roulé en tampon, enfoui dans la poche de son pantalon de treillis, il courut s'enfermer au fond de la cour.

L'Egalité avait monté en épingle la nouvelle que le maréchal des logis Faituel lui avait transmise et qu'elle déclarait tenir d'un groupe de canonniers exaspérés. Des titres, en caractères énormes, étalés sur la largeur de deux colonnes, annonçaient :

LE CAPITALISME AUX ABOIS

UN CRIME A LA CASERNE

UN SOLDAT QUI REFUSAIT DE PARTIR POUR LE SUD-ALGÉRIEN EST ASSOMMÉ PAR LES OFFICIERS

Et l'incident de la veille, qui avait été pour la batterie de Panouille un gros événement et qui ne l'était déjà plus, devenait un drame effroyable. Le canonnier Panouille, désigné d'office pour le Sud-Algérien, parce qu'on le considérait au régiment comme un homme dangereux, avait refusé de partir et répondu : « Non, je n'irai pas me faire tuer pour le capitalisme bourgeois. A bas la guerre ! » Sur quoi, une immonde brute à deux ficelles, alcoolique et affiliée aux bandes fascistes de *l'Action française* et de *l'Echo de Paris*, avait assommé le courageux Panouille à coups de cravache. Le capitaine, qui assistait à cette scène d'ignoble sauvagerie, dont tout le prolétariat menacé devait s'alarmer, n'était intervenu que pour commander à deux canonniers de tenir la victime sanglante, qui, à chaque coup de cravache reçu, répondait : « A bas la guerre ! » Pas un seul canonnier n'avait obéi au commandement du sinistre capitaine. On avait dû appeler deux sous-officiers, vils esclaves. Déjà toute la caserne était sur pied. Des rassemblements se formaient sous les fenêtres du bâtiment A. Des cris montaient vers les assassins casqués. Le poste de police avait pris les armes. Et c'est au milieu d'une escorte de fusils, mais aussi de cris de protestation, que le canonnier Panouille, martyr du prolétariat et victime du militarisme, le visage tuméfié et l'œil droit probablement perdu, avait été transporté par quatre traîtres à la prison régimentaire. Le comité de direction de *l'Egalité*, estimant la mesure comble, terminait le récit de ce drame symptomatique en engageant le prolétariat ouvrier et paysan à se lever contre les assassins du camarade Panouille et en adressant aux soldats ce conseil viril : « Imitez le canonnier Pa-

nouille, exemple de conscience humaine. Refusez de partir pour la boucherie du Sud-Algérien. Le Sud-Algérien aux Sud-Algériens ! A bas la guerre ! »

Cette fois, le gros événement de la veille, qui n'avait ému qu'une partie du deuxième groupe, courut tout le quartier. En moins d'une heure, les trois groupes du régiment étaient en effervescence. Dans toutes les chambres, aux écuries, à la cantine, dans les bureaux, dans la cour, au parc d'artillerie, officiers, sous-officiers et canonniers ne s'entretenaient que de Panouille. Il n'était peut-être pas entré au quartier, par les soins du cycliste, plus de vingt exemplaires de *l'Humanité* et de *l'Egalité*, qui avaient circulé promptement, et le cycliste du colonel regrettait sans doute de n'avoir pas acheté tout le stock de journaux de la gare. Mais il n'était peut-être plus personne, quand le trompette de garde sonna la soupe, qui ignorât au quartier l'aventure de Panouille.

Un officier l'ignorait pourtant, ou du moins l'ignorait sous la forme où les autres la connaissaient : c'était le capitaine Joussert, qui signait les paperasses du rapport quotidien. Le lieutenant Calorgne ne s'était pas encore présenté au bureau, et les fourriers travaillaient autour du capitaine, lequel ne signait rien sans avoir exigé les explications nécessaires.

Mais le capitaine Joussert n'ignora plus longtemps ce qui troublait la vie monotone du quartier. Un planton lui apporta une enveloppe cachetée.

— De la part du colonel, mon capitaine.

Le capitaine lut.

— Tout de suite? Bien, j'y vais.

THIERRY SANDRE.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

EN PLEIN CHLOROFORME

On croit rêver quand on lit, surtout quand on relit, les déclarations de M. Chamberlain après la signature du pacte rhénan. Alors que l'univers est en guerre et feint à peine de ne l'être pas, alors que tout au plus les signatures de Locarno équivalent à un armistice, bien précaire, bien tortueux, M. Charmberlain élève au dieu de l'optimisme — sans contredit le plus sot des dieux, — un temple babylonien. Si les diverses déclarations qu'on publie de lui depuis plusieurs jours sont bien exactes (pourquoi ne le seraient-elles pas?) M. Chamberlain, et avec lui tout les dirigeants britanniques, opposition comprise, se flattent d'avoir mis fin à la guerre en Europe occidentale pour un laps de temps considérable. Il l'a dit en termes exprès : aucune puissance n'osera désormais prendre la responsabilité de déclarer la guerre.

Remarquez que l'observation de M. Chamberlain est exacte jusqu'à un certain point. Qu'une grande puissance prenne désormais, ostensiblement, l'initiative de remuer à grand fracas les portes du temple de Janus, cela paraît improbable, dans un univers politique où les hommes de loi tendent à prédominer de plus en plus. Ces messieurs ont le culte de la forme. C'est à peu près le seul qui leur reste. Mais ils l'ont supérieurement. Cela signifie qu'on en sera quitte pour laisser les fusils « partir tout seuls », pour confier à des pirates le soin d'exécuter les premiers bombardements sur les villes ouvertes, et à constater simplement l'existence d'un état de guerre, dont

chacun répudiera l'invention. Le gain sera-t-il très avantageux?

Nous n'en sommes pas encore là. Une période préparatoire, caractérisée par le chloroforme de Locarno, va la précéder, durant laquelle la régression française, jusque-là empirique, provoquée par des conjurations récurrentes, va devenir sujette à une procédure normale avec son cortège d'avoués, de juges, d'avocats et de recours. Au lieu d'avoir besoin, comme par le passé, de rassembler à grands frais, pour un résultat incertain, des prétextes de coalition antifrançaise, on disposera d'un arsenal régulier et d'un programme préfixe. Désormais l'artillerie lourde allemande, construite ou à construire, est admise de nouveau à faire entendre sa grosse voix dans le concert européen et mondial. De nouveau le terrain de possibilités, de *möglich* infinies est ouvert au *Reich.*

En faisant la part qui convient à l'exagération d'un nationalisme fraîchement réinstallé dans les environs du pouvoir, on ne peut méconnaître la vérité de certaines considérations, faites l'autre jour par M. von Freytag-Lornighoven dans la *Deutsch Zeitung* : « Avons-nous, se demandait-il, encore à craindre l'Empire britannique? Il craque de toutes parts. Il est obligé de céder devant la Chine, il cédera devant la Turquie, dans la question de Mossoul. A l'intérieur il lutte sans espoir de succès contre les plus graves difficultés Le nombre des chômeurs croît irrésistiblement, la grève des gens de mer a gravement nui au commerce et à la navigation, les syndicats, victorieux dans le conflit minier, ont pris conscience de leur force, ils passent par-dessus le Labour Party modéré, et le récent congrès de Scarborough vient encore montrer qu'ils défendent des idées qu'on peut appeler bolchevistes... Quant à la situation de la France, il n'est pas besoin de l'exposer. Ses finances sont ébranlées, elle ne peut plus arrêter l'inflation. Les projets de réforme de Caillaux s'effondrent. Il a été obligé de soumettre aux dirigeants de Wall Street le budget pour 1926 et n'a pourtant obtenu qu'un accord provisoire qui n'est réalisable pour la France que si l'on serre fort la vis de la fiscalité. Aucun ministère français ne pourra survivre à cette épreuve. Et puis il y a le Maroc et la Syrie. En vérité ni l'Angleterre, ni la France ne sont aujourd'hui des nations fortes. »

Assurément on relèverait des déformations « professionnelles » dans cet exposé. Suffisent-elles à en dénaturer l'argumentation? Si les conservateurs anglais paraissent plus solidement rivés au pouvoir que von Freytag ne paraît le croire à un autre endroit de son article, il est absolument vrai que les masses syndicalistes sont en train de glisser à l'extrême gauche communiste, ce qui me paraît être la pente naturelle de tout syndicalisme ouvrier, toujours idéolo-

gique et sentimental. Depuis un an et plus les avertissements n'ont pas manqué à M. Baldwin et à ses collègues. Partout ils ont paisiblement laissé la maladie évoluer, gangrener la démocratie et ce n'est que tard, très tard, trop tard peut-être qu'ils se décident à réagir, en arrêtant les principaux chefs du communisme. Ce geste nécessaire, insuffisant, rendra-t-il ce qu'on en attend? Sera-t-il continué, appuyé par d'autres gestes semblables? Nous le souhaitons sans oser l'espérer.

Pour la France, il est vrai, trop vrai que l'inflation, devenue quasi irréductible depuis plusieurs mois, nous met en fâcheuse posture. Sans doute nous viendrons à bout des rébellions syriennes et marocaines... si nous voulons pousser l'effort nécessaire jusqu'où il doit être poussé. Nous n'en sommes pas moins de ce fait à la merci d'une complication improbable, si l'on veut, mais toujours possible dans l'état d'anémie où nous mettent la politique fiscale du cartel et le regroupement des forces européennes.

Qu'on s'appesantisse autant qu'on voudra sur les avantages (immédiats) des journées de Locarno, on ne peut nier qu'elles consacrent d'une façon prodigieuse le relèvement de l'Allemagne. Après la restauration politique, la restauration monétaire et la restauration militaire par l'écrasement des centuries rouges et l'épaulement de la Reichswehr, par les innombrables sociétés secrètes que tout le monde connaît, survient à son heure la restauration diplomatique. Les conservateurs allemands font du bon travail.

On ne peut nier non plus que l'entrée de l'Allemagne dans la Société des Nations ne s'effectue à la façon d'un coin, dont les parties principales et les plus inquiétantes restent en dehors du covenant. Si l'Allemagne n'a pu acquérir les privilèges exorbitants qu'elle ambitionnait (jusqu'à quel point ces ambitions représentaient-elles un jeu d'esbrouffe soigneusement combiné, c'est ce qu'on ne sent pas), elle a réussi néanmoins à s'assurer des avantages effectifs, les uns patents, les autres occultes.

Le simple énoncé des premiers suffit à légitimer les pires inquiétudes. L'une des principales raisons qu'avait M. Chamberlain de soutenir l'Allemagne, était de provoquer un décollement germano-russe. Sur ce point il n'a pas obtenu entière satisfaction. L'Allemagne entre bien dans les salles de réunion de Genève, elle réalise bien avec l'Angleterre ce contact permanent qui effrayait si fort M. Tchitchérine qu'il vint spécialement de Moscou pour en prévenir le danger, mais elle n'y entre pas libre de négocier comme elle l'entendra ni peut-être même comme elle désirera. Les clauses de Rapallo continuent de l'entraver.

Tchitcherine a réussi à convaincre les hommes du Reich des avantages qu'il y avait à réserver du côté de Moscou ces possibilités sur lesquelles ils aiment tant rêver. Que de son côté M. Stresemann ait argué vis-à-vis de Londres de la nécessité pour lui de respecter les transitions, d'attendre encore un peu pour liquider les bolcheviks, c'est possible, c'est probable, c'est inquiétant. L'attitude future de l'Allemagne dépendra des avantages qu'elle recueillera de son adhésion au covenant : désarmement général, obtention de mandats, révision des frontières, adoucissements économiques au plan Dawes, annexion de l'Autriche, évacuation des territoires occupés, etc. Oh ! je sais que les pactes méridionaux et orientaux avec Prague et Varsovie parlent du *cadre* des traités. On sait ce que c'est qu'un cadre Le même cadre peut convenir à bien des gravures différentes. Le *Reich* n'aura sans doute pas beaucoup de mal à démontrer que la gravure de Versailles est devenue rococo, inconvenante, périmée et qu'il sied, — en conservant le cadre, le cadre sacro-saint — d'y mettre une gravure de Locarno.

M. Stresemann l'a déclaré en propres termes : *Locarno ne doit pas être une fin, mais un début*, le début d'un avenir pro-allemand, le début d'une anesthésie française. La présence de M. Briand à cette tragi-comédie invite à certains rappels. C'est en 1916 qu'il réclamait pour le Rhin une organisation occidentale, c'est en 1925 qu'il admet les Prussiens, ces Orientaux, à veiller sur nos propres frontières. On conçoit que des patriotes, pour qui (et avec combien de raison) le traité de Versailles représentait une colossale duperie, prononcent, avec M. Louis Marin, le mot d' « imbécillité ».

C'est à désespérer du bon sens. Quoi ! L'expérience de la neutralité belge ne nous a donc rien appris? Qu'avons-nous vu en 1914? Le roi de Prusse violer des frontières qu'il avait solennellement garanties, se moquer des conventions, dont les plus récentes dataient de quelques mois et auxquelles pendait en bonne place le sceau du Reich, l'Angleterre dépourvue de cette armée qu'elle s'était pourtant engagée à entretenir pour protéger les frontières belges. Croit-on franchement que l'Allemagne, dix millions de milliards de fois plus assoiffée de revanche et de conquête qu'elle ne pouvait l'être en 1839, va subitement se conduire avec plus de correction que par le passé, alors que tout l'excite à récidiver? Croit-on que l'Angleterre, dépouillée plus que jamais, au point de vue militaire, de l'outil agissant et rapide qu'il lui faudrait, va se préoccuper de la sécurité *effective* des territoires qu'elle garantit de nouveau, le cœur léger? Oublie-t-on qu'en 1914, alors que la violation de l'acte de 1839 était patente, criante, scandaleuse, la neutralité anglaise n'a tenu

qu'à un fil? Quand la Reichswehr passera les ponts, ce sera par derrière une telle armée de légistes que les ministres anglais reculeront devant cette forêt de paperasses et de stylos.

Le plus amusant c'est que nous voici obligés, par réciprocité diplomatique, de garantir la pauvre innocente Allemagne contre une éviction. Vous verrez que la prochaine guerre viendra de ce qu'un douanier honoraire aura franchi un peu trop vite la frontière danoise et que la France aura refusé de bloquer Copenhague pour cet attentat inouï.

Depuis notre veulerie de Sadowa nous n'avons pas commis de pire abdication. Devant un résultat pareil on se demande pourquoi nous avons combattu quatre longues années. C'est la première fois dans l'histoire qu'une farce aussi pompeuse et aussi puérile est représentée devant des peuples en convalescence, dont tous les morts ne sont pas encore bien enterrés.

Si au moins la réunion de Locarno servait de point de départ à cette « ligue des débiteurs » dont un journal américain parlait l'autre jour avec une certaine appréhension ! Mais rien n'indique qu'il doive en être ainsi. Odieusement trahie vis-à-vis de l'Allemagne, la France est jetée pieds et poings liés en pâture au dollar, qui n'est pas encore assez gras. Le prélèvement sur le capital, qui empêchait Louis XIV de dormir, quand il ne s'élevait, en matière successorale, qu'au centième denier, et dont Mirabeau affirmait que c'était un « pillage », va devenir une réalité républicaine, bien digne de l'affreuse gabegie diplomatique, sociale, militaire et économique, que la victoire du radicalisme socialiste ménage à cette fin de guerre.

René Johannet.

La question scolaire au Canada.

Un problème curieux et dont la solution peut entraîner de graves conséquences est actuellement posé devant la Cour suprême du Canada.

En voici les principaux éléments :

Le système scolaire de Montréal ne comportait jusqu'à présent que deux catégories d'écoles : les écoles catholiques et les écoles protestantes. Chaque catégorie était contrôlée par un « board » spécial. Ce système fut longtemps pratiqué sans provoquer de protestations, sans entraîner de difficultés. En dehors des protestants et des catholiques, il y avait si peu d'enfants appartenant à d'autres cultes, qu'on ne songeait guère à réclamer des écoles confessionnelles d'autres reli-

gions. Les parents payaient la taxe fixée et envoyaient leurs enfants soit à l'école catholique, soit à l'école protestante, où ils n'étaient pas tenus d'assister aux exercices religieux d'un culte auquel ils étaient étrangers. Mais l'immigration progressive modifia considérablement la proportion des cultes professés par les familles des enfants. Des Grecs, des Arméniens, des Juifs surtout envahirent le Dominion et la plupart d'entre eux, domiciliés dans les villes, adoptèrent les écoles protestantes.

Quand les Juifs s'estimèrent assez nombreux et assez puissants, ils commencèrent une campagne de presse et d'opinion pour battre en brèche le système scolaire canadien. Dans plusieurs écoles de Montréal, les élèves juifs étaient plus nombreux que les protestants ; certains parents ne voyaient pas d'un bon œil cette promiscuité et les directeurs d'écoles étaient peu satisfaits de constater qu'à certains jours, leurs classes se trouvaient à moitié vides parce que c'était le Sabbat ou une fête israélite.

La presse juive réclamait déjà la création d'écoles confessionnelles à l'usage des Hébreux, et si l'on entrait dans cette voie, où s'arrêterait-on? Déjà, des Irlandais, sous prétexte que les écoles catholiques étaient dirigées par des Canadiens français, émettaient le vœu qu'on organisât des écoles catholiques irlandaises où l'on parlât anglais et irlandais ; les Grecs orthodoxes, les Syriens, les Arméniens étaient prêts à formuler les mêmes prétentions. Quel coup serait porté à la nationalité canadienne, à l'harmonie du Dominion?

Au cours d'un récent voyage à Montréal et à Québec, j'ai pu me rendre compte de l'importance de la question soulevée et recueillir certains documents à son sujet.

Par ordre du lieutenant gouverneur en date du 31 juillet 1924, une commission de neuf membres comprenant trois catholiques, trois protestants et trois Juifs fut chargée d'une enquête sur « les conditions du système scolaire dans les diverses municipalités de la cité de Montréal, afin d'améliorer ce système, de le rendre plus efficace et d'assurer la stabilité financière et le crédit de ces municipalités ». Le côté financier avait aussi son importance, car le budget des écoles protestantes deviendrait assurément très déficitaire si les élèves non protestants, qui les fréquentaient, en étaient retirés.

La commission tint de nombreuses séances, entendit beaucoup de témoins et ses procès-verbaux sont très intéressants à dépouiller. Dans la première séance M. Creelman, au nom des Israélites, donna des statistiques précises sur la progression de la population scolaire juive.

Les écoles de Montréal comptaient 1 775 Juifs en 1902 ; elles en ont aujourd'hui 11 557. N'y avait-il pas lieu d'abroger l'article 3051 de la loi de 1903, spécifiant que « les enfants des personnes professant la religion juive auraient le droit d'être élevés dans les écoles publiques de la province comme les enfants protestants et traités

comme eux à tous égards »? Et M. Creelman exprimait le vœu que désormais les Juifs, de même que les Syriens, ne fussent plus considérés comme des protestants au point de vue de l'éducation.

Ces revendications furent appuyées par tous les Israélites appelés à déposer devant la commission d'enquête, notamment par le conseil des rabbins orthodoxes de Montréal, qui rédigea un mémoire tendant à démontrer que les Juifs étaient qualifiés pour élever leurs enfants selon les préceptes de leur religion, et que leur population était assez nombreuse à Montréal pour justifier une organisation scolaire juive.

Après l'audition de nombreux témoins, la commission voulut consulter des jurisconsultes les plus autorisés et établit, à cet effet, un questionnaire visant spécialement les points suivants :

Le statut de Québec de 1903, chapitre XVI, permet-il la nomination de Juifs dans le comité protestant des écoles?

Le comité protestant a-t-il le droit de nommer des professeurs juifs dans ses écoles?

Des Juifs peuvent-ils légalement faire partie du conseil consultatif des écoles ou du comité protestant de l'Instruction publique?

Les avis furent naturellement assez différents suivant les personnalités consultées, ainsi que les mémoires rédigés par les représentants des protestants, des catholiques, de la majorité et de la minorité des organismes juifs.

La commission générale d'enquête conclut en recommandant au gouvernement de maintenir le *statu quo* scolaire jusqu'à ce que les tribunaux aient statué sur les questions soulevées.

*
* *

Le 4 février 1925, la cour du King's Bench (juridiction d'appel) fut saisie de l'affaire par l'*Attorney general*, sur l'ordre du lieutenant gouverneur. Les commissaires catholiques et protestants du Board scolaire, les Juifs membres de la commission d'éducation furent appelés à donner leur opinion avec développements à l'appui sur les différents points du questionnaire. Les juges durent se prononcer et répondre par oui ou non à chacune des questions. A l'unanimité, ils déclarèrent qu'on ne pouvait obliger le comité scolaire protestant à nommer des maîtres juifs pour enseigner des élèves de cette religion, et que la législature provinciale ne pouvait faire des lois imposant des Juifs au conseil scolaire protestant, à la commission de l'instruction publique ou au corps des membres ayant voix consultative.

A la question : La législature provinciale peut-elle faire une loi établissant des écoles à l'usage des enfants qui ne sont ni catholiques ni protestants? trois juges sur cinq répondirent : Non.

En des mémoires complémentaires, les juges donnèrent les raisons juridiques et autres qui avaient déterminé leurs votes. Le mémoire le plus complet, le plus juridiquement rédigé me paraît être celui

du juge A. Rivard et je tiens à en citer quelques passages, d'autant que ce document donne un aperçu très exact de toute l'organisation scolaire et des principes qui ont présidé à sa création ; il exprime d'autre part des idées fort élevées au point de vue moral et qui devraient recueillir les suffrages de tous les chrétiens.

Au Bas-Canada, il avait été établi que les écoles seraient toutes confessionnelles. « A Montréal et à Québec ce caractère est aussi nettement déterminé que possible : Six catholiques romains forment une corporation distincte pour un groupe d'écoles, et six protestants pour l'autre... Une loi de 1846 (9 Vic. ch. xxvii) spécifie que les commissaires régleront le cours d'études pour chaque école et que le curé, prêtre ou ministre desservant aura le droit exclusif de choisir les livres de morale et de religion pour les écoles des enfants de sa croyance religieuse (1). »

L'État canadien reconnaît la liberté des cultes, mais cette liberté ne comporte pas nécessairement le droit d'enseigner dans les écoles publiques avec le concours et la protection de l'État. Si ces écoles sont chrétiennes, ajoute le juge Rivard, « si les croyances de la chrétienté sont à la base de l'éducation qui s'y donne, si elles sont assorties au dessein de former les sujets d'un roi qui, depuis quatre siècles, s'honore du titre de *Defensor fidei*, comment serait-il permis de faire participer l'État à un enseignement qui traiterait cette confession, ces croyances, ces doctrines et le titre même de « défenseur de la foi » comme autant d'impostures? »

S'appuyant sur le texte du Dalloz (organisation de l'instruction publique), l'éminent magistrat cite une phrase de Berryer affirmant la nécessité pour un État de mettre en harmonie les lois et les institutions du pays (2). Si, profitant des lois sur l'immigration, des Juifs et des païens se placent sous la protection de l'État canadien, ils n'ont qu'à se soumettre à sa législation. Ce n'est pas une chose plus extraordinaire dans les pays où les écoles publiques sont chrétiennes que dans ceux où elle est neutre. Et le juge A. Rivard (3), pour montrer que son sens de l'équité égale sa science juridique, ajoute qu'il n'est pas interdit aux protestants de recevoir dans leurs écoles des enfants juifs, mais qu'on ne saurait les y obliger. La demande des délégués juifs est incontestablement en contradiction avec la constitution canadienne.

Le juge Letourneau a expliqué ses divers votes par des motifs qui sont d'inspiration similaire, et le jugement de la cour, bien accueilli des populations, ne fut pas du goût des tenants d'Israël. Ce

(1) *Dominion of Canada. In the supreme court of Canada*, An appeal from the opinion pronounced by the Court of Kings Bench. Québec, 11th march 1925.

(2) *Discours parlementaires*, vol. V, p. 588.

(3) Le juge A. Rivard est l'auteur d'un livre charmant : *Chez nous*, publié à Québec en 1919 et qui donne d'intéressants aperçus sur les mœurs, coutumes et traditions du Canada.

furent surtout les journaux juifs ou judaïsants des États-Unis et les organes des feuilles maçonniques qui protestèrent contre les décisions de la juridiction d'appel. Le juge A. Rivard fut surtout pris à partie ; on déclara que ce Canadien catholique était d'un autre âge, qu'il n'entendait rien à la civilisation actuelle, à la démocratie, au laïcisme, que la religion était une réminiscence d'un passé aboli, et c'est cependant au nom de leurs idées religieuses que les Juifs réclamaient des écoles publiques confessionnelles à l'usage de ceux de leur race.

Pendant que ces réclamations et projets de réforme se poursuivaient au Canada, une campagne était menée aux États-Unis par les associations maçonniques et aussi, paraît-il, par le Ku Klux Klan en faveur de l'école laïque obligatoire et unique. Chambre et Sénat, influencés par des groupements électoraux, allaient se conformer à ces suggestions, mais la Cour suprême, dont on sait l'indépendance à l'égard des pouvoirs publics, intervint. Elle déclara solennellement, ce qui, en tous pays, devrait être considéré comme un axiome : les enfants, avant d'appartenir à l'État, appartiennent à leurs parents. Portalis avait naguère ainsi formulé le même avis : « L'État, disait-il, assiste la famille et ne la supplante pas. »

Quoi qu'il en soit, le jugement de la cour du Queen's Bench n'a pas satisfait les Juifs et ils font appel de ce jugement devant la Cour suprême du Canada. En leur nom, MM. Michaël Hirsch, ancien négociant, et Samuel W. Cohen, ingénieur des mines, tous deux de la cité de Montréal, se font appelants et réclament la réformation de cette décision judiciaire en date du 11 mars 1925.

Il est difficile de prévoir quel sera le verdict définitif de la Cour suprême. Jugera-t-elle en droit ou en équité? Se rendra-t-elle compte qu'en ouvrant toutes grandes aux Juifs les portes d'un enseignement public confessionnel, elle facilite un mode d'invasion dont les Roumains, après en avoir fait la douloureuse expérience, ont compris le danger. Le fait d'accorder aux Juifs le droit de faire partie de la commission de l'instruction publique marquerait l'accomplissement d'une première étape. La création d'écoles confessionnelles juives en résulterait, à brève échéance. Aux écoles primaires s'ajouteraient bientôt des écoles secondaires et techniques. Le Dominion serait envahi par des nuées d'avocats, de médecins, d'ingénieurs d'une race étrangère, inassimilable. Une grave menace pèserait sur le Canada tout entier et spécialement sur les Canadiens catholiques, qui gardent si fidèlement la langue, les usages, les traditions de la Vieille France.

Roger Lambelin.

LES LETTRES

LES LIVRES NOUVEAUX

Alfred de Tarde est mort à la Roque-Gajac le 3 avril dernier. Il avait, en 1907, publié un roman, *Hors la vie;* mais toute son œuvre postérieure semblait ne relever que des rubriques politiques et sociologiques. Il écrivit une thèse de doctorat sur *l'Idée de juste prix;* il mena avec Henri Massis les enquêtes fameuses d'Agathon sur *l'Esprit de la nouvelle Sorbonne* (1911) et sur *les Jeunes gens d'aujourd'hui* (1913); il étudia, dans la collection qu'il dirigeait chez Plon, les conséquences économiques de la guerre et la colonisation du Maroc; il chercha, avec Robert de Jouvenel, à définir la *Politique du temps présent.*

Cependant, il a laissé un roman en mourant, *Allegra ou le Clos des loisirs.* Et ce roman ne fut pas pour lui un travail de remplacement, une besogne facile et qui divertit des préoccupations habituelles; commencé aussitôt après la publication de *Hors la vie,* il n'a été porté à son point d'achèvement qu'en 1924. Alfred de Tarde l'a porté en lui en même temps que toutes les idées qui lui étaient chères. Est-ce que cela ne nous permet pas, avant même d'ouvrir *Allegra,* d'en deviner le caractère? *Allegra* doit être un roman philosophique, et cacher, sous des noms harmonieux, des « êtres de raison ». Il doit être plein de symboles, et former comme un résumé poétique des théories les plus chères de son auteur.

C'est cela, en effet. Alfred de Tarde avait autre chose à faire que d'ausculter des cœurs amoureux, de suivre, en des manifestations

dont il ne serait point l'inspirateur mais le témoin, des « personnages », des créatures presque vivantes que le romancier arrache à la réalité et, passionnément, regarde vivre. *Allegra* est un roman allégorique, à la façon du Roman de la Rose.

Le roman allégorique a de graves défauts. Mais ne lui nions pas toutes vertus. Il permet de donner aux idées abstraites une beauté plastique. En même temps qu'à l'intelligence, il s'adresse à la sensibilité. Les penseurs peuvent avoir recours à lui, quand ils veulent occuper à la fois les chemins de la raison et les chemins du cœur. Il enveloppe les idées pures d'une atmosphère brillante qui les rend aimables. Il persuade les lecteurs faciles à émouvoir par les sortilèges de l'art.

Allegra a quinze ans. Elle a été élevée par son père, un sculpteur, un homme original et peut-être imprudent, qui n'a eu pour dessein que d'épargner à son enfant toute douleur, tout effort, et le spectacle de la laideur. Elle vit dans un parc enchanté, elle écoute de belles légendes, elle regarde sourire des déesses et des dieux de marbre. Elle ne connaît la souffrance que par un masque grimaçant, que son père a oublié de détruire et qui l'épouvante. Elle est belle et elle danse.

Il faut avouer que la nature s'est faite la complice bénévole du précepteur. Elle a paré Allegra de tous ses dons. Je ne pense pas que la fillette ait jamais été malade ; c'est parce qu'elle n'est point une créature de chair et de nerfs, mais une pensée qui a revêtu forme humaine dans le cerveau d'un philosophe. Elle échappe aux lois physiques, comme une ondine d'Andersen.

Le père meurt. Si je l'ai dit imprudent, c'est qu'il devait prévoir qu'Allegra, tôt ou tard, se trouverait en présence de la vie, qu'elle contemplerait et partagerait peut-être les souffrances de l'humanité. De saisissement, elle en pourrait mourir. Elle résiste. Même, quand elle voit pour la première fois la ville, les maisons, le peuple en travail, elle s'émerveille.

Et puis, comment ne trouverait-elle pas tout beau? Elle aime. Elle aime son frère de lait, Philippe, le boulanger, le fils de la vieille Cateau sa nourrice, qui a, pauvre innocente, la charge de veiller sur Allegra. Philippe n'est pas tout absorbé par sa tâche. Il aime la pensée. Il est pitoyable à la misère ; il souffre de voir ses frères de labeur écrasés par les besognes matérielles. C'est à travers le cerveau de Philippe qu'Allegra connaît le monde. Elle partagera ses rêveries généreuses. Quand Philippe, pour ses opinions, va en prison, elle le cherche. Elle va à Paris, « cité dolente ». Elle connaît des êtres qui souffrent avec courage. Elle suit Philippe, ensuite, à travers les provinces de

France, dans une maison roulante. Elle joue avec lui, pour le peuple des champs, des féeries d'autrefois. Philippe lui enseigne que la vie champêtre est la plus douce. On y savoure les délices de la solitude ; l'âme y jouit mieux d'elle-même. Or, c'est dans l'âme seule qu'est la source du bonheur. Les hommes ont fouillé la terre, créé l'industrie. Mais la vraie mine merveilleuse, où gisent les sublimes trésors, c'est l'âme. Il n'est de joie pure que dans le libre développement de l'esprit.

Quand Philippe est mort, assassiné, Allegra retourne au parc de son enfance. Dans le sol, on a découvert des richesses incalculables. On a élevé des usines. Allegra n'a qu'à vouloir pour que tous ses rêves s'accomplissent.

Elle élève alors une de ces cités d'Utopie comme nous en connaissons beaucoup. Mais tandis que les auteurs de *Looking backward*, de l'*Icarie*, de *Sur la pierre blanche* s'efforçaient avant tout d'organiser la société en vue du bien-être matériel, Alfred de Tarde ne bâtit le *Clos des loisirs* que pour assurer à ses habitants le divin loisir, l'*Otium* cher à Cicéron, source de toutes les joies, de tous les progrès, et moyen d'ennoblissement de l'homme. Autour du Clos des Loisirs on ne travaille pas pour trafiquer et pour manger, mais pour perfectionner son talent et son ingéniosité. De degré en degré, on s'y élève du travail manuel à la culture de l'esprit, inséparable du plaisir. Au centre du Clos des Loisirs est élevé le petit Madalet, le fils de Philippe et d'Allegra, symbole de la collaboration des laborieux qui cherchent à s'élever et des idéalistes qui mettent la richesse à leur disposition pour les libérer. C'est Madalet qui, retrouvant le masque de la souffrance, dont sa mère avait eu peur autrefois, le jette par la fenêtre... Ces merveilles, on les verra peut-être dans bien des siècles. Ne pas y croire ne dispense pas de travailler à leur accomplissement partiel.

Mais quelques lecteurs seront surpris de voir un observateur aussi réaliste qu'Alfred de Tarde des phénomènes économiques se perdre dans les nuées, et construire une Jérusalem céleste... Peut-être leur étonnement est-il une méconnaissance de l'œuvre du critique, et de l'idéalisme qu'il hérita de Gabriel Tarde, son père. L'un et l'autre n'ont étudié les rouages de la société moderne que dans l'espoir de les améliorer, de sorte que, mieux organisée, elle assure aux hommes le loisir, bien suprême, et les joies supérieures de l'esprit.

En tout cas, même si l'on est tenté de combattre son optimisme, même si l'on blâme les artifices subtils dont il est comme tissé, on reconnaîtra que ce roman est animé de généreuses pensées. Et, ce qui est bien aussi, qu'il est écrit par un artiste, savant évocateur des formes, et musicien de la prose.

*
* *

L'auteur du *Bachelier sans vergogne*, M. Albert Marchon, dont on connaissait déjà un fort aimable recueil de vers, *Sous le signe de la Vierge*, n'a point de préoccupations philosophiques. On pourrait, en commençant de lire ce joli livre, lui en attribuer. Voilà un garçon qui s'enfuit de chez ses parents avec trente sous dans sa poche, pour courir les montagnes du Dauphiné et de la Provence. Pour toute pièce d'identité, il a son diplôme sur parchemin ; mais il est bien persuadé que le *satisfecit* de la Faculté de Grenoble ne lui servira jamais de rien. Allons-nous lire un réquisitoire contre la culture livresque, un panégyrique de la vie en plein air, et, dans ses ascensions, le jeune bachelier sera-t-il suivi par l'ombre inspiratrice de Rousseau ?

Il a dû songer à cela. Mais l'amour de la nature pour elle-même a bien vite banni raisonnements et doctrines. *Le Bachelier sans vergogne* n'est qu'une collection de croquis de voyage, très savoureux, très frais et très sincères. Notre gamin errant sera, j'espère, un homme optimiste. Chez les montagnards écossais, — musique de Boëldieu, — l'hospitalité se donne et ne se vend jamais. Les montagnards dauphinois sont tout aussi généreux. Et au moment où il avait grand' faim, le petit voyageur a toujours trouvé, chez de braves gens, le gîte et le bol de bonne soupe chaude, comme on n'en goûte point dans les villes. Il a rencontré bien des « types » amusants. Le berger Bériou ; la marchande de tabac à qui il comptait exprimer vivement sa sympathie ; mais un autre galant le devança et cette fois, c'est un petit Boubouroche qui reste dans l'armoire. Il a vu, dans leur cabane-ès-montagnes, de pauvres vieux qui l'ont pris pour leur neveu Fernand, parti vers les Amériques, et qui l'ont choyé toute une nuit, en lui rappelant son enfance. Il a été garçon de café à Grenoble. Il a dîné à la table d'un gendarme poète. On l'a entraîné dans des asiles moins recommandables. Mais où il a été surtout heureux, c'est sur les pentes couvertes de lavande, dans les cols glacés où l'air était pur, le long des nobles routes de Provence où palpitent les platanes. Il aime les beaux paysages. Il sait les peindre avec des mots vifs et comme neufs.

Ce n'est qu'un petit livre. Mais très agréable. Et telles descriptions, — celle des vieilles rues de Marseille, par exemple, — sont parmi les meilleures que nous connaissions.

*
* *

A cause de certains paragraphes un peu trop audacieux et de quelques cynismes puérils, qui n'ajoutent rien aux idées, je ne puis

recommander à tout le monde la lecture de la *Méditation sur un amour défunt*, de M. Emmanuel Berl. Mais on en parle beaucoup. Quelques-uns y ont aperçu des révélations extraordinaires sur l'amour. En peu de mots, disons notre opinion.

Je ne pense pas que M. Emmanuel Berl soit un théoricien fort original de l'amour. Il a trop de peine à voir clair en lui-même pour pouvoir se poser en professeur. Mais si je fais peu de cas de ses découvertes psychologiques, je ne dissimule pas l'intérêt que j'ai pris à le suivre dans son introspection acharnée, douloureuse, tâtonnante et pathétique.

Emmanuel aime Christiane. Christiane, — le nom est choisi à dessein, est chrétienne. Emmanuel est juif. Qu'importe? dit Emmanuel. Et il explique qu'au fond de lui-même il sent une attraction vive vers le catholicisme ; et qu'il est Français, entre les meilleurs. On ne le lui nie point. Mais quiconque suivra cette analyse maladive et passionnée qu'il fait, défait et recommence, de lui-même ; quiconque mesurera cette hyperesthésie amoureuse qui tient moins à l'appétit des sens qu'à l'exaspération de l'activité cérébrale ; quiconque, à travers le long monologue d'Emmanuel, tentera d'apercevoir le visage de Christiane, celui qu'elle eut en réalité et non l'un des cent visages que lui prête son amoureux, reconnaîtra qu'elle et lui ne sont pas de même race, de même sang, et ne pouvaient s'accorder. La solution du problème qui tourmente cruellement Emmanuel est ici, non ailleurs.

« Pourquoi ai-je cru qu'elle m'aimait? M'aimait-elle? Et d'où vient qu'elle a été lâche et, après tant de promesses, n'a-t-elle pas osé briser la résistance de parents qu'elle n'aimait guère, et fuir avec moi? » Je ne puis répondre aux questions qu'Emmanuel se pose. Mais je puis lui en soumettre une : Vous, l'aimiez-vous?

Vous l'avez connue toute enfant, et elle vous a troublé, parce que vous étiez un gamin précoce, comme on en voit souvent, dans vos familles. Et puis vous l'avez oubliée, retrouvée, oubliée de nouveau pendant la guerre, retrouvée une seconde fois. Alors, vous vous êtes persuadé que, pour de bon, vous l'adoriez. Avez-vous su l'en persuader? Qu'elle a dû vous trouver inquiet, et compliqué ! Et maintenant, vous dites que vous ne l'aimez plus ; c'est possible. Mais vous ne pensez qu'à elle. Ce n'est pas contradictoire. Elle est l'aliment de votre inquiétude amoureuse, d'autant plus exquise qu'elle n'aboutit pas ; elle est votre délicieux tourment. L'aimiez-vous?

En tout cas, elle vous a inspiré un livre curieux et, sans aucun doute de bonne foi. Vous vous y êtes peint vous-même. Vous n'avez pas peint l'homme qui aime.

Robert Kemp.

L'HISTOIRE

UN COMPAGNON OUBLIÉ DE RONSARD : MONSIEUR DE MAISONFLEUR

Les lecteurs du *Voyage de Tours* se souviennent peut-être de la dédicace. Sinon, qu'ils ouvrent la belle édition de 1560. Ronsard a pris ses meilleurs crayons, invoqué sa plus douce Muse ; parlant à l'ami huguenot, auquel il dédie son livre, il s'écrie :

L'Huillier (à qui Phœbus comme au seul de nostre âge,
A donné ses beaux vers et son luth en partage),
En ta faveur ici je chante les amours
Que Perrot et Thoinet soupirèrent à Tours,
L'un épris de Francine et l'autre de Marie...

Ainsi, tandis qu'il est quelque part à ferrailler, à essuyer le feu des mousquets ou des arquebuses, à mener à travers frises et fascines l'assaut des places, M. de Maisonfleur (Seigneur L'Huillier), capitaine comme Lasphrise, soldat comme La Noue ou comme Montluc, c'est-à-dire hardiment, reçoit ce bouquet de Touraine piqué de pâquerettes, composé de thym, de muguet,

Et de la rouge fleur qu'on nomme Cassandrette.

Ceux qui se plaisent aux tableaux où le pittoresque guerrier, l'apparat militaire ajoutent à l'héroïsme n'ont qu'à imaginer un camp à la façon de celui qu'on voit devant Calais, sous M. de Guise. Des soldats, la hotte sur le dos, creusent la terre, font la tranchée

ou se fortifient derrière des talus ou des redans ; un nuage de poudre échappé des canons s'élève au-dessus des moulins, enveloppe la place ; et plus au loin, en vue de celle-ci, passent des arquebusiers et des piquiers, les uns à pied, les autres à cheval, sous des étendards. Gantés de fer, la pistole ou la dague à la ceinture, voici M. de Maisonfleur. Jamais Clouet, jamais Quesnel, n'ont peint ou crayonné visage plus fier, poil plus dru, regard plus franc et plus hardi. Le beausoldat ! Comme il va droit, bien assuré, sans craindre le boulet et l'arquebusade, un papier en main, donnant des ordres.

M. de Maisonfleur, avant de chanter des psaumes, marcher avec La Noue et suivre les huguenots en leurs combats, servait sous M. de Guise. En ce temps-là, François de Lorraine grand maître, grand chambellan et grand veneur, vainqueur à Renty, à Metz et à Calais, tenait haute et ferme l'épée catholique.

Adroit aux armes comme instruit aux jeux de l'esprit et aux belles-lettres, François de Guise prisait, en M. de Maisonfleur, des mérites qui étaient à la ressemblance des siens propres, non seulement pour l'épée, car nul ne savait mieux donner une estocade, mais aussi pour l'attachement, fidélité, devoir d'amour dont on disait que ce gentilhomme était capable tout comme du reste. « *M. de Maisonfleur, gentil cavalier pour les lettres et pour les armes.* » « *M. de Maisonfleur, gallant gentilhomme et très parfait.* » Voilà comment le sire de Bourdeille louait en prose le lieutenant de M. de Guise ; mais en vers, cela se trouvait, sous la martiale main du même, exprimé tout aussi éloquemment :

Maisonfleur dit très bien la peine et le martyre
D'amour quand il veut être amoureux comme nous...

Qu'elles offraient de grâces alors les belles des belles, les filles d'honneur de Mme Catherine ! Celles du Louvre ou de Chenonceaux, il fallait les voir coiffées tantôt à l'*arcelet*, c'est-à-dire les cheveux ramenés en petites ailes à droite et à gauche, le cou et l'épaule nus, d'autres fois parées de toques, engoncées de fraises bien tuyautées et empesées, le corsage de damas constellé de perles, et si pimpantes, si avenantes, que Mmes de Retz et de Sauve, célèbres par toutes sortes de séductions et de beauté, enfin de l'*escadron volant* de la reine, plus tard ne le seront pas plus. Et là était la belle Limeuil. Non seulement le prince de Condé l'aimait, mais déjà le riche financier lucquois Sardini, lequel l'épousa plus tard et fit même construire pour elle un magnifique hôtel, l'hôtel Scipion, au faubourg Saint-Marceau.

Né pour recevoir en confidence et à profusion les déclarations

et les aveux, M. de Maisonfleur, visé de plus de traits qu'il n'était menacé de coups de piques ou de plats de lames à la guerre, pouvait-il demeurer insensible lui-même aux maux de l'amour? Il serait bien téméraire de le penser.

Le temps, hélas! — qui ne respecte rien, et pas même les écrits où l'homme enferma les battements de son cœur — n'a, excepté de pieux *Cantiques*, laissé subsister que bien peu de fragments de l'œuvre du bon Maisonfleur. Et sauf deux ou trois pièces, conservées dans un recueil manuscrit, où elles voisinent avec d'autres signées d'Olivier de Magny, de Jacques Tabureau, de Desportes, nous ne connaissons plus, dans l'ordre profane, aucun poème de celui-là qui fut toute sa vie, comme Sainte-Beuve l'a dit de Régnier, « rimailleur autant que ferrailleur », et trancha « du bel esprit l'épée à la main. »

L'homme tout seul est une souche morte,
C'est un bouton qui languist tout penché,
Un pré sans fleurs, un arbre dessaiché
Qui fruicts aucuns en sa saison n'apporte...

proclame M. de Maisonfleur, en l'un de ces couplets qu'une annotation indique comme ayant été chantés, sans doute sur un air amoureux, à l'hôtel de Lorraine apparemment chez MM. de Guise. Ce couplet est d'ailleurs une plainte, exprime un état de langueur chagrine...

Dans cette cour frivole — ces vers à chanter en sont l'aveu aimable — Maisonfleur aima donc comme Brantôme, il chanta comme Ronsard. Ronsard avait Cassandre, Brantôme Mlle de Limeuil. Qui donc fut la fée de notre galant? Qui donc, parmi tant d'amazones, caracolant à la suite de Mme Catherine, jeta le gant à notre « gaillard » (Le mot est du sire de Bourdeille.) Aucune chronique, aucune chanson ne nous le rapporte. Et pourtant c'est un fait signalé par l'annotateur et préfacier des *Cantiques* publiés en MDLXXXI, pour et chez Antoine Chuppin : « Nourri parmi les délices d'une cour » entre toutes violente, « ayant participé aux poisons du monde », M. de Maisonfleur ne laissa pas de « plonger aux voluptez autant qu'autre de son temps ». Le fait est que (c'est toujours le préfacier qui parle), mûri par l'âge, l'expérience, et par tout ce qu'il avait affronté de dangers dans les camps et à la guerre, le seigneur l'Huillier n'en vint que fort tard « aux choses sainctes et sérieuses ». Pour les œuvrettes aussi « oyseuses qu'amours, chansons, jeux, flatteries de cour et autres vanitez », il se plut en son bel âge à en composer, non seulement que chantaient les damerets et pages chez MM. de Lorraine, mais aussi que la belle Limeuil, tantôt pinçant du luth, tantôt dansant la *volte*, aimait à répéter au bal, devant les rois et princes.

Par-dessus les « beautés de la France » il était une autre beauté, celle-là toute royale, mais immaculée encore, mais inaccessible, à laquelle rêvait parfois Maisonfleur. C'était cette beauté d'Écosse, c'était cette reine Marie qui fait l'objet de tout un *Discours* de Brantôme, et dont M. de Ronsard, sur un mode divin, composa le portrait le plus touchant, le plus achevé et le plus amoureux.

Élevée par les plus grands maîtres, et les plus doctes, Marie ne tarda pas, quelque jeune qu'elle fût, à savoir un peu d'histoire, parler le latin, exceller dans la musique et chanter fort agréablement en s'accompagnant du luth. Quant à ses charmes, les plus aimables du monde, ils commençaient déjà de resplendir en son visage ; « sa beauté, venant sur les quinze ans, s'écrie Brantôme, commença à paraître, comme la lumière en son midy ». Mme de La Fayette, qui connaissait son Brantôme et s'en était servie, dira dans *la Princesse de Clèves :* « Marie Stuart, reine d'Écosse, qui venait d'épouser Monsieur le Dauphin, et qu'on appelait la reine-dauphine, était une personne parfaite pour l'esprit et pour le corps. Elle avait été élevée à la cour de France ; elle en avait toute la politesse, et elle était née avec tant de dispositions pour les belles choses que, malgré sa grande jeunesse, elle les aimait, et s'y connaissait mieux que personne. »

Au nombre de ces choses si belles, qui donnaient un ornement de plus à tant de mérites du corps et de l'âme, il est bien évident qu'était la poésie : « *Elle aimait la poésie et les poètes*, écrit à propos en la nommant le seigneur Brantôme, *mais surtout M. de Ronsard, M. du Bellay et M. de Maisonfleur, qui ont fait de belles poésies et élégies pour elle.* »

Devenu huguenot comme Montluc était catholique, c'est-à-dire vaillamment, M. de Maisonfleur, comme Montluc, a-t-il « haï les escriptures » au point de n'en pas laisser, ou, du moins, dans ce los rimé nommé par Brantôme, de n'épargner que celles qui s'accordaient le mieux avec sa religion? Il faut bien le supposer puisque rien ne subsiste de ces louangeurs ou plaintifs poèmes, de ces los respectueux, amoureux même, scandés à merveille et dont M. de Maisonfleur offrit le bouquet à Marie.

Lorsque le moment inexorable vint où elle dut retourner en Écosse, Marie ne monta qu'en chancelant à bord de la nef. Et là il fallait la soutenir et porter presque. Elle était folle, pleurait à grosses larmes et ne faisait que répéter dans ses sanglots : *Adieu, France, adieu!* La côte d'Angleterre n'était pas apparue encore que la pauvre reine commandait au timonier d'arrêter le navire. Semblable au bon duc Charles d'Orléans que les Anglais jadis avaient enfermé à Douvres en un château, elle plaçait à ce moment sa main au-dessus de ses

yeux à cause du grand éclat et miroitement du soleil sur la mer, et de la sorte s'efforçait à découvrir encore une fois cette côte bien-aimée.

Le départ de la reine d'Écosse retournant en son pays affecta-t-il M. de Maisonfleur au point de changer le « gentil cavalier » que jusque-là il avait été, en un dur soldat, partisan belliqueux, toujours en coups et en estocades? Il faut bien le penser, puisque à dater de ce moment où se voila le visage des Muses, il n'y eut, dans les camps et sous les armes, pire rodomont et fier-à-bras que ce doux poète, armé désormais non plus de la lyre mais du mousquet et de l'épée.

D'abord, pourquoi et comment le seigneur l'Huillier, du service de MM. de Guise, en vint-il à passer à celui des « prédicantereaux » et « ministreaux » de Genève? C'est ce que les biographes et même Brantôme ne font pas connaître. Toujours est-il qu'à un certain moment, la Muse de Maisonfleur prit un accent assez sombre, et ne s'exprima plus, comme tous les religionnaires, que par versets et par sentences :

Depuis aussi, ô mon Dieu,
Que tu m'as tiré du milieu
De mon apparent naufrage,
Et que ta bénigne main
Par un chastiment humain
M'a fait devenir plus sage;

Certes, j'ai fort bien senti,
Après m'être repenti
De mes folies passées,
Qu'il n'est point d'autres repos
Qu'invoquer à tout propos
Ton saint nom en nos pensées...

Austère et rude galant, M. de Maisonfleur en avait fini désormais avec les « folies »!

Il ne passait plus son temps qu'à composer ces *Cantiques* dont son éditeur dit qu'ils contiennent de bien « beaux traicts et excellentes méditations », M. de Maisonfleur, toujours au dire de ce témoignage, tenant à exprimer à Dieu « quelque recognoissance de ses grâces ». Celles-ci, bien que nombreuses, n'avaient pu faire toutefois que le seigneur l'Huillier, mêlé aux « guerres civiles » (Brantôme) et *bras de fer* comme La Noue, ne fût exposé à périr, percé de quelque lame ou défait de quelque balle.

Grâce aux écrits de Brantôme, notamment les *Grands capitaines*,

et le fort plaisant, docte et de tous points éloquent *Discours sur les duels*, nous pouvons suivre M. de Maisonfleur en ses actions « jusqu'au moment où il pleut à Dieu prévenir par la mort l'effect de son dessein ». Il faut dire qu'en telle situation où était Maisonfleur, sans cesse exposé, du côté huguenot, aux assauts, coups de main, surprises dont se constituait alors la guerre d'embuscade, cette mort se trouvait suspendue au-dessus de son chef, et à tout moment, autant que l'épée au-dessus de Damoclès. Le pis est que, par ses imprudence, vaillance et autres vertus guerrières qui le tenaient en dure et continuelle haleine, le seigneur l'Huillier, féal de cette mort funeste, par ses saillies, moqueries, nasardes de prompt et fort cavalier, l'appelait et la provoquait presque.

Adroit, comme devaient l'être à peu d'années de là du Bartas et Monchrestien, à croiser l'arme ou rompre le fer, M. de Maisonfleur, poète non moins que l'un et l'autre, ne laissa pas, lui aussi, de périr victime de l'assurance où il était de vaincre, et d'une témérité que Brantôme entend justement blâmer.

C'est Pierre de Bourdeille qui nous apprend en effet comment « M. de Maisonfleur, gentil et brave capitaine de son temps, lequel estant à la guerre des Flandres, pour contenter un soldat qui se doulloit (plaignait) de lui, s'offrit à le combattre ; le soldat le prit au mot ; et se battirent si bien qu'ils se tuèrent ». C'est ainsi que finit M. de Maisonfleur, l'épée à la main. Brantôme ne fait point connaître si ceux de sa religion les vinrent, lui et le soldat, ramasser au lieu du duel, porter en terre entre des flambeaux, au chant des psaumes. Tout ce qu'on peut dire est que c'était à la guerre, et que, tandis que Pierre de Ronsard, qui avait été son ami et maître, avait fait « élection de son sépulchre » à l'endroit de sa province où les eaux de la Braye et celles du Loir se viennent confondre, lui avait choisi le sien quelque part en Flandre, entre Courtrai et Lille, en l'un de ces pays où les moulins semblent, tournant au vent leurs grandes ailes, être eux-mêmes des duellistes se provoquant et se défiant en un champ clos.

Edmond Pilon.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LÉON BOURGEOIS

Il n'est pas trop tard pour parler de M. Léon Bourgeois. Il ne sera jamais trop tard. Léon Bourgeois appartient à l'histoire.

Ses faits et gestes, qui sont la partie la plus apparemment surprenante de sa carrière, passeront et on en perdra la mémoire. Mais la pensée qu'il a exprimée, dont s'est imprégné tout un parti politique considérable durera aussi longtemps que ce parti, que les traditions de ce parti, et pèsera longtemps, par eux, sur les destinées de la nation.

M. Léon Bourgeois, avant d'être un patriarche encensé, avait été un distingué fonctionnaire. Il fut préfet presque au sortir de l'adolescence, et il étonna, paraît-il, les hommes d'Etat les plus blanchis sous le harnais par les inépuisables ressources de sa jeune expérience et sa séduisante dextérité. Il n'avait pas trente-cinq ans qu'il était préfet de police. Ayant ainsi parcouru le cursus honorum *à l'âge où certains ambitieux balancent encore sur le choix définitif d'une carrière, il entra dans la politique active. Le même bonheur l'accompagna dans les comices. Député quand il voulut, sénateur quand il lui plut, il ne connut jamais la polémique électorale, et fut toujours investi, sans discussion ni controverse, du mandat qu'il souhaitait. Député à trente-six ans, il fut ministre à trente-sept, et le redevint autant de fois qu'il consentit à l'être. Au demeurant, il était la suprême ressource de la République, et occupait, selon qu'il en était besoin, les Affaires étrangères, l'Intérieur, la Justice, l'Instruction publique, le Travail même. M. Léon Bourgeois, en effet, dédaignait la vaine hiérarchie des portefeuilles. C'est ainsi qu'il devint, au sommet de sa carrière illustre, ministre du Travail, estimant*

que sa personne grandissait le ministère, bien loin que ce fût le ministère qui ajoutât quoi que ce fût à son prestige. Sept ans à peine après son entrée au Parlement, âgé tout juste de quarante-trois ans, M. Léon Bourgeois fut président du Conseil. Ce fut un ministère célèbre qui symbolisa les espoirs de la jeune démocratie. On sait qu'il fut renversé par le Sénat, inquiet de ces nouveautés dangereuses dans nos finances et notre politique. Léon Bourgeois se retira. Dès lors, — il n'avait pourtant que quarante-cinq ans, — il vécut comme une sorte de pontife, auréolé de gloire, dont l'échec avait été celui de tous les progrès sociaux. Il ne tenait donc qu'à lui, semblait-il, de réaliser par son effort tous ces progrès ajournés. D'où la ténacité de toutes les gauches à lui offrir le pouvoir. Dédaigneux et serein, Léon Bourgeois refusait, s'excusant sur sa santé. Il acceptait parfois la présidence de la Chambre, ou un portefeuille. Toujours il déclina l'honneur d'être le chef de l'Etat, et d'arbitrer les partis. Aussi bien, son attitude politique surprenait-elle parfois les dévots de son église et la mystique de toute la république. Léon Bourgeois, brisé par le Sénat, n'avait point, même dans les premières vingt-quatre heures, injurié ses juges, ni dénoncé dans des meetings bruyants le conservatisme égoïste de la Haute Assemblée. Il avait donné, au contraire, son concours un peu nonchalant à toutes les combinaisons utiles, ne voulant plus jamais, semble-t-il, prendre aux yeux des contemporains la figure d'homme de parti. Son autorité rendit possible des entreprises qui eussent été suspectes pour les purs. Ce chef vénéré, indiscuté du parti radical, appuya de toutes ses forces la chance de M. Poincaré, fut ministre à ses côtés, rallia à sa candidature présidentielle la gauche radicale de l'Est, et, lorsque les élections de 1914 parurent une réplique à l'élection présidentielle de 1913, il n'hésita pas à prêter son concours à la tentative du ministre Ribot, vrai défi à l'opinion cartelliste de 1914, et qui vécut moins que ne vivent les roses. Pendant la guerre, il se tint aux côtés de M. Ribot, son vieil adversaire de doctrine, et fut, dans son cabinet, ministre du Travail comme il l'avait été avec M. Poincaré. Enfin, quand le pays fut appelé à se prononcer contre la politique nationale de M. Poincaré, Léon Bourgeois empêcha, dans son département de la Marne, la constitution du cartel, et nul républicain de là-bas, tant qu'il vécut, n'osa passer outre à son avis.

Chose étrange, cette attitude ne valut à Léon Bourgeois, dans les partis d'extrême gauche, aucune impopularité. Il ne connut pas les rancunes de ses collègues ni la suspicion des militants. La fortune continua de lui sourire : un seul jour elle lui fut infidèle lorsqu'il échoua à l'Académie et qu'Alfred Capus lui fut préféré. Cependant Léon Bourgeois était membre de l'Institut, et les sciences morales et politiques lui convenaient mieux.

Pourquoi une attitude si nettement nationale, si clairement, si expressément anticartelliste, chez le vaincu de 1896, chez la victime du Sénat, chez celui qui avait incarné contre l'opportunisme corrompu de 1896, contre l'égoïsme conservateur de 1895, contre le nationalisme de 1898, la vraie, la pure orthodoxie radicale, ne causa-t-elle chez les Jacobins les plus susceptibles et les plus défiants aucune désaffection, et presque nulle surprise?

L'action de Léon Bourgeois fut cependant déterminante. Il est certain qu'il dépendait de lui de rendre impossible, au lendemain du ministère Caillaux, la grande concentration nationale de janvier 1912, et qu'il pouvait ne point écarter les obstacles dont était embarrassée, en 1913, la route de l'Elysée. Il pouvait ne pas s'inscrire en faux contre la victoire démagogique de 1914, et ne point seconder les efforts de Ribot en 1917. Il pouvait, adoptant docilement l'évangile de M. Herriot, acclamer, lui aussi, le Cartel, comme la seule méthode possible des réalisations démagogique et pacifiste. Ce chef, ce pontife du parti radical pouvait ne pas prendre nettement parti, à deux reprises, contre M. Caillaux et M. Herriot, c'est-à-dire contre les deux chefs que le parti radical s'est donnés successivement dans un enthousiasme mystique qui tient du délire sacré.

Cela, les radicaux ne l'ignorent pas. Ils n'ignorent pas non plus que la conduite de M. Bourgeois, en ces occasions, fut systématique et résolue. Ils n'ignorent pas davantage qu'elle fut dictée non par la jalousie ou l'envie (de minimis non curat...) *mais par des mobiles logiques et résolus. La vérité, c'est que les radicaux ne pouvaient tenir rigueur à Léon Bourgeois, et n'avaient aucun intérêt à le faire. Dans ce parti qui manque d'hommes — et surtout de cerveaux — puisqu'il va être obligé de considérer M. Herriot comme un penseur, la figure consacrée de Léon Bourgeois apparaissait comme intangible. Son prestige était de qualité trop haute et d'ailleurs trop consacré pour qu'un parti intellectuellement décrié, et qui n'a pas de ce prestige-là à revendre, pût se montrer difficile. Il n'y avait, dans la chapelle valoisienne, qu'un seul père de l'Eglise; il était prudent de le garder.*

Le radical, d'ailleurs, est discipliné et respectueux. Il est peu familier avec la liberté de penser, et avec le sens critique. Il est trop habitué à exécuter des mots d'ordre, et à acclamer des chefs, pour ne pas vénérer sur commande ce qu'on lui a appris à vénérer, à moins de consigne contraire. Ici, pour des raisons multiples, la consigne ne pouvait pas venir. Je dirai pourquoi tout à l'heure. Et puis, autre raison, le radical est un utilitaire, et sa politique est essentiellement alimentaire : il s'inquiète plus de compétitions, de course aux portefeuilles, de clientèle d'amis en place que de spéculations philosophiques : M. Léon Bourgeois, dédaigneux du pouvoir et de places, ne portait plus ombrage et

n'inquiétait plus; son attitude, pour le servum pecus, *devenait, de ce chef, accessoire et secondaire. Ce sont là les mobiles qui ont maintenu la masse radicale dans le respect d'un pontife vénérable, que nul ne songeait à excommunier.*

S'il tenait à ce que le parti radical eût une doctrine, il ne voulait pas compromettre et discréditer cette doctrine dans des manifestations démagogiques. Il ne voulait pas surtout la confier, à peine éclose, embryonnaire encore, aux mains inexpérimentées qui l'eussent détruite. Surtout il voulait éviter, contre cette doctrine humanitaire et pacifiste, les préventions des hommes qui font l'opinion, et que retiennent des scrupules d'ordre social et des scrupules patriotiques. Il voulut donc que le chef, le pape laïque qui avait formulé cette doctrine fût inaccessible au discrédit, et que la doctrine s'en trouvât par là même rehaussée et préservée. Ce chef, ce pape, était nécessairement au-dessus des partis, régnant dans la sérénité d'une retraite auguste et philosophique, assez grand citoyen cependant pour ne se dérober, le cas échéant, à aucun impérieux devoir. Et le soin jaloux que mit Léon Bourgeois à séparer sa cause de celle des révolutionnaires et des démagogues, à rassurer les patriotes par son attitude nationale, la reconnaissance qu'il sut mériter ainsi des défenseurs superficiels et peu clairvoyants de l'ordre et de la patrie, lui permit de donner toute sa force, toute son ampleur, à une doctrine qui grandissait, environnée de sympathies étrangères à toute prudente défiance, et qui renferme ainsi, parvenue à maturité, ses germes de désagrégation et son poison redoutable.

Pour la même raison, Léon Bourgeois, humanitaire, pacifiste, et, par conséquent, anarchiste et démagogue sans le savoir, fut toute sa vie un homme courtois, bienveillant et affable. Ce chef radical n'avait rien d'un camarade de congrès. Il ne fumait pas la pipe et ne tutoyait pas. Je jurerais pourtant qu'il était plus avancé que M. Herriot dans la considération de Ramsay Macdonald et même de Vandervelde. Il n'embrassait et n'allait pas au café. Et pour la même raison encore, Léon Bourgeois, anticlérical passionné, farouche, évita avec un soin scrupuleux les manifestations verbales déplaisantes et les expressions de pensée un peu basses. Homais reprit par ses soins quelque décence et ce n'est pas un mince service qu'il a rendu à la libre pensée et au pacifisme que d'en avoir dissimulé les parties grossières, désarmé par là les résistances et laissé quelques hommes courageux dénoncer seuls ce que ses idées avaient de funeste. Un conservateur qui avait dîné avec Léon Bourgeois disait : « Ah! s'ils étaient tous ainsi!... » Avoir obtenu ce compliment valait, pour les radicaux, que condamnation fût passée sur la présidence Poincaré. Ceux qui savent, à gauche, ceux qui comprennent, devaient donc se garder, on le voit, d'excommunier Léon Bourgeois, eût-il pré-

sidé, au lieu et place de François-Marsal, le dernier cabinet Millerand; et peut-être Léon Bourgeois, s'il avait — ce qui n'est pas impossible — l'âme vraiment diabolique, jugeait-il que l'appui qu'il apportait à M. Poincaré ou à M. Ribot ne pouvait, en dernière analyse, qu'avancer ses affaires. La cécité politique est, pour certains conspirateurs, un auxiliaire plus précieux qu'une complicité avouée et parfois compromettante.

Que d'autres exposent la doctrine de Léon Bourgeois, philosophe de la solidarité et du quasi-contrat. Qui n'aperçoit que toutes les sottises du temps présent, cet abandon des réalités pour de « sots papiers », comme dit M. Marin, cet acte de foi continuel et niais, qui « n'est pas sans risques », comme le reconnaît cyniquement M. Painlevé lui-même, cette confiance absolue dans la mystique révolutionnaire, ce désordre général de la faillite, de la misère, de la famine, cette désorganisation des services, ce bouleversement des hiérarchies, cette anarchie morale dans les ténèbres de laquelle les forts se préparent à égorger les faibles, ne sont que les expressions concrètes de la doctrine élaborée par Léon Bourgeois, voulue par lui comme la Charte de l'humanité nouvelle. Tous ceux qui, après lui, espèrent, par le fait d'un postulat qui suppose les nations modernes éprises d'idéal évangélique, substituer aux garanties réelles et tangibles, des contrats dont l'exécution est fondée uniquement sur la bonne volonté et la mystique, sont ses disciples. Sans lui, ils n'auraient rien pu. Et les plus malfaisants eussent été suspects ou eussent prêché dans le désert. Qu'il y ait aujourd'hui tant de malheureux qui croient à la valeur de cette mystique primaire et d'ailleurs périmée, tant d'autres qui, courtisans des foules, jugent nécessaire de l'adopter, de la professer, de la magnifier, et une clientèle qui l'acclame, l'inspire et s'en veut enivrer, de tout cela, Léon Bourgeois est responsable. Et tous ceux que nous avons dits sont ses fils intellectuels. Il a donné, par sa modération même, une incroyable diffusion à cette anarchie morale et sociale dont les ravages sont incalculables. On voit combien, en comparaison de ces résultats, il est insignifiant qu'il ait été ou non ministre de Millerand ou de Poincaré, préfet, sénateur et président du Conseil, ou président de la République.

***

Le Théâtre : « *Monsieur et Madame Un Tel* », *de M. Denys Amiel.*

M. Denys Amiel s'imposa à l'attention dès son premier ouvrage, *la Souriante Madame Beudet*, écrit en collaboration avec M. André Obey. Les deux collaborateurs se séparèrent ensuite et coururent leur

chance séparément. Un autre ouvrage de M. Amiel, *le Voyageur*, fut joué à la feue Chimère. On y trouvait l'influence très marquée d'Henry Bataille, traversée par les principes de la nouvelle école dite du silence. Puis vint une pièce inégale, qui contenait des parties remarquables, parfois diminuées par un parti pris de réalisme trop accusé. Tout compte fait, M. Amiel était déjà un des jeunes auteurs qu'on suivait avec le plus d'intérêt. N'eût-il fait que *Madame Beudet*, il eût déjà compté.

Il est normal qu'un tel écrivain fît partie de la coopérative des Jeunes Auteurs. M. Amiel ne pouvait manquer d'y collaborer de fort près, puisque, sans que les deux entreprises se confondent, on retrouve à la tête du Théâtre des Jeunes Auteurs à peu près tous les théoriciens, tenants, et défenseurs de l'école du silence.

Nous avons eu l'occasion de dire en quoi consistent ces théories à propos des ouvrages de M. Jean-Jacques Bernard. Nous aurons à y revenir bientôt, lorsque le Théâtre des Jeunes Auteurs aura donné son troisième spectacle, qui sera composé d'une pièce de M. Bernard et d'une de M. Amiel. Cette pièce est connue par avance, elle a paru en librairie. Avant de l'avoir vue à la scène, nous savons ce qu'elle contient. M. Amiel y pousse à leur extrême conséquence les théories de l'école. C'est une sorte d'exercice littéraire, un ouvrage qui ne peut être accueilli que dans un de ces cénacles fermés qu'on appelle les chapelles. C'est cet ouvrage-là que M. Amiel a donné à la coopérative des jeunes auteurs. Il avait dans ses cartons une autre pièce, qu'on pourrait appeler par contraste une véritable pièce, remarquable à beaucoup d'égards, pathétique, adroite, capable de toucher le public et d'obtenir un long succès : il l'a portée à un théâtre régulier, un théâtre du boulevard, un théâtre commercial, le théâtre de la Potinière.

* * *

Cette pièce porte pour titre *Monsieur et Madame Un Tel*. Les deux personnages principaux n'y ont pas d'autre nom, on ne les désigne que par les deux prénoms Georges et Suzanne. Georges est un homme de quarante ans, qui a réussi dans l'industrie après des débuts difficiles. Il avait toujours dit : « Sitôt que j'aurai réussi, je me marierai. » Il l'a fait. Il a épousé Suzanne. Il l'aime, il travaille pour elle, il ne pense qu'à elle, il fait tout ce qu'il peut pour lui rendre la vie agréable et heureuse. Seulement, il s'y prend avec plus de tendresse que d'habileté, plus de sérieux que de brillant. Quand il est sorti de son usine, il en parle encore ; il aime rester chez lui au lieu d'aller courir. Il apporte à la jeune femme le foyer solide et sans éclat. C'est la bonne moyenne du garçon honnête, normal, tel qu'on le rencontre couramment dans la société : M. Un Tel.

Suzanne est une petite femme gentille et pas méchante, ni trop bête ni trop intelligente, ni trop sensible ni trop peu, ni légère ni

grave, une petite femme aimable qui ressemble à toutes les petites femmes aimables. Il est clair que M. Amiel a voulu peindre en Georges et en Suzanne deux êtres qui représentent la normale dans la classe moyenne. Le titre souligne cette intention que tout proclame de reste. Trait curieux, M. Amiel, qui veut être réaliste, fait du réalisme par principe, comme il fera en d'autres cas du symbole ou du silence. C'est un esprit très tranché, volontaire et systématique. L'intérêt est qu'il réussit à merveille le réalisme. Son cas est bien curieux, en vérité. Tenants des théories du silence, ses personnages se gardent d'expliquer leur caractère ; l'auteur sait que la vérité s'obtient au théâtre quand les personnages se révèlent par des traits qui semblent involontaires. Cependant, on sent que tous ces traits involontaires ont été calculés par la volonté de l'auteur. Chacun d'eux est juste, profond, frappant ; chaque détail a la souplesse et la précision de la vie, et l'ensemble a quelque chose d'appuyé, de décharné, comme si M. Amiel fouillait plutôt qu'il ne peignait et procédait par incisions mordantes plutôt que par touches fondues. Et pourtant, cette manière d'eau-forte arrive à présenter le gras, la liaison d'une pâte riche, et il faut réfléchir pour apercevoir le procédé.

Car M. Amiel est en vérité un maître observateur. A tout instant, presque à chaque phrase, il trouve le trait de caractère qui peint, la parole qui révèle un coin de l'âme. On reconnaît au passage des détails qu'on a vus ou entendus, et qui sont significatifs. Georges a une automobile ; mais quand il pleut, il ne s'en sert pas, il prend le train pour aller à son usine, et c'en est assez pour montrer l'homme enrichi après des débuts difficiles ; inutile d'expliquer davantage. Voilà ce qu'il y a de bon dans l'école du silence. Mais, à vrai dire, ce procédé est bien loin de lui appartenir en propre : c'est celui de tous les maîtres. On pourrait même soutenir que chez les maîtres il est fondu et invisible, alors que dans l'école du silence il fait saillie, on ne voit plus que lui et il finit par laisser voir qu'il est un procédé. On conviendra seulement que M. Amiel le manie de main d'ouvrier.

Il est bien vrai qu'on reconnaît ses personnages comme si on les avait déjà rencontrés. Georges est bien le brave garçon enrichi dans les affaires tel que notre société vouée à l'industrie le fabrique comme en série, et Suzanne présente les nuances qui appartiennent à la jeune femme d'aujourd'hui telle que l'ont formée l'ère des *dancings* et quelques autres modes qui ont eu d'importants effets sur les mœurs. Ainsi, c'est par l'industrie que la prospérité est entrée dans le ménage ; c'est par le sport que le malheur va y entrer.

Georges introduit chez lui sans méfiance un garçon avec qui il est en relations d'affaires, Robert Chauveau. Celui-ci a dix ans de moins que Georges. M. Amiel a nettement insisté sur cet écart, il a prétendu marquer en ces deux types la différence entre deux géné-

rations. Sans doute de tels résumés sont sommaires et forcés, mais les lignes générales que fait jaillir cette rapide synthèse ne laissent pas d'être exactes. Georges ramasse d'un mot la différence quand il dit à son jeune associé : « Ceux de mon âge ont servi dans l'infanterie. Vous, vous avez fait la guerre dans l'aviation. » Faire la guerre dans l'aviation n'était pas tous les jours un divertissement ; mais d'ensemble et aux injustices de détail près, cette boutade dit bien que le destin ne fut pas le même pour la génération sacrifiée que pour celle qui a suivi.

Robert Chauveau aborde la vie, les affaires et l'amour avec beaucoup de décision, peu de scrupules. Il a le goût de la force physique, de la lutte, du succès. L'obstacle ne l'embarrasse guère. Le sport, la guerre, la vie d'après guerre lui ont durci les muscles. En même temps, ils lui ont durci le cœur. La femme de son ami est aimable et désœuvrée, il entreprend de la conquérir. C'est de tous les temps, ce qui est d'aujourd'hui est la manière dont il s'y prend. Il donne à Suzanne la curiosité, le goût de la supériorité physique. L'entraînement aux combats de boxe ne le dispense point de fréquenter les *dancings* et les *bars*, c'est un jeune homme moderne, pas très joli mais qui ressemble fort bien au jeune homme moderne tel que le conçoit, par exemple, M. Morand.

Ce troisième type, qui va d'ailleurs disparaître, est par position et par nature moins fouillé et moins réussi que les deux autres, quoique enlevé encore en traits excellents. Par exemple, Suzanne s'extasie sur les beaux garçons comme le sport en fournit tant. Il répond simplement : « Oh, il n'y en a pas tant que cela. » Ce premier acte, où les trois personnages sont présentés et qui montre la conquête de Suzanne par Chauveau, est articulé avec la sobre précision d'un chef-d'œuvre.

Le suivant est assez différent. Ce n'est pas seulement un goût passager que Suzanne éprouve pour le joli garçon, c'est très sérieux, très profond. Comme elle n'est pas malhonnête, elle prévient son mari, réclame de l'aide. Georges comprend à quel point c'est grave précisément parce qu'elle résiste ainsi, avec le désespoir d'un pauvre poisson qu'on tire hors de l'eau et qui se débat en vain au bout du fil. Si elle avait cédé à un coup de tête, ce serait guérissable. Mais dans ces conditions, Georges comprend qu'il est battu d'avance ; s'il s'entête à lutter, il fera deux malheureux au lieu d'un. Il appelle Chauveau et lui déclare froidement sa volonté de lui laisser Suzanne. « Seulement, dit-il, c'est sérieux ; je ne peux pas vous la disputer ; soit, mais je ne vous la donne pas pour vous amuser. Si vous ne la rendez pas heureuse, je reprends mes droits. »

Il ne la rend pas heureuse, bien entendu. Au bout de quelques mois, il l'abandonne. Elle résiste bravement, elle se défend, gagne sa vie avec honnêteté. Et puis, un jour, au bout d'un an, elle rencontre Georges qui cherche en vain à s'étourdir. C'est la scène banale et

attendue : il la confesse, elle avoue et elle se réfugie dans les bras qu'il lui ouvre.

Ainsi jusqu'au bout M. Amiel accuse sa volonté de ne pas sortir de la banalité. On le lui a reproché, on lui a dit : « Votre pièce a été déjà faite cent fois. » Voilà bien une critique perdue. Il n'y a que les forts qui osent s'attaquer aux sujets de tout le monde, et l'originalité n'est pas dans la matière, elle est dans le parti qu'on en tire. Loin de chicaner M. Amiel, il faut le féliciter.

Il faut d'autant plus le louer que, dans sa recherche de la banalité, M. Amiel suivait un guide qui est un des pires : Henry Bataille. Cet homme qui abandonne la femme qu'il aime à son rival en criant : « Rendez-la heureuse, » c'est du Bataille. Ce retour, toute la scène de la fin, c'est un dénouement de Bataille. Il n'est pas jusqu'à cette volonté systématique de conférer une valeur symbolique au réel le plus terre à terre qui ne dérive de cette même influence.

La différence entre Bataille et M. Amiel est dans le ton. Bataille se disait que l'art consiste à relever la platitude par le lyrisme, qu'on parviendrait de la sorte à mêler le courant Théâtre Libre et le courant romantique et à les fondre dans un style neuf. Comme toutes les tentatives de conciliation, celle-là n'engendrait qu'un hybride. M. Amiel a renoncé au lyrisme, c'est en cela qu'il épure et décante Bataille. Il ne laisse pas d'imiter encore son guide, même dans le style. Par exemple cet abus de l'argot, de la langue vulgaire sous prétexte de copier de plus près le réel, c'est encore et toujours l'influence Bataille. On ajoutera encore que si les héros de M. Amiel soupçonnaient l'existence de la religion et de la morale, les problèmes se poseraient pour eux d'autre sorte.

Mais c'est ici qu'intervient l'influence bien heureuse de l'école du silence, elle oblige M. Amiel à mettre la sourdine. Au faux lyrisme éperdu succède un ton voilé, tout en profondeur. A vrai dire, ce gain ne doit pas être uniquement porté au crédit de l'école du silence : c'est une des reprises les plus certaines et les plus visibles du goût entre le temps où triomphait Bataille et celui où M. Amiel parvient à la maturité et à la maîtrise.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Les pourparlers de Washington. — *Après des nouvelles contradictoires d'acceptation et de rejet des propositions françaises, on apprend que les Etats-Unis nous imposent un accord provisoire pour*

les paiements des cinq premières années, sur la base de quarante millions de dollars par an.

M. Caillaux répond qu'il n'a pas les pouvoirs suffisants pour conclure cet accord et qu'il en référera à son gouvernement (1er *octobre*). *Il reprend le paquebot.*

La Conférence de Locarno. — *La conférence destinée à élaborer le pacte de garantie s'ouvre à Locarno le 4 octobre.*

Le 15 octobre, la délégation allemande adhère, ainsi que les délégations alliées, au pacte rhénan et aux traités d'arbitrage entre le Reich, la France et la Belgique. Il reste à terminer la rédaction matérielle des conventions d'arbitrage entre le Reich d'une part, la Pologne et la Tchécoslovaquie de l'autre.

La délégation allemande emporte de Locarno des promesses verbales restées secrètes formant contre-partie à la signature du pacte.

France. — *M. Steeg est désigné pour remplacer au Maroc le général Lyautey* (6 *octobre*). *M. de Monzie prendra le portefeuille de la Justice* (7 *octobre*).

— *Dans le quartier de la Villette, à une élection partielle au conseil municipal, un communiste arrive en tête. Des communistes sont également élus au conseil d'arrondissement dans les cantons de Longjumeau et d'Aulnay-sous-Bois* (11 *octobre*).

— *Une tentative de grève générale révolutionnaire décrétée par les communistes échoue. Toutefois, des émeutes sérieuses se produisent à Saint-Denis, et, à Suresnes, un gréviste trouve la mort au cours de l'assaut d'une usine. A Paris, le député Doriot est arrêté pour violences aux agents* (12 *octobre*).

— *La Commission des Finances entend M. Caillaux au retour de Washington, sur la situation de la Trésorerie devenue inquiétante et sur les projets d'assainissement financier* (13 *octobre*). *Le ministre des Finances ne donne que des explications assez vagues. Le franc baisse de nouveau.*

— *Le Congrès du parti radical et radical-socialiste s'ouvre à Nice* (15 *octobre*).

Il vote, après le discours de M. Herriot, une résolution invitant les élus du parti à ne soutenir qu'un gouvernement décidé à appliquer « sans faiblesse » le programme du Cartel du 11 *mai* 1924 (15 *octobre*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 32904.